

## **Assemblées des États membres de l'OMPI**

**Cinquante-quatrième série de réunions  
Genève, 22 – 30 septembre 2014**

### **RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2012-2013**

*établi par le Secrétariat*

1. Le présent document contient le Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2012-2013 (document WO/PBC/22/6), qui est soumis au Comité du programme et budget (PBC) de l'OMPI à sa vingt-deuxième session (1<sup>er</sup> – 5 septembre 2014).
2. Toutes les décisions du PBC concernant ce document figureront dans la "Liste des décisions prises par le Comité du programme et budget à sa vingt-deuxième session" (1<sup>er</sup> – 5 septembre 2014) (document A/54/5).

[Le document WO/PBC/22/6 suit]



## Comité du programme et budget

**Vingt-deuxième session**  
**Genève, 1<sup>er</sup> – 5 septembre 2014**

### RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2012-2013

*Document établi par le Secrétariat*

1. Le rapport de gestion financière de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour l'exercice biennal 2012-2013 est transmis au Comité du programme et budget conformément à l'article 6.7 du Règlement financier de l'OMPI et de son règlement d'exécution selon lequel ce rapport doit être communiqué à tous les États intéressés.
2. Il convient de noter que le rapport de gestion financière ne fait pas l'objet d'un audit externe.
3. Le paragraphe de décision ci-après est proposé.

*4. Le Comité du programme et budget a recommandé aux assemblées des États membres de l'OMPI d'approuver le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2012-2013.*

[Le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2012-2013 suit]



**Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle**

**RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2012-2013**

## PRÉFACE

Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, on a enregistré une progression de la plupart des flux de recettes par rapport à l'exercice biennal précédent, bien que la reprise de l'économie mondiale soit restée irrégulière et incertaine sur l'ensemble de la planète. En dehors du système de La Haye, les flux de recettes ont dépassé les montants prévus. De plus, l'Organisation a continué à prendre diverses mesures d'économie, allant ainsi au-delà des exigences formulées lors des assemblées des États membres en octobre 2011 et portant sur une réduction des dépenses de 10,2 millions de francs suisses.

L'Organisation a dégagé pendant l'exercice biennal un excédent budgétaire de 68,9 millions de francs suisses. Les dépenses par rapport aux montants alloués sur les réserves pour plusieurs projets ont totalisé 45,3 millions de francs suisses tandis que les ajustements IPSAS effectués pour aligner les résultats de l'OMPI sur une base budgétaire en fonction des résultats conformément aux normes IPSAS se sont élevés à 11,0 millions de francs suisses. Pour l'Organisation, il en a résulté au total un excédent de 34,6 millions de francs suisses.

Le présent rapport de gestion financière présente les résultats de l'Organisation pour l'exercice 2012-2013 au moyen d'une comparaison avec le budget et avec les résultats par rapport au budget pour l'exercice biennal précédent. Il donne également les détails des résultats financiers de l'Organisation en 2012-2013 et de sa situation financière à la fin de 2012 et 2013 conformément aux normes IPSAS.



Francis Gurry  
Directeur général

## Rapport de gestion financière 2012-2013

Le présent rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et présente les résultats financiers de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI\*.

Les premières pages récapitulent les résultats, qui affichent un excédent de recettes de 68,9 millions de francs suisses (pré-IPSAS), la situation des différentes unions et celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi par le détail de la situation financière de l'Organisation durant l'exercice biennal et de ses actifs et passifs à la fin de 2012 et 2013. Conformément à l'introduction par l'OMPI en 2010 des normes IPSAS, l'Organisation produit désormais pour chaque année de l'exercice biennal une série d'états financiers, qui est soumise à un audit externe. Des copies des états financiers vérifiés avec les rapports du vérificateur externe des comptes sont disponibles sous la forme de documents distincts de l'Organisation.

Les informations financières sont suivies de détails en ce qui concerne les contributions pour l'exercice biennal 2012-2013. La répartition de 333 millions de francs suisses entre les États membres durant l'exercice biennal au titre des Arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre distinct.

Par souci de transparence, les fonds fiduciaires ouverts par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante des comptes de l'OMPI, et sont présentés dans un chapitre distinct.



Francis Gurry  
Directeur général

\* Union de Paris (128<sup>e</sup> et 129<sup>e</sup> années), Union de Berne (125<sup>e</sup> et 126<sup>e</sup> années), Union de Madrid (121<sup>e</sup> et 122<sup>e</sup> années), Union de La Haye (87<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup> années), Union de Nice (55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> années), Union de Lisbonne (54<sup>e</sup> et 55<sup>e</sup> années), OMPI (43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> années), Union de Locarno (42<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> années), Union de l'IPC (38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> années), Union du PCT (35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> années), Union du TRT (33<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup> années), Union de Vienne (27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> années).

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES</b> .....	<b>6</b>
<b>RÉSUMÉ DES RÉSULTATS PAR UNION</b> .....	<b>7</b>
Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2013 .....	7
Tableau 1.2 Recettes et dépenses par union – exercice biennal 2012-2013 (sur une base budgétaire) .....	7
Tableau 1.3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2013 .....	8
Tableau 1.4 Principaux projets de construction à la fin de 2013 .....	8
<b>BUDGET</b> .....	<b>9</b>
Tableau 2 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2012-2013.....	11
Tableau 3 Nombre de postes par programme – exercice biennal 2012-2013 .....	12
<b>DÉPENSES</b> .....	<b>13</b>
Tableau 4 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2012-2013.....	13
Tableau 5 Dépenses par objet de dépense – exercice biennal 2012-2013.....	14
Ressources en personnel .....	14
Évolution annuelle des dépenses de personnel .....	15
Voyages et bourses .....	16
Évolution des dépenses de voyages et de bourses par année .....	16
Services contractuels .....	17
Évolution des dépenses pour services contractuels par année.....	17
Dépenses de fonctionnement .....	18
Évolution des dépenses de fonctionnement par année .....	18
Matériel et fournitures .....	19
Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année.....	19
<b>RECETTES</b> .....	<b>20</b>
Tableau 6 Recettes pour l'exercice biennal 2012-2013.....	20
<b>PLACEMENTS 2012-2013</b> .....	<b>22</b>
Risques financiers .....	22
Tableau 7 Placements en 2012 et 2013 .....	23
<b>ÉTATS FINANCIERS</b> .....	<b>24</b>
État de la situation financière .....	27
État de la performance financière .....	28
État des variations des actifs nets.....	29
État des flux de trésorerie .....	30



État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes .....	31
État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses .....	32
Analyse de l'état de la situation financière .....	33
Analyse de l'état de la performance financière .....	41
État de la position financière par source de financement .....	46
État de la performance financière par source de financement .....	47
<b>CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT .....</b>	<b>48</b>
Tableau 8 et tableau 8bis Contributions selon le système de contribution unique .....	48
Tableau 9 Contributions à recouvrer au 31 décembre 2013 et arriérés des contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé) .....	51
Tableau 10 Contributions reçues d'avance .....	57
Tableau 11 Fonds de roulement au 31 décembre 2013 .....	58
<b>RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE .....</b>	<b>65</b>
Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2012 .....	65
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2012 .....	67
Union de Madrid – Total des émoluments – 2012 .....	69
Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2013 .....	70
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2013 .....	72
Union de Madrid – Total des émoluments – 2013 .....	74
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2012 .....	75
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2013 .....	76
Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2013 .....	77
Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole .....	78
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2012 .....	79
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2013 .....	80
Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2012 .....	81
Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2013 .....	82
Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2012-2013 .....	83
<b>FONDS FIDUCIAIRES .....</b>	<b>84</b>

## PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES

(en millions de francs suisses)

	Montant effectif 2010-2011	Budget 2012-2013 après virements	Montant effectif 2012-2013	Différence entre le montant effectif et le budget 2012-2013 après virements	
				Montant	%
<b>RECETTES</b>					
Contributions	34,8	34,9	35,1	0,2	0,6%
Taxes					
PCT	434,8	480,6	514,9	34,3	7,1%
Madrid	99,6	104,4	108,0	3,6	3,4%
La Haye	5,9	11,2	6,3	-4,9	-43,8%
Lisbonne	-	-	-	-	0,0%
Total des taxes	540,3	596,2	629,2	33,0	5,5%
Autres recettes	17,7	16,3	16,4	0,1	0,6%
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>592,8</b>	<b>647,4</b>	<b>680,7</b>	<b>33,3</b>	<b>5,1%</b>
<b>DÉPENSES</b>					
Dépenses de personnel	396,4	413,3	413,4	0,1	0,0%
Autres dépenses	192,5	220,7	198,4	-22,3	-10,1%
Non affecté	-	14,4	-	-14,4	-100,0%
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>588,9</b>	<b>648,4</b>	<b>611,8</b>	<b>-36,6</b>	<b>-5,6%</b>
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT)</b>	<b>3,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>68,9</b>	<b>69,9</b>	<b>n.d.</b>
<b>FONDS DE RÉSERVE ET DE ROULEMENT</b>	<b>212,1</b>	<b>173,2</b>	<b>243,1</b>		
Dépenses imputées à des projets spéciaux [financés par les fonds de réserve]	41,9	n.d.	45,3		
<b>RÉSERVES COMPTE TENU DES DÉPENSES IMPUTÉES À DES PROJETS SPÉCIAUX</b>	<b>170,2</b>	<b>n.d.</b>	<b>197,8</b>		
Ajustements IPSAS en cours d'exercice biennal	4,0	n.d.	11,0		
<b>RÉSERVES SUR LA BASE IPSAS</b>	<b>174,2</b>	<b>n.d.</b>	<b>208,8</b>		
<b>ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENT</b>					
Nombre de demandes PCT	346 708	368 000	400 612	32 612	8,9%
renouvellements dans le cadre du système de Madrid	121 947	128 900	131 241	2 341	1,8%
renouvellements dans le cadre du système de La Haye	10 193	17 800	11 153	-6 647	-37,3%

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS PAR UNION

Le tableau 1 ci-dessous présente un résumé global de la situation financière en 2012-2013 par union. Il présente également les fonds de réserve et de roulement à la fin de 2013, représentant un montant de 208,8 millions de francs suisses.

**Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Unions financées par des contributions	Union du PCT	Union de Madrid	Union de La Haye	Union de Lisbonne	Total
FRR*, ouverture 2012 (base IPSAS)	21 539	103 983	50 136	(843)	(615)	174 200
Recettes pour 2012-2013 (base budgétaire)	37 275	521 225	112 499	8 034	1 698	680 731
Dépenses pour 2012-2013 (base budgétaire)	35 821	455 306	106 635	12 509	1 540	611 811
<b>Différence (base budgétaire)</b>	<b>1 454</b>	<b>65 919</b>	<b>5 864</b>	<b>(4 475)</b>	<b>158</b>	<b>68 920</b>
Revenu des réserves 2012-2013	475	2 693	627	4	4	3 803
Dépenses imputées sur les réserves 2012-2013	4 672	31 161	11 584	1 688	43	49 148
Ajustements IPSAS 2012-2013	3 169	6 237	1 970	(325)	(7)	11 044
<b>Excédent/déficit (base IPSAS)</b>	<b>426</b>	<b>43 688</b>	<b>(3 123)</b>	<b>(6 484)</b>	<b>112</b>	<b>34 619</b>
<b>SOUS-TOTAL FRR fin 2013 (base IPSAS)</b>	<b>21 965</b>	<b>147 671</b>	<b>47 013</b>	<b>(7 327)</b>	<b>(503)</b>	<b>208 819</b>
<i>PRÊT de MADRID à LA HAYE</i>			(3 000)	3 000		-
<b>TOTAL FRR fin 2013 (base IPSAS)</b>	<b>21 965</b>	<b>147 671</b>	<b>44 013</b>	<b>(4 327)</b>	<b>(503)</b>	<b>208 819</b>
Crédits déjà approuvés, non encore utilisés**	1 545	17 491	4 931	966	27	24 960
Objectif FRR 2012-2013	18 234	73 128	27 355	1 875	-	120 591

\*Fonds de réserve et de roulement (FRR)

\*\*Ne comprend pas les projets de nouvelle construction/nouvelle salle de conférences

On trouvera au tableau 1.2 ci-dessous une comparaison entre les recettes et dépenses prévues et réelles sur une base budgétaire par union et par type de dépenses directes/indirectes. La ventilation en dépenses directes et indirectes est conforme à la méthodologie adoptée par les assemblées de l'OMPI dans le cadre de l'approbation du programme et budget pour l'exercice biennal 2012-2013 (Annexe III du programme et budget pour 2012-2013).

**Tableau 1.2 Recettes et dépenses par union – exercice biennal 2012-2013**  
(sur une base budgétaire)  
(en milliers de francs suisses)

Base budgétaire

	Unions financées par des contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Union de Lisbonne		Total	
	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif
<b>Recettes (budgétaires) pour 2012-2013</b>	<b>36 479</b>	<b>37 275</b>	<b>488 117</b>	<b>521 225</b>	<b>109 872</b>	<b>112 499</b>	<b>12 111</b>	<b>8 034</b>	<b>850</b>	<b>1 698</b>	<b>647 430</b>	<b>680 731</b>
<b>Dépenses (budgétaires) pour 2012-2013</b>												
Dépenses directes des unions	23 512	22 906	204 219	199 649	61 542	58 153	7 963	8 102	891	957	298 126	289 767
Dépenses administratives directes	9 645	9 311	115 496	105 298	35 576	32 656	4 538	4 408	635	584	165 890	152 256
<b>Sous-total, dépenses directes</b>	<b>33 157</b>	<b>32 217</b>	<b>319 715</b>	<b>304 947</b>	<b>97 118</b>	<b>90 809</b>	<b>12 501</b>	<b>12 509</b>	<b>1 526</b>	<b>1 541</b>	<b>464 016</b>	<b>442 023</b>
Dépenses indirectes des unions	2 275	2 458	115 328	102 460	8 455	10 782	-	-	-	-	126 058	115 701
Dépenses administratives indirectes	1 035	1 146	52 475	47 899	3 847	5 043	-	-	-	-	57 357	54 088
<b>Sous-total, dépenses indirectes</b>	<b>3 310</b>	<b>3 604</b>	<b>167 802</b>	<b>150 360</b>	<b>12 302</b>	<b>15 825</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>183 414</b>	<b>169 789</b>
<b>Total, dépenses imputées</b>	<b>36 467</b>	<b>35 821</b>	<b>487 517</b>	<b>455 306</b>	<b>109 420</b>	<b>106 635</b>	<b>12 501</b>	<b>12 509</b>	<b>1 526</b>	<b>1 540</b>	<b>647 430</b>	<b>611 811</b>
<b>Différence (budgétaire)</b>	<b>12</b>	<b>1 454</b>	<b>600</b>	<b>65 919</b>	<b>453</b>	<b>5 864</b>	<b>(390)</b>	<b>(4 475)</b>	<b>(675)</b>	<b>158</b>	<b>-</b>	<b>68 920</b>

Le tableau 1.3 ci-dessous récapitule les projets spéciaux financés sur les réserves qui étaient en cours d'exécution à la fin de 2013. Le solde total restant pour les projets à la fin de 2013 s'élevait à 25 millions de francs suisses. Il est à noter que la création et la présentation dans les états financiers d'une réserve distincte pour les projets spéciaux financés sur les réserves sont consécutives à la recommandation du vérificateur externe des comptes.

**Tableau 1.3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Budgets des projets	Dépenses cumulées jusqu'à la fin de 2013	Solde restant à la fin de 2013		Taux d'utilisation du budget des projets en %
			Montant	%	
1 Sécurité	7 600	5 196	2 404	32%	68%
2 Modernisation MAPS :					
Phase I	3 569	3 277	292	8%	92%
Phase II et III (confondues)	10 235	6 573	3 662	36%	64%
Total, modernisation MAPS	13 804	9 850	3 954	29%	71%
3 Base de données du système de Madrid fournissant des indications acceptables des biens et services	1 200	1 080	120	10%	90%
4 Projet de planification des ressources des entreprises	25 341	10 370	14 971	59%	41%
5 Projet d'investissement dans les TIC	5 180	2 919	2 261	44%	56%
6 Projets du Plan d'action pour le développement (partie financée sur les réserves)	7 182	5 932	1 250	17%	83%
<b>TOTAL</b>	<b>60 307</b>	<b>35 347</b>	<b>24 960</b>	<b>41%</b>	<b>59%</b>

Le tableau 1.4 ci-dessous présente brièvement les deux projets de construction qui étaient en cours d'exécution à la fin de 2013.

**Tableau 1.4 Principaux projets de construction à la fin de 2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Budgets des projets*	Dépenses cumulées jusqu'à la fin de 2013**	Solde restant à la fin de 2013		Taux d'utilisation du budget des projets en %
			Montant	%	
1 Nouvelle construction	157 243	155 465	1 778	1%	99%
2 Nouvelle salle de conférences (y compris projet architectural et technique)	72 700	51 226	21 474	30%	70%
<b>TOTAL</b>	<b>229 943</b>	<b>206 691</b>	<b>23 251</b>	<b>10%</b>	<b>90%</b>

\*Compte tenu de l'autorisation donnée par les États membres d'utiliser pour le projet de nouvelle salle de conférences un montant de 4,5 millions de francs suisses "restant disponible dans le cadre du budget" approuvé pour le financement du nouveau projet de construction. Le budget du nouveau projet de construction a donc été réduit et celui de la nouvelle salle de conférences a été majoré de 4,5 millions de francs suisses.

\*\*Compte tenu des ajustements liés à l'annulation d'engagements non liquidés de 2011 pour les projets de construction comptabilisés sur la rubrique des recettes diverses.

## BUDGET

### Budget

Le programme et budget pour l'exercice biennal 2012-2013 a été approuvé par la quarante-neuvième série des assemblées des États membres de l'OMPI en octobre 2011 (document A/49/18). Le budget a été approuvé à hauteur de 647,4 millions de francs suisses sous réserve des "efforts du Secrétariat pour réduire les dépenses au moyen de mesures de maîtrise des coûts de l'ordre de 10,2 millions de francs suisses, ramenant le budget de 647,4 millions de francs suisses à 637,2 millions de francs suisses, et portant notamment sur les politiques en matière de voyage de fonctionnaires et de tiers, la gestion des locaux, les politiques en matière de rémunération des contrats de louage de services et de paiement des honoraires d'experts et de conférenciers, les programmes de stage, les réceptions et la location de locaux et de matériel durant les conférences, ainsi qu'au moyen d'une réduction des dépenses de personnel grâce à des mesures de restructuration. Ces mesures de maîtrise des coûts seront sans incidence sur l'exécution, les résultats et les objectifs du programme énoncés dans la proposition de programme et budget. Le Secrétariat rendra compte aux États membres de la mise en œuvre des mesures d'efficacité dans les rapports annuels sur l'exécution du programme". Le budget final après virements s'est élevé à 648,4 millions de francs suisses, ce qui tient à la création de cinq postes "flexibles" au titre du programme 5 (système PCT) du fait que le niveau des activités d'enregistrement PCT a été supérieur à celui qui était prévu au budget, ce qui s'est traduit par une allocation additionnelle de ressources en personnel pour un montant de 981 000 francs suisses pour l'exercice biennal.

### Transferts

Le tableau 2 au verso présente les virements de ressources financières effectués entre les programmes durant l'exercice biennal 2012-2013. Ces virements ont été effectués conformément à la règle 5.5 du Règlement financier et du règlement d'exécution de l'OMPI, où il est dit que : "le Directeur général peut procéder à des virements d'un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d'un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services".

Les principaux virements effectués d'un programme à un autre durant l'exercice biennal 2012-2013 ont été les suivants :

- Transfert de ressources au programme 3 (droit d'auteur et droits connexes) en vue de la tenue de conférences diplomatiques sur le Traité de Beijing pour la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles (Traité de Beijing) et le traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées (Traité de Marrakech). La Conférence diplomatique sur le Traité de Beijing s'est tenue à Beijing (Chine) du 20 au 26 juin 2012 et celle portant sur le Traité de Marrakech a eu lieu à Marrakech (Maroc) du 17 au 28 juin 2013. Les virements en faveur du programme 3 provenaient du programme 2 (marques, dessins industriels et indications géographiques) et du programme 4 (savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques) du fait du report d'éventuelles conférences diplomatiques sur l'adoption d'un Traité international relatif au droit des dessins industriels (programme 2) et des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles (programme 4).
- L'allocation de ressources pour le projet du Plan d'action sur le renforcement et le développement du secteur audiovisuel au Burkina Faso et dans certains pays africains (programme 3), approuvée par la neuvième session du CDIP, ainsi que de ressources

additionnelles pour deux projets existants : le projet du Plan d'action sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie : Problèmes communs-Recherche de solutions (programme 30); et sur la propriété intellectuelle et la fuite des cerveaux (programme 16).

- Les allocations hors personnel pour le budget 2012-2013 après virements reflètent les révisions en baisse faites pour assurer un meilleur rapport coût-efficacité entre la plupart des programmes, conformément à l'engagement pris par l'Organisation de réduire les dépenses de 10,2 millions de francs suisses durant l'exercice biennal 2012-2013. Les efforts de maîtrise des coûts qui ont été déployés ont permis de réaliser des économies dans des domaines comme les missions du personnel et les voyages de tiers, l'organisation de réunions et d'événements, l'achat de biens et services, les télécommunications, les services TIC, l'expédition du courrier, les services de traduction et la gestion des locaux.
- Transferts de ressources additionnelles pour rétablir les provisions pour les prestations au personnel après la cessation de service, dont le montant inscrit au budget était inférieur à celui des exercices biennaux précédents. Ces transferts, qui concernaient les ressources en personnel, ont touché tous les programmes, à l'exception du programme 29, qui n'avait pas de postes prévus au budget.
- Transferts de ressources additionnelles pour les services de traduction dans le cadre du système de PCT et les services de conférence et les services linguistiques, compte tenu de l'accroissement de la charge de travail, correspondant aux programmes 5 (système PCT) et 27 (services de conférence et services linguistiques), et du nombre accru de demandes et de la mise en œuvre de la politique linguistique de l'OMPI, respectivement.

On trouvera de plus amples détails sur les transferts de ressources par programme dans le Rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

**Tableau 2 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2012-2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Budget 2012-2013 approuvé	Virements <sup>1</sup>	Virements en % du budget approuvé de chaque programme	Virements en % du budget total approuvé	Budget 2012-2013 final après virements
1 Droit des brevets	4 843	584	12,1%	0,1%	5 427
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	6 053	(660)	-10,9%	-0,1%	5 394
3 Droit d'auteur et droits connexes	18 593	1 106	5,9%	0,2%	19 699
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 980	(1 303)	-16,3%	-0,2%	6 677
5 Système du PCT	178 600	615	0,3%	0,1%	179 215
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	52 094	(939)	-1,8%	-0,1%	51 154
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	10 585	(420)	-4,0%	-0,1%	10 164
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	4 788	(853)	-17,8%	-0,1%	3 934
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	35 102	(540)	-1,5%	-0,1%	34 562
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	6 439	94	1,5%	0,0%	6 532
11 Académie de l'OMPI	10 332	1 580	15,3%	0,2%	11 912
12 Classifications internationales et normes	6 932	359	5,2%	0,1%	7 291
13 Bases de données mondiales	4 503	(188)	-4,2%	0,0%	4 316
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	7 038	817	11,6%	0,1%	7 855
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	7 813	457	5,8%	0,1%	8 269
16 Économie et statistiques	4 585	597	13,0%	0,1%	5 182
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	2 992	(159)	-5,3%	0,0%	2 833
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	6 768	370	5,5%	0,1%	7 138
19 Communications	16 599	(23)	-0,1%	0,0%	16 576
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	10 912	(402)	-3,7%	-0,1%	10 510
21 Direction générale	18 948	(111)	-0,6%	0,0%	18 838
22 Gestion des programmes et des ressources	18 901	893	4,7%	0,1%	19 794
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	21 493	261	1,2%	0,0%	21 754
24 Services d'appui administratif	46 271	(5 583)	-12,1%	-0,9%	40 688
25 Techniques de l'information et de la communication	50 408	215	0,4%	0,0%	50 622
26 Supervision interne	5 050	(257)	-5,1%	0,0%	4 792
27 Services de conférence et services linguistiques	37 240	466	1,3%	0,1%	37 706
28 Sécurité	12 159	(774)	-6,4%	-0,1%	11 385
29 Projets de construction	7 675	(438)	-5,7%	-0,1%	7 237
30 Petites et moyennes entreprises et innovation	11 261	(1 918)	-17,0%	-0,3%	9 342
31 Système de La Haye	6 970	281	4,0%	0,0%	7 251
Montant non affecté	7 503	6 855	91,4%	n.d.	14 357
<b>TOTAL</b>	<b>647 430</b>	<b>982</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>648 411</b>

Toute différence dans les chiffres tient à ce que ceux des états financiers ont été arrondis.

<sup>1</sup> Le Directeur général peut procéder à des virements d'un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d'un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services" (article 5.5 du Règlement financier et de son règlement d'exécution).

Le budget final 2012 2013 après virements reflète également la création de cinq postes "flexibles" pour le programme 5 (système PCT) et par conséquent un accroissement des ressources de 982 000 francs suisses (règle 5.6 du Règlement financier et du règlement d'exécution).

Tableau 3 Nombre de postes par programme – exercice biennal 2012-2013

Programmes	Budget 2012-2013 : postes					Effectif 2012-2013 : postes**					Différence				
	DG/ VDG/ SDG*	D	P	G	Total	DG/ VDG/ SDG	D	P	G	Total	DG/ VDG/ SDG	D	P	G	Total
1 Droit des brevets	-	1	4	3	8	-	1	5	3	9	-	-	1	-	1
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	-	1	7	1	9	-	1	7	1	9	-	-	-	-	-
3 Droit d'auteur et droits connexes	1	2	15	5	23	1	3	11	5	20	-	1	-4	-	-3
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	-	2	3	1	6	-	2	3	2	7	-	-	-	1	1
5 Système du PCT	1	4	129	211	345	1	4	128	230	363	-	-	-	19	18
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	1	4	43	59	107	1	6	44	60	111	-	2	1	1	4
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	-	1	10	5	16	-	1	10	6	17	-	-	-	1	1
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	-	1	3	3	7	-	1	2	3	6	-	-	-1	-1	-1
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	1	6	28	14	49	1	8	25	16	50	-	2	-3	2	1
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	-	1	6	4	11	-	1	8	6	15	-	-	2	2	4
11 Académie de l'OMPI	-	-	7	5	12	-	2	8	5	15	-	2	1	-1	3
12 Classifications internationales et normes	-	-	8	6	14	-	-	9	6	15	-	-	1	-1	1
13 Bases de données mondiales	-	-	7	1	8	-	-	6	2	8	-	-	-1	1	-
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	1	1	5	4	11	1	1	7	5	14	-	-	2	1	3
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	-	1	7	2	10	-	1	10	2	13	-	-	3	-	3
16 Économie et statistiques	-	1	6	1	8	-	1	7	2	10	-	-	1	1	2
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	-	1	3	2	6	-	1	5	2	8	-	-	2	-	2
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	1	1	4	5	11	1	2	5	4	12	-	1	1	-1	1
19 Communications	-	1	18	14	33	-	1	17	16	34	-	-1	-1	2	1
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	-	3	10	2	15	-	3	12	2	17	-	-1	2	-	2
21 Direction générale	1	4	18	12	35	1	4	16	14	35	-	-	-2	2	-
22 Gestion des programmes et des ressources	-	1	19	24	44	-	2	18	25	45	-	1	-1	1	1
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	-	1	15	20	36	-	1	16	24	41	-	-	1	4	5
24 Services d'appui administratif	1	2	14	34	51	1	2	15	38	56	-	-	1	4	5
25 Techniques de l'information et de la communication	-	1	32	14	47	-	1	31	19	51	-	-	-1	5	4
26 Supervision interne	-	1	6	-	7	-	1	6	-	7	-	-	-	-1	-
27 Services de conférence et services linguistiques	-	1	32	46	79	-	1	32	48	81	-	-	-	2	2
28 Sécurité	-	-	3	5	8	-	-	2	4	6	-	-	-1	-1	-2
29 Projets de construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-1	-
30 Petites et moyennes entreprises et innovation	-	2	9	3	14	-	1	7	2	10	-	-1	-2	-1	-4
31 Système de La Haye	-	-	8	6	14	-	-	7	7	14	-	-	-1	1	-
Montant non affecté	-	10	-10	60	60	-	-	1	9	10	-	-10	11	-5	-50
<b>NOMBRE TOTAL DE POSTES (FINANCÉS)</b>	<b>8</b>	<b>55</b>	<b>469</b>	<b>572</b>	<b>1 104</b>	<b>8</b>	<b>53</b>	<b>480</b>	<b>568</b>	<b>1 109</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>11</b>	<b>(4)</b>	<b>5</b>

\* Le poste D-2 reclassé au rang de sous-directeur général continue de figurer au rang de sous-directeur général, comme cela a été confirmé par le Comité de coordination à sa session de juin 2009 (paragraphe 5 du document WO/CC/61/2).

\*\*À la fin de 2013.



## DÉPENSES

Les dépenses budgétaires globales pour l'exercice biennal 2012-2013 se sont élevées à 611,8 millions de francs suisses. Cela représente un taux d'utilisation de 94,5% du budget approuvé de 647,4 millions de francs suisses.

L'Organisation a accéléré encore davantage la prise de diverses mesures d'économie conformes aux directives des États membres suite à l'approbation du programme et budget biennal. Les rapports détaillés suivants sur l'état d'avancement des mesures de maîtrise des coûts ont été fournis aux États membres : Bilan de la situation financière pour 2012; Rapport sur la mise en œuvre des mesures de maîtrise des coûts, septembre 2012 (document WO/PBC/19/9) et Rapport sur la mise en œuvre des mesures de maîtrise des coûts, septembre 2013 (document WO/PBC/21/19). Le rapport final sur les mesures de maîtrise des coûts prises durant l'exercice biennal 2012-2013 figure dans le Rapport sur l'exécution du programme pour 2012-2013.

Le tableau 4 offre une vue d'ensemble du budget approuvé pour 2012-2013, du budget après virements ainsi que des dépenses et du taux d'utilisation du budget par programme. On trouvera dans le Rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2012-2013 des explications détaillées sur l'utilisation des ressources par programme et sur l'obtention des résultats escomptés.

On trouvera au tableau 5 une comparaison du budget approuvé pour 2012-2013, du budget après virements et des dépenses réelles par catégorie de coûts.

**Tableau 4 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2012-2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Budget 2012-2013 approuvé	Budget 2012-2013 final après virements <sup>1</sup>	Total des dépenses 2012-2013	Taux d'utilisation du budget final après virements
1 Droit des brevets	4 843	5 427	4 819	88,8%
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	6 053	5 394	5 311	98,5%
3 Droit d'auteur et droits connexes	18 593	19 699	18 341	93,1%
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 980	6 677	6 343	95,0%
5 Système du PCT	178 600	179 215	174 154	97,2%
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	52 094	51 154	49 452	96,7%
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	10 585	10 164	9 814	96,6%
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	4 788	3 934	3 341	84,9%
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	35 102	34 562	32 472	94,0%
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	6 439	6 532	6 181	94,6%
11 Académie de l'OMPI	10 332	11 912	11 540	96,9%
12 Classifications internationales et normes	6 932	7 291	7 196	98,7%
13 Bases de données mondiales	4 503	4 316	4 183	96,9%
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	7 038	7 855	7 755	98,7%
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	7 813	8 269	8 042	97,2%
16 Économie et statistiques	4 585	5 182	4 990	96,3%
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	2 992	2 833	2 804	99,0%
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	6 768	7 138	7 086	99,3%
19 Communications	16 599	16 576	16 108	97,2%
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	10 912	10 510	9 657	91,9%
21 Direction générale	18 948	18 838	18 257	96,9%
22 Gestion des programmes et des ressources	18 901	19 794	19 314	97,6%
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	21 493	21 754	21 387	98,3%
24 Services d'appui administratif	46 271	40 688	38 665	95,0%
25 Techniques de l'information et de la communication	50 408	50 622	50 581	99,9%
26 Supervision interne	5 050	4 792	4 687	97,8%
27 Services de conférence et services linguistiques	37 240	37 706	37 079	98,3%
28 Sécurité	12 159	11 385	11 026	96,8%
29 Projets de construction	7 675	7 237	7 084	97,9%
30 Petites et moyennes entreprises et innovation	11 261	9 342	7 191	77,0%
31 Système de La Haye	6 970	7 251	6 950	95,8%
Montant non affecté	7 503	14 357	-	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>647 430</b>	<b>648 411</b>	<b>611 811</b>	<b>94,4%</b>

Toute différence dans les chiffres tient à ce que ceux des états financiers ont été arrondis.

<sup>1</sup> Le budget final 2012-2013 après virements reflète également la création de cinq postes "flexibles" pour le programme 5 (système PCT) et par conséquent un accroissement des ressources de 982 000 francs suisses (règle 5.6 du Règlement financier et du règlement d'exécution).

**Tableau 5 Dépenses par objet de dépense – exercice biennal 2012-2013**  
(en milliers de francs suisses)

	Budget	Budget	Dépenses	Différence par rapport au budget approuvé		Différence par rapport au budget après virements	
	2012-2013 approuvé	2012-2013 final après virements*		2012-2013	Montant	%	Montant
<b>A. Ressources en personnel</b>							
Postes	356 385	366 151	366 151	9 766	2,7%	-	0,0%
Temporaires	50 409	46 447	46 447	(3 961)	-7,9%	-	0,0%
Stagiaires	1 100	795	795	(305)	-27,8%	-	0,0%
Non affecté (reclassement et titularisation)	5 500	156	-	(5 500)	-100,0%	(156)	-99,8%
<b>Total A</b>	<b>413 393</b>	<b>413 549</b>	<b>413 393</b>	<b>(0)</b>	<b>0,0%</b>	<b>(156)</b>	<b>0,0%</b>
<b>B. Autres ressources</b>							
<b>Voyages et bourses</b>							
Missions de fonctionnaires	15 721	15 006	11 970	(3 752)	-23,9%	(3 036)	-20,2%
Voyages de tiers	21 333	19 474	15 256	(6 077)	-28,5%	(4 218)	-21,7%
Bourses	4 560	5 002	3 693	(867)	-19,0%	(1 308)	-26,2%
<i>Sous-total</i>	<i>41 614</i>	<i>39 481</i>	<i>30 919</i>	<i>(10 695)</i>	<i>-25,7%</i>	<i>(8 562)</i>	<i>-21,7%</i>
<b>Services contractuels</b>							
Conférences	8 707	8 038	8 014	(693)	-8,0%	(25)	-0,3%
Honoraires d'experts	6 283	3 838	964	(5 319)	-84,7%	(2 875)	-74,9%
Publications	1 618	789	79	(1 539)	-95,1%	(711)	-90,0%
Contrats de louage de services et services commerciaux	108 322	113 891	102 004	(6 318)	-5,8%	(11 886)	-10,4%
<i>Sous-total</i>	<i>124 929</i>	<i>126 557</i>	<i>111 061</i>	<i>(13 869)</i>	<i>-11,1%</i>	<i>(15 496)</i>	<i>-12,2%</i>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>							
Locaux et entretien	46 058	37 745	34 632	(11 427)	-24,8%	(3 113)	-8,2%
Communications	6 386	5 686	5 537	(849)	-13,3%	(149)	-2,6%
Représentation	1 200	1 025	178	(1 022)	-85,2%	(847)	-82,7%
Frais administratifs et bancaires	508	658	8 220	7 712	1518,2%	7 563	1149,9%
Services communs du système des Nations Unies	1 340	1 689	1 391	51	3,8%	(298)	-17,7%
<i>Sous-total</i>	<i>55 492</i>	<i>46 804</i>	<i>49 958</i>	<i>(5 534)</i>	<i>-10,0%</i>	<i>3 154</i>	<i>6,7%</i>
<b>Matériel et fournitures</b>							
Mobilier et matériel	4 675	3 848	1 343	(3 331)	-71,3%	(2 505)	-65,1%
Fournitures	5 324	3 972	5 112	(212)	-4,0%	1 140	28,7%
<i>Sous-total</i>	<i>9 999</i>	<i>7 820</i>	<i>6 455</i>	<i>(3 543)</i>	<i>-35,4%</i>	<i>(1 365)</i>	<i>-17,5%</i>
<b>Construction</b>							
Non affecté	-	-	25	25	n.d.	25	n.d.
<b>Total B</b>	<b>234 037</b>	<b>234 862</b>	<b>198 418</b>	<b>(35 619)</b>	<b>-15,2%</b>	<b>(36 444)</b>	<b>-15,5%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>647 430</b>	<b>648 411</b>	<b>611 811</b>	<b>(35 619)</b>	<b>-5,5%</b>	<b>(36 601)</b>	<b>-5,6%</b>

Toute différence dans les chiffres tient à ce que ceux des états financiers ont été arrondis.

\*Le budget final 2012-2013 après virements reflète également la création de cinq postes "flexibles" pour le programme 5 (système PCT) et par conséquent un accroissement des ressources de 982 000 francs suisses (règle 5.6 du Règlement financier et du règlement d'exécution).

## Ressources en personnel

Au total, les frais de personnel pour l'exercice biennal 2012-2013 se sont élevés à 413,4 millions de francs suisses conformément à la fois au budget approuvé de 2012-2013 et au budget après virements. Les dépenses de personnel de 2012-2013 ont représenté 17 millions de francs suisses de plus que celles de l'exercice biennal 2010-2011, d'un montant de 396,4 millions de francs suisses. Cette augmentation a été due principalement à l'impact des augmentations réglementaires, des avancements d'échelon, de la réforme des contrats, de la titularisation de personnel temporaire en poste depuis longtemps et des reclassements.

À sa quarante-deuxième session de septembre-octobre 2011, le Comité de coordination a approuvé les modifications proposées du Règlement du personnel avec effet à compter de janvier 2012. C'est ainsi que deux nouveaux types d'engagement ont été introduits, à savoir les engagements temporaire et continu, conformément au cadre contractuel recommandé par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Comme indiqué dans le document WO/CC/65/1, "les modifications proposées ont pour but de permettre en premier lieu à l'OMPI d'améliorer son cadre contractuel et ses procédures de recrutement". Parmi les avantages prévus figurent la transparence en ce qui concerne les catégories de contrat, de meilleures prestations pour les agents temporaires, un recrutement plus efficace et une amélioration des

conditions d'emploi des agents temporaires de longue durée. À la fin de l'exercice biennal, le processus de réforme des contrats était pratiquement terminé.

Le Budget approuvé 2012-2013 prévoyait des crédits destinés à titulariser jusqu'à 60 agents temporaires exerçant depuis longtemps des fonctions ininterrompues. À la fin de l'exercice biennal, ces 60 postes avaient été pourvus ou bien les concours correspondants étaient pratiquement achevés.

De plus, le budget approuvé pour 2012-2013 contenait des provisions pour les prestations au personnel après la cessation de service, notamment l'assurance maladie après la cessation de service, d'un montant représentant 2% des coûts des postes au lieu de 6% pour les exercices biennaux précédents. Il s'agissait ainsi de "maintenir les coûts totaux des postes à un niveau susceptible d'être couvert par l'enveloppe des recettes prévues de l'Organisation". Dans le document de programme et budget pour 2012-2013, il était également dit que "le Directeur général tient à faire savoir que le relèvement des prévisions de recettes servirait avant tout à rétablir cette provision au moment approprié". En conséquence, les dépenses réelles de personnel pour 2012-2013 comprennent la provision de 18,9 millions de francs suisses prévue pour les prestations au personnel après leur cessation de service.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des ressources en personnel par année. La hausse de 2013 est due à l'imputation exceptionnelle, en décembre 2013, du montant de 12,5 millions de francs suisses pour le rétablissement de la provision pour les prestations au personnel après la cessation de service, comme il est expliqué plus haut. Ce montant de 12,5 millions de francs suisses fait partie de la provision totale de 18.9 millions de francs suisses pour les prestations au personnel après la cessation de service imputée sur le budget ordinaire dont il est question plus haut.

### **Évolution annuelle des dépenses de personnel** (en millions de francs suisses)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Postes	153,6	159,6	165,3	171,8	171,7	170,0	174,4	191,8
Temporaires	29,3	28,2	26,3	28,5	26,2	27,6	24,5	22,0
Stagiaires			0,3	0,2	0,4	0,7	0,3	0,5
<i>Total, dépenses de personnel</i>	<i>182,9</i>	<i>187,8</i>	<i>191,9</i>	<i>200,5</i>	<i>198,2</i>	<i>198,2</i>	<i>199,2</i>	<i>214,2</i>

## Voyages et bourses

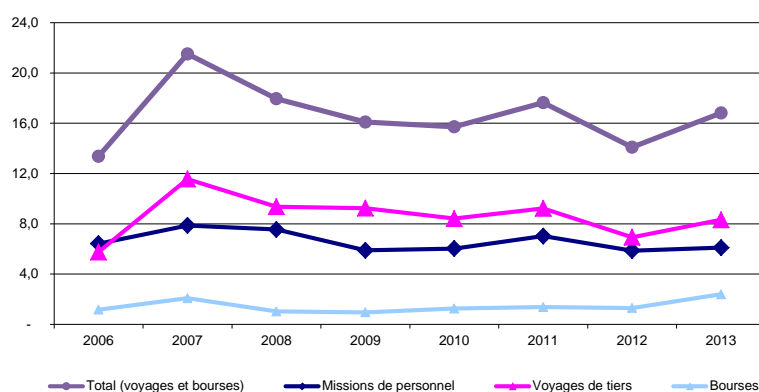
Les dépenses totales pour les voyages et bourses se sont élevées à 30,9 millions de francs suisses pour l'exercice biennal, soit une diminution de 8.6 millions de francs suisses (21,7%) par rapport au budget après virements.

### Évolution des dépenses de voyages et de bourses par année (en millions de francs suisses)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Voyages et bourses*</b>								
Missions de personnel	6,4	7,9	7,6	5,9	6,0	7,0	5,9	6,1
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		22%	-4%	-22%	2%	16%	-17%	4%
Voyages de tiers	5,8	11,6	9,4	9,2	8,4	9,2	6,9	8,3
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		101%	-19%	-1%	-9%	10%	-25%	20%
Bourses	1,2	2,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,3	2,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		77%	-50%	-7%	31%	10%	-6%	84%
<b>Total (voyages et bourses)</b>	<b>13,4</b>	<b>21,5</b>	<b>18,0</b>	<b>16,1</b>	<b>15,7</b>	<b>17,6</b>	<b>14,1</b>	<b>16,8</b>
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		61%	-17%	-10%	-2%	12%	-20%	19%

\*Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- missions de fonctionnaires : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires permanents et des agents temporaires du siège de l'Organisation en voyage officiel;
- voyages des tiers : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance de fonctionnaires nationaux, de participants et de conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l'égide de l'OMPI;
- bourses : frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d'inscription et autres dépenses afférentes à la participation de stagiaires à des cours, des séminaires et des programmes de bourse de moyenne et de longue durée.



L'augmentation des dépenses pour les voyages de tiers en 2013 par rapport à 2012 a été due principalement à la tenue d'assemblées extraordinaires des États membres en décembre 2013, ainsi qu'à l'augmentation générale des activités au cours de la seconde année de l'exercice biennal. Pour l'ensemble de l'exercice biennal, on enregistre par rapport à 2010-2011 une diminution due pour une large part aux mesures d'économie prises durant l'exercice biennal.

L'augmentation du budget 2012-2013 après virements au titre des bourses tient au processus de réforme des contrats engagé en janvier 2013. Plus précisément, au Centre d'arbitrage et de médiation, des gestionnaires de cas ont été employés dans le cadre de contrats de durée déterminée (CDD). Pour comptabiliser l'opération par laquelle l'Organisation fournit les services de jeunes professionnels ayant une expérience de la gestion de cas afin de renforcer leurs connaissances et leur compétence professionnelle dans les domaines relevant du Centre d'arbitrage et de médiation, un programme de bourses de l'OMPI a été créé en 2013. En conséquence, les crédits budgétaires relevant précédemment de la catégorie du personnel temporaire ont été transférés à celle des bourses. De plus, les dépenses liées aux bourses d'étude au titre du programme 11 (Académie de l'OMPI) ont augmenté en 2012-2013. Cela a été dû à l'augmentation du nombre de programmes de formation, notamment de programmes de maîtrise conjoints, offerts aux États membres.

## Services contractuels

Les dépenses liées aux services contractuels se sont élevées à 111,1 millions de francs suisses durant l'exercice biennal 2012-2013, soit une diminution de 15,5 millions de francs suisses (12,2%) par rapport au budget 2012-2013 après virements.

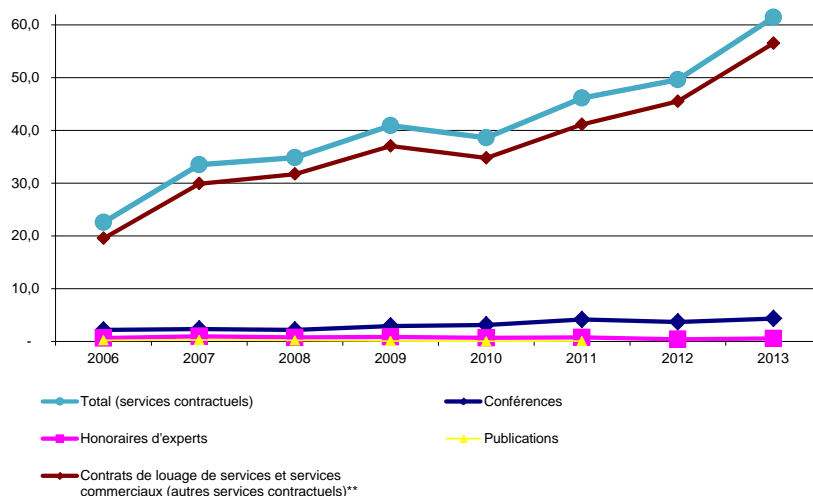
### Évolution des dépenses pour services contractuels par année (en millions de francs suisses)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Services contractuels*</b>								
Conférences	2,2	2,4	2,2	2,9	3,1	4,2	3,7	4,3
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		9%	-8%	34%	6%	33%	-12%	18%
Honoraires d'experts	0,6	1,0	0,8	0,9	0,7	0,8	0,4	0,5
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		53%	-22%	12%	-21%	12%	-44%	29%
Publications	0,2	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		25%	-31%	-54%	-68%	152%	-69%	159%
Contrats de louage de services et services commerciaux (autres services contractuels)**	19,5	29,9	31,7	37,0	34,8	41,1	45,5	56,5
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		53%	6%	17%	-6%	18%	11%	24%
<b>Total (services contractuels)</b>	<b>22,6</b>	<b>33,5</b>	<b>34,8</b>	<b>40,9</b>	<b>38,6</b>	<b>46,1</b>	<b>49,6</b>	<b>61,4</b>
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		49%	4%	17%	-6%	19%	8%	24%

\*Les services contractuels comprennent les types de dépenses suivants :

- conférences : rémunération, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d'interprétation; rafraîchissements et réceptions; frais afférents à tout autre service directement lié à l'organisation d'une conférence;
- honoraires d'experts : rémunération, frais de voyage, indemnités journalières et honoraires versés aux conférenciers;
- publications : travaux d'impression et de reliure faits à l'extérieur; revues; papier et impression; autres travaux d'impression : tirages à part d'articles parus dans les revues; brochures; traités; recueils; manuels; formulaires de travail et autres travaux d'impression divers; production de CD ROM, de cassettes vidéo, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique;
- contrats de louage de services et de prestataires de services commerciaux : rémunération versée aux titulaires de contrats de louage de services et aux prestataires de services commerciaux.

\*\*Les autres services contractuels ont été retraités pour les exercices 2006 à 2009 de façon à inclure les contrats de louage de services du fait d'un changement apporté en avril 2010.



L'augmentation du budget 2012-2013 après virements au titre des contrats de louage de services et des services commerciaux a été due principalement à des provisions supplémentaires pour i) la sous-traitance de travaux de traduction au titre du programme 5 (système PCT), ii) l'achèvement de l'initiative SRP au titre du programme 21 (direction générale) et iii) la sous-traitance de volumes accrus de travaux de traduction en raison de la mise en œuvre de la politique linguistique de l'OMPI au titre du programme 27 (services des conférences et services linguistiques).

L'accroissement des dépenses au titre des contrats de louage de services et des services commerciaux en 2013 par rapport à 2012 a été dû principalement à l'augmentation du volume des travaux de traduction dans le cadre du programme 5 (système PCT) et à la sous-traitance

accrue au profit du Centre international de calcul des Nations Unies (CIC) des services d'infrastructure (réseaux et serveurs) dans le cadre du programme 25 (TIC).

## Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 50 millions de francs suisses, soit une diminution de 5,5 millions de francs suisses (ou 10%) par rapport au budget 2012-2013 après virements.

### Évolution des dépenses de fonctionnement par année (en millions de francs suisses)

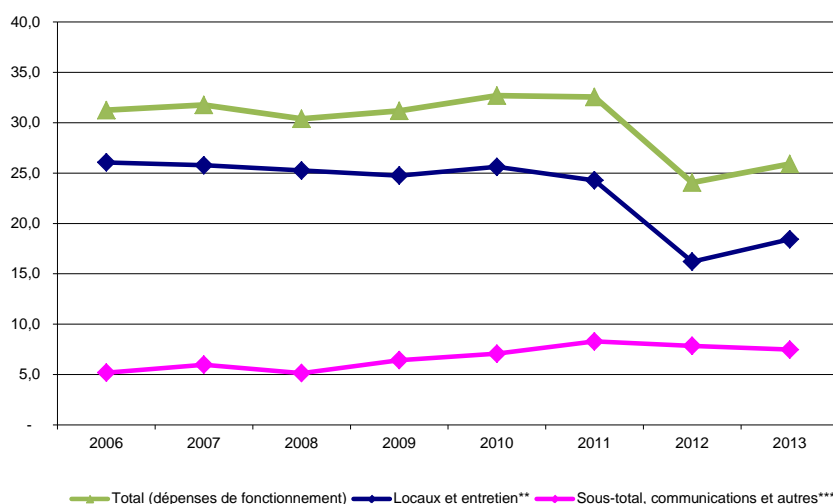
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Dépenses de fonctionnement*</b>								
Locaux et entretien**	26,1	25,8	25,3	24,7	25,6	24,3	16,2	18,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		-1%	-2%	-2%	4%	-5%	-33%	14%
Communications							3,0	2,5
<i>Représentation</i>							0,1	0,1
<i>Frais administratifs et bancaires</i>							4,0	4,2
<i>Services communs du système des Nations Unies</i>							0,7	0,7
<i>Sous-total, communications et autres***</i>	5,2	6,0	5,1	6,4	7,1	8,3	7,8	7,5
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		15%	-14%	25%	10%	17%	-5%	-5%
<b>Total (dépenses de fonctionnement)</b>	<b>31,2</b>	<b>31,8</b>	<b>30,4</b>	<b>31,2</b>	<b>32,7</b>	<b>32,6</b>	<b>24,1</b>	<b>25,9</b>
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		2%	-4%	3%	5%	0%	-26%	8%

\*Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :

- locaux et entretien : acquisition, location, amélioration et entretien des locaux à usage de bureaux et location ou entretien de matériel et de mobilier, remboursement d'emprunt pour la nouvelle construction, consultants extérieurs en gestion pour la nouvelle construction;
- communications : frais de téléphone, Internet, télégraphe, télex, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport de documents. Les coûts relatifs aux télécommunications mobiles, aux appels longue distance sur des lignes terrestres, à l'Internet et aux télécopies sont centralisés et figurent sous le budget consacré aux TIC;
- représentation : dépenses pour les réceptions officielles, à l'exclusion des réceptions pour les conférences ou les événements;
- frais administratifs et bancaires : frais bancaires; ajustements de change; intérêts sur prêts et dépenses relatives à la vérification des comptes;
- services communs du système des Nations Unies : assistance médicale, contributions à des activités administratives communes au sein du système des Nations Unies, Tribunal administratif.

\*\*Montrées sans les dépenses de la ligne Construction, qui est une catégorie distincte.

\*\*\*La ligne "communications et autres" a été ventilée en catégories de coûts détaillées à partir de 2012 2013. La comparaison s'effectue donc au niveau du total partiel correspondant.



La forte augmentation des dépenses au titre des frais administratifs et des commissions bancaires par rapport au budget après virements a été due au fait que les paiements d'intérêts pour le nouveau projet de construction ont été inscrits au budget sur la ligne des locaux et de l'entretien, alors qu'ils ont été imputés en réalité imputés sur les frais administratifs et bancaires.

La diminution des dépenses au titre des locaux et de l'entretien en 2012-2013 par rapport aux exercices biennaux antérieurs a été due principalement à l'annulation de la location de locaux à usage de bureau en dehors du campus de l'OMPI suite à l'achèvement du nouveau bâtiment. Cette réduction a été en partie compensée par le niveau une légère augmentation des frais et des coûts d'entretien liés à l'exploitation du nouveau bâtiment.

## Matériel et fournitures

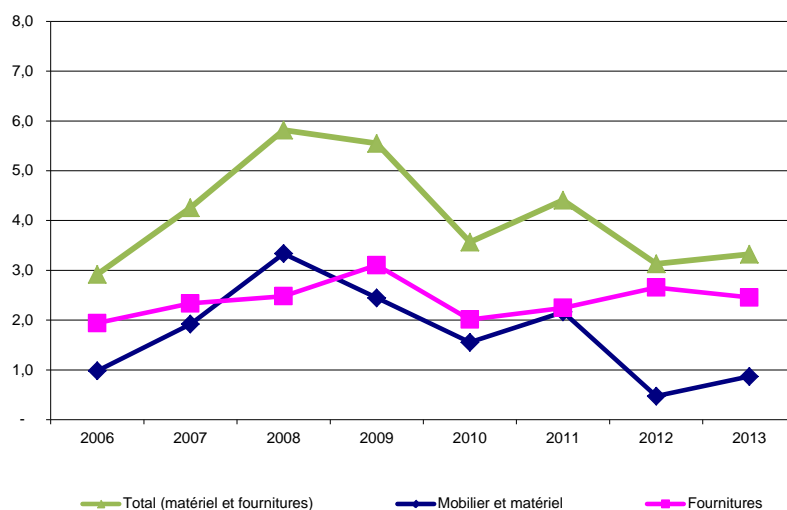
Les dépenses relatives au matériel et aux fournitures se sont élevées à 6,5 millions de francs suisses en 2012-2013, soit 3,5 millions de francs suisses (ou 35%) de moins que le budget biennal après virements. Cette réduction est intégralement imputable à la sous-catégorie mobilier et matériel.

### Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année (en millions de francs suisses)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Matériel et fournitures*</b>								
Mobilier et matériel	1,0	1,9	3,3	2,4	1,6	2,2	0,5	0,9
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		96%	74%	-27%	-36%	39%	-78%	84%
Fournitures	1,9	2,3	2,5	3,1	2,0	2,2	2,7	2,5
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		20%	6%	25%	-35%	12%	18%	-8%
<b>Total (matériel et fournitures)</b>	<b>2,9</b>	<b>4,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,5</b>	<b>3,6</b>	<b>4,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>		46%	37%	-5%	-36%	24%	-29%	6%

\*Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :

- mobilier et matériel : mobilier et machines de bureau; matériel informatique (ordinateurs personnels, ordinateurs portables, imprimantes, serveurs, etc.); matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport;
- fournitures : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.



L'augmentation des dépenses au titre du matériel et des fournitures par rapport au budget de 2012-2013 après virements a été due principalement à l'achat de logiciel au titre du programme 25 (TIC). Une partie de l'augmentation par rapport à l'exercice biennal précédent a également été liée au coût accru de l'entretien du logiciel, des fournitures en papier et des ressources des bibliothèques.

La baisse des dépenses 2012-2013 par rapport à l'exercice biennal précédent au titre du mobilier et du matériel a été due principalement à la réduction des achats de matériel informatique et plus particulièrement de serveurs. En 2012-2013, les services de serveurs ont été de plus en plus sous-traités au CIC.

## RECETTES

**Tableau 6 Recettes pour l'exercice biennal 2012-2013**  
(en millions de francs suisses)

	2004-2005	2006-2007	2008-2009	2010-2011	Budget	Chiffres effectifs pour 2012-2013	Différence	
	Chiffres effectifs				2012-2013		Montant	%
Contributions	34,4	34,7	34,8	34,8	34,9	35,1	0,2	0,7%
Taxes								
Système du PCT	400,6	451,1	443,6	434,8	480,6	514,9	34,3	7,1%
Système de Madrid	60,8	90,3	94,8	99,6	104,4	108,0	3,6	3,4%
Système de La Haye	5,0	5,0	5,4	5,9	11,2	6,3	(4,9)	-43,6%
Système de Lisbonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0%
Sous-total, taxes	466,5	546,5	543,8	540,3	596,2	629,2	33,0	5,5%
Arbitrage	2,5	3,2	3,3	3,3	2,7	3,3	0,5	19,6%
Publications	4,4	2,7	1,1	1,1	1,0	1,0	0,0	1,5%
Divers*								
Intérêts	8,9	15,8	17,8	9,4	8,1	3,4	(4,6)	-57,8%
Autres	6,0	6,4	6,5	3,9	4,6	8,7	4,1	90,6%
Sous-total, divers	14,9	22,2	24,3	13,3	12,6	12,1	(0,5)	-4,0%
<b>TOTAL</b>	<b>522,7</b>	<b>609,3</b>	<b>607,4</b>	<b>592,8</b>	<b>647,4</b>	<b>680,7</b>	<b>33,3</b>	<b>5,1%</b>

\*En conformité avec les états financiers, les autres recettes indiquées n'incluent pas le montant de 3,8 millions de francs suisses lié à la contre passation de comptes de régularisation, comptabilisé dans la rubrique des recettes diverses en rapport avec les projets financés sur les réserves.

Les recettes effectives sur une base budgétaire se sont élevées à 680,7 millions de francs suisses, soit 33,3 millions de francs suisses (ou 5,1%) de plus que les estimations budgétaires.

Les recettes tirées des contributions se sont élevées à 35,1 millions de francs suisses, soit un montant supérieur à l'objectif biennal, ce qui est dû principalement à la modification de la classe de contribution de la République de Corée, passée de V à IVbis.

Les recettes provenant des taxes du système PCT se sont élevées à 514,9 millions de francs suisses, soit une augmentation de 34,3 millions de francs suisses (ou 7,1%) de plus que l'objectif de 480,6 millions de francs suisses inscrit au budget. Le nombre de demandes internationales selon le PCT déposées durant l'exercice biennal 2012-2013 a atteint 400 612, soit 32 612 demandes (ou 9%) de plus que les 368 000 demandes prévues au budget de l'exercice biennal.

Les recettes provenant des taxes du système de Madrid ont représenté 108 millions de francs suisses, soit une progression de 3,6 millions de francs suisses et de plus de 3,4% par rapport à l'objectif budgétaire de 104,4 millions de francs suisses. Le nombre d'enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de Madrid s'est élevé à 131 241 durant l'exercice biennal, soit 2341 (ou 1,8%) de plus que l'objectif de 128 900 inscrit au budget. Les recettes provenant des taxes du système de La Haye ont atteint 6,3 millions de francs suisses, soit 4,9 millions (ou 43,6%) de moins que l'objectif de 11,2 millions de francs suisses inscrit au budget. Cette baisse a été due à une diminution de 37,3% du nombre d'enregistrements et de renouvellement dans le cadre du système de La Haye (6647) par rapport à l'objectif de 17 800 enregistrements et renouvellements inscrit au budget.

Les recettes tirées de l'arbitrage se sont élevées à 3.3 millions de francs suisses, soit 19% de plus que l'objectif de 2,7 millions de francs suisses prévu au budget. Cette augmentation a été due principalement aux recettes liées à deux procédures de règlement des litiges portant sur les noms de domaine, à savoir la procédure uniforme de règlement des litiges relatifs aux noms



de domaine (UDRP) et la procédure d'atteinte à un droit, qui ne faisaient pas partie des prévisions de recettes initiales.

Le montant des recettes provenant des publications a représenté un total d'un million de francs suisses, conformément à l'objectif budgétaire.

Le produit des intérêts a atteint 3,4 millions de francs suisses, soit 57,8% de moins que les prévisions budgétaires de 2012-2013, ce qui a été dû principalement à la réduction des taux d'intérêt versés sur les dépôts de l'OMPI à la Banque nationale suisse.

Le montant des recettes diverses s'est élevé à 8,7 millions de francs suisses, soit une progression de plus de 90% et un chiffre supérieur aux 4,1 millions de francs suisses prévus au budget. Ce chiffre prend en compte les ajustements comptables pour les années précédentes, les ajustements de change, les recettes provenant des locations, les frais administratifs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), etc. L'augmentation par rapport à l'objectif prévu au budget a été due principalement aux notes de crédit liées aux services du CIC.

## PLACEMENTS 2012-2013

Tous les placements de l'OMPI sont effectués conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements que les États membres ont approuvée à la quarante-neuvième session des assemblées (document A/49/14) en 2011.

Les placements sont donc effectués comme suit :

- a) Tous les placements en francs suisses au nom de l'OMPI sont effectués auprès de la Banque nationale suisse (BNS) pour autant que le taux proposé soit supérieur à celui disponible auprès de banques commerciales possédant une notation satisfaisante;
- b) Les placements autres que ceux effectués auprès de la Banque nationale suisse se limitent aux fonds du marché monétaire et aux dépôts à terme auprès de banques notées AA-/Aa3 (Standard and Poor's / Moody's) ou plus et aux obligations d'entreprises ou d'État de première classe notées AA-/Aa3 ou plus;
- c) Les fonds détenus en fiducie (comptes spéciaux) sont placés sous la forme de fonds du marché monétaire et de dépôts à terme auprès de banques possédant une notation satisfaisante.

Le tableau 7 présente en détail les placements effectués pendant l'exercice biennal. Il sied de noter que, conformément à sa politique en matière de placements, l'Organisation ne peut pas pour le moment effectuer des dépôts auprès de ses deux principales banques (UBS et Crédit Suisse) dont la notation à long terme est en effet inférieure au niveau minimum stipulé dans la politique.

### Risques financiers

L'OMPI a élaboré des politiques de gestion des risques conformément à son règlement financier et son règlement d'exécution. Elle est exposée à certains risques financiers, y compris en matière de crédit, d'intérêt, de liquidité et de change. Le principal objectif de la politique de l'OMPI en matière de placements est de réduire les risques au minimum en conservant les liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de trésorerie. Dans le cadre de cet objectif général, les principaux objectifs de gestion en matière de placements de l'Organisation sont par ordre d'importance les suivants :

- 1) préservation du capital;
- 2) conservation de liquidités;
- 3) taux de rendement.

#### *Risque de crédit*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de banques présentant un risque souverain ou ayant reçu la note AA-/Aa3 ou une note supérieure. Les comptes débiteurs proviennent presque exclusivement de ses États membres représentant des gouvernements souverains, c'est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

#### *Risque de taux d'intérêt*

L'Organisation est peu exposée au risque de baisse des taux d'intérêt car seul 3% de son budget de fonctionnement est financé à partir des recettes des investissements. L'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

*Risque de liquidité*

L'Organisation n'est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations. La politique d'investissement de l'Organisation a été élaborée de manière à garantir des placements principalement sous la forme de dépôts à court terme.

*Risque de change*

L'Organisation est exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. Les placements à court, moyen et long terme sont, dans la mesure du possible, gérés par mise en adéquation des devises détenues, des prévisions d'entrées de trésorerie et des prévisions de sorties de fonds par monnaie et par période. L'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

**Tableau 7 Placements en 2012 et 2013**

Placements de l'OMPI en 2012 et 2013				
<u>Montant en francs suisses</u>	<u>Période</u>	<u>Banque</u>	<u>Taux %</u>	<u>Point de référence en %</u>
322 056 624,01	1 <sup>er</sup> - 26 janv 2012	BNS	0,500	0,500
332 056 624,01	27 janv. - 26 févr. 2012	BNS	0,500	0,500
342 056 624,01	27 - 29 févr. 2012	BNS	0,500	0,500
342 056 624,01	1 <sup>er</sup> - 1 <sup>er</sup> mars 2012	BNS	0,375	0,375
347 056 624,01	2 - 26 mars 2012	BNS	0,375	0,375
354 556 624,01	27 - 31 mars 2012	BNS	0,375	0,375
354 556 624,01	1 <sup>er</sup> - 9 avril 2012	BNS	0,625	0,625
329 556 624,01	10 - 30 avril 2012	BNS	0,625	0,625
329 556 624,01	1 <sup>er</sup> - 24 mai 2012	BNS	0,500	0,500
324 566 624,01	25 - 31 mai 2012	BNS	0,500	0,500
324 566 624,01	1 <sup>er</sup> - 20 juin 2012	BNS	0,375	0,375
319 571 624,01	21 - 27 juin 2012	BNS	0,375	0,375
329 571 624,01	28 juin - 31 juillet 2012	BNS	0,375	0,375
329 571 624,01	1 <sup>er</sup> août - 20 sept. 2012	BNS	0,250	0,250
339 571 624,01	21 sept. - 12 déc. 2012	BNS	0,250	0,250
344 571 624,01	13 - 20 déc. 2012	BNS	0,250	0,250
349 321 624,01	21 - 30 déc. 2012	BNS	0,250	0,250
350 571 767,21	31 déc. 2012 - 31 janv. 2013	BNS	0,250	0,250
350 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 19 févr. 2013	BNS	0,500	0,500
360 571 767,21	20 - 28 févr. 2013	BNS	0,500	0,500
360 571 767,21	1 <sup>er</sup> mars - 1 <sup>er</sup> avril 2013	BNS	0,400	0,400
320 571 767,21	2 - 30 avril 2013	BNS	0,400	0,400
320 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 26 mai 2013	BNS	0,300	0,300
335 571 767,21	27 - 31 mai 2013	BNS	0,300	0,300
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 30 juin 2013	BNS	0,450	0,450
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> juill. - 31 août 2013	BNS	0,750	0,750
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 30 sept. 2013	BNS	0,800	0,800
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 31 oct. 2013	BNS	0,750	0,750
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 30 nov. 2013	BNS	0,700	0,700
335 571 767,21	1 <sup>er</sup> - 16 déc. 2013	BNS	0,650	0,650
358 071 757,21	17 - 30 déc. 2013	BNS	0,650	0,650
359 962 258,61	31 - 31 déc. 2013	BNS	0,650	0,650
10 000 000,00	1 <sup>er</sup> août - 2 sept. 2012	S.G.	1,326	0,250
10 000 000,00	3 sept. - 1 <sup>er</sup> oct. 2012	S.G.	1,356	0,250
10 000 000,00	2 oct. - 2 déc. 2012	S.G.	1,463	0,250
15 000 000,00	3 - 17 déc. 2012	S.G.	1,401	0,250
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 janv. 2013	S.G.	1,403	0,250
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 28 févr. 2013	S.G.	1,014	0,250
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 mars 2013	S.G.	1,095	0,400
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 30 avril 2013	S.G.	1,052	0,400
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 mai 2013	S.G.	1,178	0,300
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 30 juin 2013	S.G.	1,118	0,450
15 000 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 juillet 2013	S.G.	1,128	0,750
22 500 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 août 2013	S.G.	0,629	0,750
22 500 000,00	1 <sup>er</sup> - 30 sept. 2013	S.G.	0,915	0,800
22 500 000,00	1 <sup>er</sup> - 31 oct. 2013	S.G.	0,915	0,750
22 500 000,00	1 <sup>er</sup> - 30 nov. 2013	S.G.	0,901	0,700
22 500 000,00	1 <sup>er</sup> - 15 déc. 2013	S.G.	0,901	0,650

## ÉTATS FINANCIERS

Pour chacune des deux années de l'exercice biennal 2012-2013, les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

### Le passage aux normes IPSAS

Le 30 novembre 2005, le Comité de haut niveau sur la gestion a recommandé que toutes les organisations du système des Nations Unies adoptent les normes IPSAS comme leurs normes comptables au plus tard en 2010. Cette recommandation était le résultat de la nécessité clairement identifiée au sein du système des Nations Unies d'adopter des normes de comptabilité améliorées, indépendantes et universellement admises en vue d'accroître la qualité et la crédibilité des rapports financiers. Les normes IPSAS sont élaborées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), qui fait partie de la Fédération internationale des experts comptables (IFAC).

À la quarante-troisième session des assemblées, tenue du 24 septembre au 3 octobre 2007, les États membres ont approuvé le principe de l'adoption par l'OMPI des normes IPSAS d'ici à 2010. Le projet d'application des normes IPSAS à l'OMPI a fait intervenir d'importants faits nouveaux et modifications en matière d'informatique, la proposition y relative étant approuvée par la quarante-sixième session des assemblées en décembre 2008. Alors que de nombreuses organisations du système des Nations Unies repoussaient à plus tard la date initiale d'application des normes IPSAS, l'OMPI a pour sa part maintenu la date fixée de 2010. En recevant une opinion d'audit sans réserves pour ses états financiers de 2010, l'OMPI est devenue une des neuf organisations du système des Nations Unies seulement à adopter les normes IPSAS à la date prévue initialement du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### Les impacts comptables des normes IPSAS

L'application des normes IPSAS requiert l'introduction de la comptabilité d'exercice dans son intégralité. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent, ce qui signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.

Suivant les normes IPSAS, l'OMPI est tenue de comptabiliser la valeur des futures prestations au personnel (par exemple les congés annuels accumulés, les primes de rapatriement et l'assurance-maladie après la cessation de service) auxquelles a droit le personnel de l'OMPI mais dont il n'a pas encore bénéficié. Ces engagements sont comptabilisés de façon à refléter le coût intégral de l'emploi du personnel alors qu'avant l'adoption des normes IPSAS, ces types de prestation n'étaient comptabilisés comme dépenses qu'une fois que celles-ci étaient effectives.

Les normes IPSAS exigent que les biens (terrains et bâtiments), le matériel et certains actifs incorporels (logiciel, droits de surface) de l'Organisation soient capitalisés dans les états financiers et amortis sur leur vie économique active.

L'application des normes IPSAS influe également sur la façon dont l'Organisation est à même d'enregistrer les recettes liées à ses activités. Dans nombre de cas, l'Organisation perçoit les taxes et les sommes dues pour les services fournis avant leur exécution complète ou avant que les taxes soient encaissées conformément aux traités, arrangements, protocoles et règlements d'exécution qu'elle administre. Dans ces cas-là, les normes IPSAS exigent que les recettes des taxes perçues soient différées jusqu'à ce qu'elles sont jugées avoir été gagnées conformément

aux règlements qui régissent la source des recettes donnée. Cela conduit à la comptabilisation d'importants passifs de recettes différées dans les états financiers de l'OMPI.

L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget de l'OMPI, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

### **Présentation des informations financières en application des normes IPSAS**

Étant donné que les normes IPSAS exigent la préparation d'états financiers annuels, les états financiers de l'OMPI sont préparés individuellement pour chaque année de calendrier de l'exercice biennal. Ces états financiers annuels sont présentés séparément du rapport de gestion financière et, pour voir les informations financières complètes de l'Organisation préparées en application des normes IPSAS, il convient de se référer aux états financiers annuels de l'OMPI.

En application des normes IPSAS, les états financiers comprennent les éléments suivants :

- État I – État de la situation financière
- État II – État de la performance financière
- État III – État des variations des actifs nets
- État IV – État des flux de trésorerie
- État V – État de comparaison entre les crédits alloués et les dépenses réelles
- Notes aux états financiers

Dans le rapport de gestion financière, les états I à V sont présentés pour l'exercice biennal 2012-2013. Des informations financières sont fournies pour faire comprendre les différences entre le résultat de l'Organisation sur une base budgétaire et celui de l'Organisation en fonction des états financiers établis selon les normes IPSAS. D'autres extraits des états financiers annuels fournissent également de plus amples détails sur les actifs et les passifs de l'Organisation.

### **Changement de méthode comptable**

En 2013, la méthode comptable relative à la comptabilisation des recettes tirées des demandes internationales de brevet a été modifiée. À la suite des modifications apportées aux modalités de paiement, on a mis au point un nouveau modèle pour calculer les soldes des débiteurs et les recettes différées liées à cette activité. Le nouveau modèle incorpore les données disponibles par demande individuelle et applique les taux de change pertinents. Il diffère également les recettes provenant des émoluments relatifs à des pages supplémentaires jusqu'à la publication pour toutes les formes de demande et incorpore toutes les réductions d'émoluments, notamment celles qui sont accordées aux pays en développement. En conséquence, le nouveau modèle fournit des calculs plus fiables des soldes des débiteurs et des recettes différées. L'effet de ce changement de méthode comptable a été comptabilisé rétrospectivement, ce qui a rendu nécessaire le retraitement des chiffres comparatifs de 2011 et 2012 qui sont présentés dans les tableaux suivants.

À la suite de ce retraitement, l'excédent de 2012 est passé de 15,7 millions à 19,5 millions de francs suisses. Le montant des actifs nets retraités au 31 décembre 2011 s'élève à 174,2 millions de francs suisses, alors que le chiffre présenté précédemment était de 162,5 millions de francs suisses et celui du 31 décembre 2012, de 193,7 millions de francs suisses, contre 178,2 millions de francs suisses précédemment :

	Montant indiqué précédemment	Impact du retraitement	Montant restructuré total
	(en milliers de francs suisses)		
<b>Actifs nets au 31 décembre 2011</b>	<b>162 529</b>	<b>11 671</b>	<b>174 200</b>
Excédent pour l'année 2012	15 710	3 777	19 487
<b>Actifs nets au 31 décembre 2012</b>	<b>178 239</b>	<b>15 448</b>	<b>193 687</b>

## ÉTAT I

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 décembre 2013  
(en milliers de francs suisses)

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 (restructuré)	Au 31 décembre 2011 (restructuré)
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents	409 916	408 117	379 738
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	2 677	1 430	1 826
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	79 749	74 711	68 429
Stocks	2 141	2 298	2 437
	<u>494 483</u>	<u>486 556</u>	<u>452 430</u>
<b>Actifs non courants</b>			
Matériel	2 324	2 517	3 730
Immeubles de placement	4 785	4 785	4 316
Actifs incorporels	29 161	27 394	27 330
Terrains et bâtiments	360 107	338 347	338 765
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	359	421	481
Autres actifs non courants	9 315	9 505	10 000
	<u>406 051</u>	<u>382 969</u>	<u>384 622</u>
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b><u>900 534</u></b>	<b><u>869 525</u></b>	<b><u>837 052</u></b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Comptes de créanciers	31 285	21 089	28 234
Prestations au personnel	17 538	17 672	15 259
Montants à payer	78 617	83 434	64 200
Avances clients	229 101	221 100	226 068
Emprunts exigibles dans l'année	5 258	5 258	5 258
Provisions	1 009	1 032	2 422
Autres passifs courants	54 862	55 572	52 071
	<u>417 670</u>	<u>405 157</u>	<u>393 512</u>
<b>Passifs non courants</b>			
Prestations au personnel	132 927	125 452	119 587
Emprunts exigibles après une année	139 237	144 495	149 753
Encaissements par anticipation	1 881	734	-
	<u>274 045</u>	<u>270 681</u>	<u>269 340</u>
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b><u>691 715</u></b>	<b><u>675 838</u></b>	<b><u>662 852</u></b>
Cumul des excédents	185 431	170 299	150 812
Fonds de roulement	8 342	8 342	8 342
Écart de réévaluation	15 046	15 046	15 046
<b>ACTIFS NETS</b>	<b><u>208 819</u></b>	<b><u>193 687</u></b>	<b><u>174 200</u></b>

## ÉTAT II

## ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2013  
(en milliers de francs suisses)

	2013	2012 (restructuré)	Total 2012-2013
<b>RECETTES</b>			
Contributions statutaires	17 714	17 591	35 305
Contributions volontaires	7 550	7 737	15 287
Recettes provenant des publications	405	630	1 035
Recettes des placements	2 080	1 804	3 884
Taxes provenant du système du PCT	257 462	251 954	509 416
Taxes provenant du système de Madrid	55 401	51 598	106 999
Taxes provenant du système de La Haye	3 202	3 036	6 238
Autres taxes	8	4	12
Sous-total des taxes	316 073	306 592	622 665
Arbitrage et médiation	1 629	1 643	3 272
Autres/diverses recettes	6 160	4 997	11 157
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>351 611</b>	<b>340 994</b>	<b>692 605</b>
<b>DÉPENSES</b>			
Dépenses de personnel	214 457	212 824	427 281
Voyages et bourses	20 500	17 586	38 086
Services contractuels	65 017	54 975	119 992
Dépenses de fonctionnement	24 488	24 789	49 277
Fournitures	3 265	2 652	5 917
Mobilier et matériel	859	577	1 436
Amortissement et dépréciation	7 893	8 104	15 997
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>336 479</b>	<b>321 507</b>	<b>657 986</b>
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE</b>	<b>15 132</b>	<b>19 487</b>	<b>34 619</b>



## ÉTAT III

**ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS**  
**pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2013**  
**(en milliers de francs suisses)**

	Cumul des excédents	Fonds de roulement	Écart de réévaluation	Total actifs nets
<b>Actifs nets au 31 décembre 2011 (restructuré)</b>	<b>150 812</b>	<b>8 342</b>	<b>15 046</b>	<b>174 200</b>
Excédent pour l'année 2012 (restructuré)	19 487	-	-	19 487
<b>Actifs nets au 31 décembre 2012 (restructuré)</b>	<b>170 299</b>	<b>8 342</b>	<b>15 046</b>	<b>193 687</b>
Excédent pour l'année 2013	15 132	-	-	15 132
<b>Actifs nets au 31 décembre 2013</b>	<b>185 431</b>	<b>8 342</b>	<b>15 046</b>	<b>208 819</b>

## ÉTAT IV

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2013  
(en milliers de francs suisses)

	2013	2012 (restructuré)	Total 2012-2013
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>			
Excédent (déficit) pour l'exercice <sup>1)</sup>	16 401	21 466	37 867
Intérêt gagné	2 080	1 335	3 415
Intérêt payé sur les emprunts	-3 349	-3 314	-6 663
Amortissement et dépréciation	7 893	8 104	15 997
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	7 341	8 278	15 619
(Augmentation) diminution des stocks	157	139	296
(Augmentation) diminution des comptes de débiteurs	-6 223	-5 826	-12 049
(Augmentation) diminution des autres actifs	190	495	685
Augmentation (diminution) des encaissements par anticipation	9 148	-4 234	4 914
Augmentation (diminution) des comptes de créanciers	10 196	-7 145	3 051
Augmentation (diminution) des montants à payer	-4 817	19 234	14 417
Augmentation (diminution) des provisions	-23	-1 390	-1 413
Augmentation (diminution) des autres obligations	-710	3 501	2 791
<b>Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles</b>	<b>38 284</b>	<b>40 643</b>	<b>78 927</b>
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	-28 885	-5 988	-34 873
Sortie d'immobilisations corporelles	-	11	11
Augmentation des actifs incorporels	-2 342	-560	-2 902
Augmentation des immeubles de placement	-	-469	-469
<b>Flux de trésorerie nets des activités d'investissement</b>	<b>-31 227</b>	<b>-7 006</b>	<b>-38 233</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>			
Produits des emprunts	-	-	-
Remboursement des emprunts	-5 258	-5 258	-10 516
<b>Flux de trésorerie nets des activités de financement</b>	<b>-5 258</b>	<b>-5 258</b>	<b>-10 516</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>1 799</b>	<b>28 379</b>	<b>30 178</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>408 117</b>	<b>379 738</b>	<b>379 738</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>409 916</b>	<b>408 117</b>	<b>409 916</b>

<sup>1)</sup> À l'exclusion des intérêts perçus et des intérêts payés sur les emprunts.

## ÉTAT V

ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS –  
RECETTES

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2013

(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2012-2013	Budget final après virements 2012-2013	Recettes réelles sur une base comparable 2012-2013	Écart 2012-2013
	1)	2)		3)
Contributions	34 868	34 868	35 100	232
Taxes				
Système du PCT	480 630	480 630	514 947	34 317
Système de Madrid	104 400	104 400	107 956	3 556
Système de La Haye	11 157	11 157	6 298	-4 859
Autres taxes	10	10	12	2
Sous-total des taxes	596 197	596 197	629 213	33 016
Arbitrage et médiation	2 735	2 735	3 272	537
Publications	1 000	1 000	1 035	35
Intérêts	8 050	8 050	3 401	-4 649
Autres/divers	4 580	4 580	8 710	4 130
<b>TOTAL</b>	<b>647 430</b>	<b>647 430</b>	<b>680 731</b>	<b>33 301</b>

1) – Représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2012-2013.

2) – Représente le budget final après virements pour l'exercice biennal 2012-2013.

3) – Représente l'écart entre le budget final après virements pour l'exercice biennal 2012-2013 et les recettes réelles sur une base comparable pour l'exercice biennal 2012-2013.

## ÉTAT V

## ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS – DÉPENSES

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2013  
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2012-2013	Budget final après virements 2012-2013	Dépenses réelles sur une base comparable 2012-2013	Écart 2012-2013
	1)	2)		3)
<b>Programme</b>				
<b>Titre du programme</b>				
1	4 843	5 428	4 820	608
2				
3	18 593	19 700	18 341	1 359
4	7 980	6 677	6 342	335
5	178 600	179 215	174 155	5 060
6	52 094	51 154	49 452	1 702
7	10 585	10 164	9 815	349
8	4 788	3 934	3 341	593
9	35 102	34 562	32 472	2 090
10	6 439	6 532	6 180	352
11	10 332	11 912	11 540	372
12	6 932	7 291	7 196	95
13	4 503	4 316	4 182	134
14	7 038	7 855	7 756	99
15				
16	7 813	8 269	8 042	227
17	4 585	5 183	4 990	193
18	2 992	2 833	2 803	30
19	6 768	7 139	7 086	53
20	16 599	16 576	16 109	467
21				
22	10 912	10 510	9 657	853
23	18 948	18 838	18 258	580
24	18 901	19 794	19 314	480
25	21 493	21 754	21 387	367
26	46 271	40 688	38 665	2 023
27	50 408	50 623	50 580	43
28	5 050	4 792	4 687	105
29	37 240	37 706	37 079	627
30	12 159	11 385	11 026	359
31	7 675	7 237	7 084	153
UN	11 261	9 342	7 191	2 151
	6 970	7 251	6 949	302
	7 503	14 357	-	14 357
<b>TOTAL</b>	<b>647 430</b>	<b>648 411</b>	<b>611 811</b>	<b>36 600</b>
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>-</b>	<b>-981</b>	<b>68 920</b>	<b>69 901</b>
Ajustements IPSAS retraités à l'excédent			7 339	
Projets financés sur les réserves			-45 345	
Comptes spéciaux financés sur les contributions de donateurs			3 705	
<b>Solde net ajusté selon la norme IPSAS</b>			<b>34 619</b>	

1) – Représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2012-2013. Le budget biennal de 647,4 millions de francs suisses a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI le 29 septembre 2011, sous réserve des :

“efforts du Secrétariat pour réduire les dépenses au moyen de mesures de maîtrise des coûts de l'ordre de 10,2 millions de francs suisses, ramenant le budget de 647,4 millions de francs suisses à 637,2 millions de francs suisses, et portant notamment sur les politiques en matière de voyages de fonctionnaires et de tiers, la gestion des locaux, les politiques en matière de rémunération des contrats de louage de services et de paiement des honoraires d'experts et de conférenciers, les programmes de stage, les réceptions et la location de locaux et de matériel durant les conférences, ainsi qu'au moyen d'une réduction des dépenses de personnel grâce à des mesures de restructuration”.

2) – Représente le budget final après virements pour l'exercice biennal 2012-2013. Le budget “final” après virements tient compte de l'augmentation pour le programme 5 (le système PCT) de 981 000 francs suisses liée à la création de 5 postes, du fait du nombre plus élevé qu'inscrit au budget des demandes internationales selon le PCT en 2012 (article 5.6 du règlement financier sur les ajustements relevant de la clause de flexibilité).

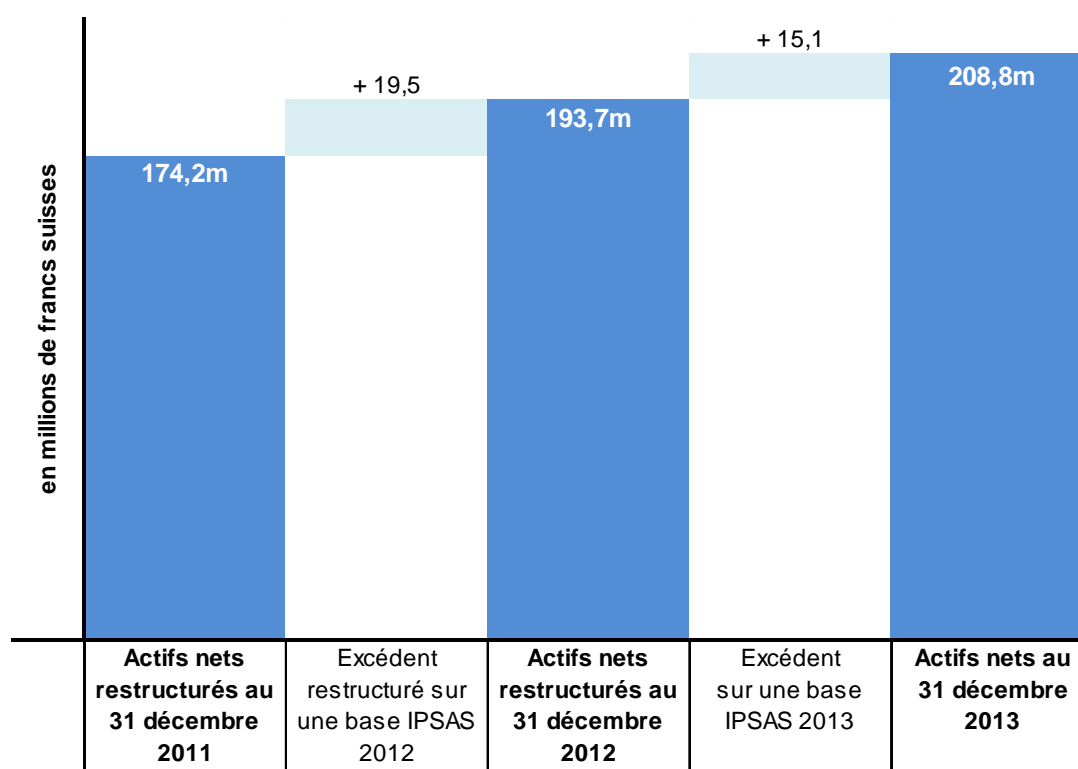
3) – Représente l'écart entre le budget final après virements pour l'exercice biennal 2010-2011 et les dépenses réelles sur une base comparable jusqu'au 31 décembre 2013.

## ANALYSE DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement)

Au 31 décembre 2013, l'Organisation avait des actifs nets (ou fonds de réserve et de roulement) sur la base des normes IPSAS de 208,8 millions de francs suisses. Comme le montre le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2010-2011, elle avait des actifs nets de 162,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2011. Du fait du changement de méthode comptable pour la comptabilisation des recettes provenant des demandes internationales de brevet, il a fallu procéder au retraitement des soldes de 2011, ce qui fait que les actifs nets retraités au 31 décembre 2011 représentaient un montant de 174,2 millions de francs suisses. Le tableau ci-dessous résume l'augmentation des actifs nets durant l'exercice biennal 2012-2013 :

Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement) en 2012-2013

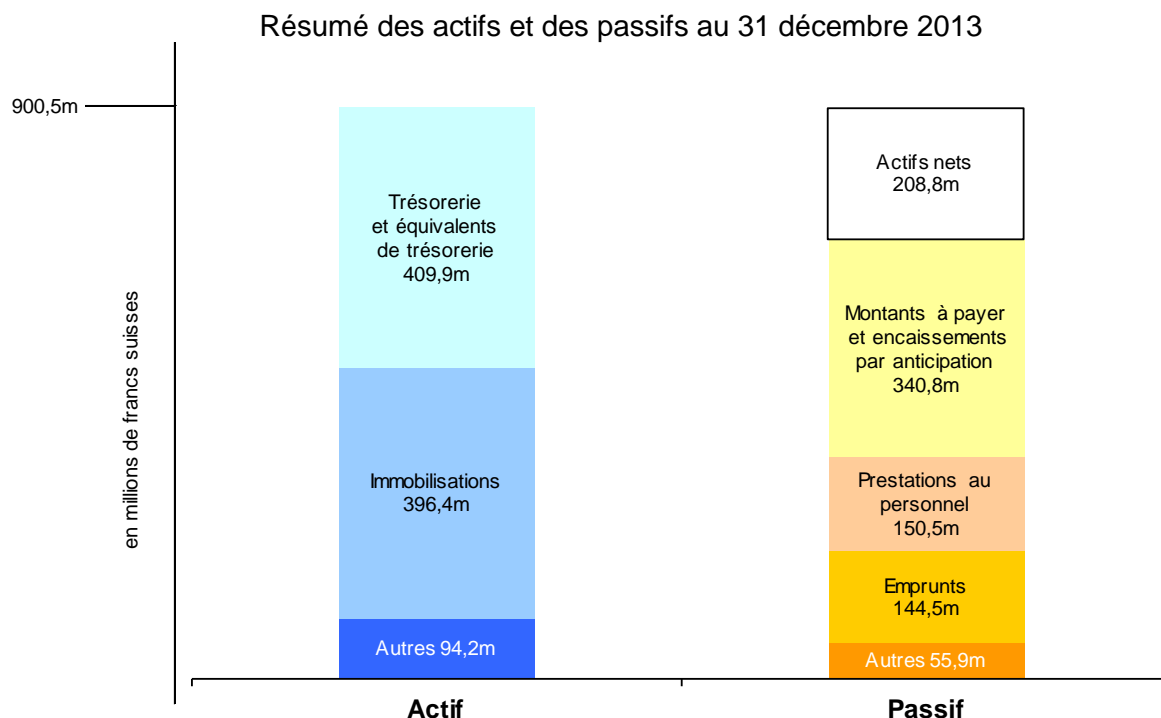


Il en est résulté pour l'exercice biennal sur une base IPSAS un excédent de 34,6 millions de francs suisses. Ce chiffre inclut un excédent retraité de 19,5 millions de francs suisses pour l'exercice 2012. Le résultat et les actifs nets pour 2012 ont été retraités suite à la modification de la méthode comptable relative à la comptabilisation des recettes provenant des demandes internationales de brevet.

L'excédent de 34,6 millions de francs suisses sur une base IPSAS est à comparer au résultat budgétaire de l'exercice biennal, à savoir un excédent de 68,9 millions de francs suisses. La différence de 34,3 millions entre le résultat budgétaire et les états financiers établis selon les normes IPSAS est analysée en détail dans le graphique intitulé "Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour l'exercice 2012-2013" (voir la section Analyse de l'état de la performance financière). En résumé cependant, le résultat IPSAS comprend également les projets financés sur les réserves (définis comme "différences relatives à l'entité" par les normes IPSAS) ainsi que les impacts de l'évolution des actifs et des passifs qui doivent être comptabilisés en application des normes IPSAS ("différences sur une base comptable").

## Résumé des actifs et des passifs

Le graphique ci-dessous fournit un résumé de l'état de la situation financière de l'OMPI au 31 décembre 2013.



L'Organisation a un solde de trésorerie de 409,9 millions de francs suisses, soit 45,5% des actifs totaux, bien que ce chiffre comprenne des montants considérés comme réservés selon les normes IPSAS. L'Organisation détient d'importants actifs fixes (terrains, bâtiments, immeuble de placement, actifs incorporels et matériel) d'une valeur comptable nette de 396,4 millions de francs suisses. Au nombre des autres actifs que détient l'Organisation pour un montant total de 94,2 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs, les stocks et les paiements anticipés. Sur ce montant, le solde le plus important est le fait des débiteurs au titre du PCT, qui représente un montant total de 62,4 millions de francs suisses.

Les montants à payer (comptes de créanciers et montants à payer) et les encaissements par anticipation totalisent 340,8 millions et comprennent surtout des recettes différées de 215,8 millions de francs suisses. Les prestations dues au personnel de 150,5 millions de francs suisses comprennent essentiellement les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service d'un montant de 119,6 millions de francs suisses, tandis que les emprunts représentent le prêt de la FIPOI, d'un montant de 22,3 millions de francs suisses, et le prêt de la BCG/BCV, d'un montant de 122,2 millions de francs suisses. D'autres obligations d'un montant total de 55,9 millions de francs suisses comprennent un montant de 54,9 millions de francs suisses détenus pour le compte de déposants et de parties contractantes.

Les actifs courants nets (actifs courants moins passifs courants) de l'Organisation représentent 76,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2013, soit une forte augmentation de 17,9 millions de francs suisses par rapport au solde à la fin de l'exercice biennal précédent.

<b>Actifs courants nets</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012 (restructuré)</b>	<b>Au 31 décembre 2011 (restructuré)</b>
	(en milliers de francs suisses)		
Actifs courants	494 483	486 556	452 430
Passifs courants	417 670	405 157	393 512
<b>Actifs courants nets</b>	<b>76 813</b>	<b>81 399</b>	<b>58 918</b>

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012 (restructuré)</b>	<b>Au 31 décembre 2011</b>
	(en milliers de francs suisses)		
Total de la trésorerie disponible	260 380	255 316	225 427
Total de la trésorerie soumise à restriction - fonds détenus pour le compte de tiers	133 479	139 006	142 933
Total de la trésorerie soumise à restriction - comptes spéciaux	16 057	13 795	11 378
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>409 916</b>	<b>408 117</b>	<b>379 738</b>

Le montant total des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie a augmenté de 30,2 millions de francs suisses entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2013. Aux fins de la présentation IPSAS, les soldes de trésorerie sont scindés en soldes non réservés et soldes réservés. Les fonds réservés englobent les fonds détenus en francs suisses pour le compte de tiers en vue de l'enregistrement de marques ou de dessins ou modèles industriels, et d'abonnements à des revues de l'OMPI. Ils incluent aussi les taxes perçues par le Bureau international de l'OMPI agissant en tant qu'office récepteur pour le compte de parties contractantes aux arrangements de Madrid et de La Haye et pour le compte d'administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT. En outre, les dépôts encaissés dans le cadre de procédures en cours relatives à des enregistrements de marques, indépendamment de l'estimation des encaissements par anticipation effectués par l'Organisation, représentent des fonds perçus pour le compte de tiers et sont considérés comme des fonds réservés.

## Immobilisations corporelles

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>Au 31 décembre 2011</b>
	(en milliers de francs suisses)		
Matériel	1 721	1 905	3 010
Meubles et mobilier	603	612	720
<b>Total du matériel</b>	<b>2 324</b>	<b>2 517</b>	<b>3 730</b>
Bâtiment de l'Union de Madrid	4 785	4 785	4 316
<b>Total des immeubles de placement</b>	<b>4 785</b>	<b>4 785</b>	<b>4 316</b>
Droits de superficie	26 450	26 890	27 330
Logiciel acquis séparément	518	460	-
Logiciel en cours d'élaboration	2 193	44	-
<b>Total des actifs incorporels</b>	<b>29 161</b>	<b>27 394</b>	<b>27 330</b>
Terrains	28 600	28 600	28 600
Travaux en cours	57 668	32 008	26 334
Bâtiments occupés	273 839	277 739	283 831
<b>Total des terrains et constructions</b>	<b>360 107</b>	<b>338 347</b>	<b>338 765</b>
<b>Total des immobilisations</b>	<b>396 377</b>	<b>373 043</b>	<b>374 141</b>

L'Organisation comptabilise les achats de matériel comme des actifs s'ils ont un coût total supérieur au seuil établi de 5000 francs suisses.

L'immeuble de l'Union de Madrid, qui est classé suivant les normes IPSAS dans la catégorie des immeubles de placement, a été réévalué en 2012, et sa valeur a ainsi augmenté de 500 000 francs suisses.

Les droits de superficie continuent de diminuer de 0,4 million de francs suisses par an car ils sont amortis sur une période de 78 ans. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'Organisation applique la norme IPSAS 31 relative aux actifs incorporels. Il en est résulté la capitalisation dans les états financiers de logiciel acheté à l'extérieur et élaboré en interne pour un montant total de 2,7 millions au 31 décembre 2013.

La valeur des terrains et des bâtiments a augmenté durant l'exercice biennal pour s'élever à 360,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. En 2012 et 2013, l'Organisation a comptabilisé des coûts considérables comme travaux en cours concernant la nouvelle salle de conférence et les installations de sécurité, et également les coûts liés aux améliorations apportées aux bâtiments occupés. Ces augmentations de la valeur des bâtiments ont été partiellement compensées par une dépréciation de 12,6 millions de francs suisses durant l'exercice biennal.

## Autres actifs

<u>Autres actifs</u>	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 (restructuré)	Au 31 décembre 2011 (restructuré)
	(en milliers de francs suisses)		
<b>Comptes clients (opération sans contrepartie directe)</b>	<b>3 036</b>	<b>1 851</b>	<b>2 307</b>
Débiteurs du PCT	62 399	52 729	56 273
Autres créances et encaissements par anticipation	11 016	15 652	5 783
Avances	6 334	6 330	6 373
<b>Comptes clients (opération avec contrepartie directe)</b>	<b>79 749</b>	<b>74 711</b>	<b>68 429</b>
<b>Autres actifs non courants</b>	<b>9 315</b>	<b>9 505</b>	<b>10 000</b>
<b>Total des autres actifs</b>	<b>92 100</b>	<b>86 067</b>	<b>80 736</b>

Les autres actifs correspondent principalement aux débiteurs du PCT, avec un solde de 62,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. Cela représente les demandes PCT qui ont été déposées auprès d'offices récepteurs et éventuellement reçues par l'OMPI, mais pour lesquelles aucun paiement correspondant d'émolument n'a été reçu par l'Organisation. Les autres créances et encaissements par anticipation au 31 décembre 2013 comprennent principalement 4,9 millions de francs suisses de dépenses réglées par anticipation et des taxes remboursables des États-Unis d'Amérique d'un montant de 3,7 millions de francs suisses. Les avances sont principalement des avances accordées au personnel au titre d'allocations pour frais d'études d'un montant de 4,5 millions de francs suisses.



## Montants à payer et encaissements par anticipation

<b>Montants à payer et encaissements par anticipation</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012 (restructuré)</b>	<b>Au 31 décembre 2011 (restructuré)</b>
	(en milliers de francs suisses)		
Créditeurs commerciaux - Comptes de créanciers	24 856	16 198	16 214
Passifs transitoires divers	4 342	2 935	11 752
Autres créditeurs commerciaux	2 087	1 956	268
<b>Total des comptes de créanciers</b>	<b>31 285</b>	<b>21 089</b>	<b>28 234</b>
Taxes de l'Union de Madrid	53 286	54 200	52 120
Dépôts de l'Union de Madrid	17 938	17 548	-
Taxes aux fins de répartition des unions de Madrid et de La Haye	4 468	9 243	9 501
Autres montants à payer	2 925	2 443	2 579
<b>Total des montants à payer</b>	<b>78 617</b>	<b>83 434</b>	<b>64 200</b>
Recettes au titre du PCT différées	194 943	189 799	183 287
Recettes au titre d'opérations sans contrepartie directe différées	15 144	12 471	9 903
Autres recettes différées	5 692	4 708	2 951
Dépôts de l'Union de Madrid	12 613	10 539	26 662
Autres encaissements par anticipation	2 590	4 317	3 265
<b>Total des encaissements par anticipation</b>	<b>230 982</b>	<b>221 834</b>	<b>226 068</b>
<b>Total des montants à payer et des encaissements par anticipation</b>	<b>340 884</b>	<b>326 357</b>	<b>318 502</b>

Les montants à payer représentent les taxes perçues par l'Organisation pour le compte des parties contractantes à l'Arrangement et au Protocole de Madrid et des parties contractantes au règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye. En outre, le Bureau international de l'Organisation, agissant en qualité d'office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. L'Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu'à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l'Organisation. Le solde total a augmenté durant l'exercice biennal, passant de 64,2 millions de francs suisses à la fin de 2011 à 78,6 millions à la fin de 2013. Cette évolution est due principalement à la reclassification d'une partie des dépôts de l'Union de Madrid provenant d'encaissements par anticipation, à compter de 2012. Jusqu'en 2011, ces dépôts étaient tous inclus dans les encaissements par anticipation, mais à partir de 2012, on a commencé à estimer séparément le solde représentant les fonds perçus pour le compte de tiers et qui ont été reclassés en montants à payer.

Les produits provenant du traitement de demandes de l'étranger (marques, dessins et modèles industriels et brevets) sont comptabilisés lorsque les demandes individuelles sont publiées. Les taxes et émoluments perçus avant la publication sont comptabilisés comme recettes différées dans le cadre des encaissements par anticipation. Les encaissements par anticipation concernent principalement les recettes différées du PCT avec un solde de 194,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. À ce jour, on estime à environ 145 700 le nombre de demandes déposées attendant d'être publiées.

## Prestations au personnel

<u>Prestations au personnel</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u> (en milliers de francs suisses)	<u>Pourcentage de l'obligation</u>
Prestations médicales après cessation de service	119 570	79,4%
Indemnité de rapatriement et voyages	12 251	8,1%
Congés cumulés	12 176	8,1%
Caisse de retraite fermée	3 086	2,1%
Indemnité pour frais d'études	1 783	1,2%
Heures supplémentaires cumulées	755	0,5%
Congés dans les foyers non pris	479	0,3%
Avantages au titre de la cessation de service - Comptes spéciaux	240	0,2%
Récompenses	125	0,1%
<b>Total des obligations pour prestations au personnel</b>	<b>150 465</b>	<b>100,0%</b>

Comme le montre le tableau ci-dessus, l'obligation de loin la plus importante des prestations au personnel pour l'Organisation est celle des prestations médicales après emploi (Assurance maladie après cessation de service – AMCS), qui représente 79,4% de l'obligation totale au 31 décembre 2013. L'obligation AMCS a augmenté de 16,2 millions de francs suisses pendant l'exercice biennal 2012-2013, situation décrite en détail dans le tableau ci-dessous :

<u>Mouvement des obligations au titre du système d'assurance maladie</u>	
(en milliers de francs suisses)	
<b>Obligation au 31 décembre 2011</b>	<b>103 365</b>
Frais administratifs courants	14 169
Coût des intérêts	5 953
Avantages payés du plan	-4 471
Amortissement de (gain)/perte nette	554
Mouvement 2012-2013	16 205
<b>Obligation au 31 décembre 2013</b>	<b>119 570</b>

L'obligation, qui est calculée par un actuair indépendant, traduit le futur coût total de la part des primes d'assurance maladie de l'OMPI aussi bien pour les retraités de l'OMPI que pour le nombre projeté de fonctionnaires en poste de l'OMPI qui prendront leur retraite à l'avenir. Les coûts courants des prestations dans le tableau ci-dessus sont les conséquences nettes pour la période résultant de l'augmentation de l'âge des fonctionnaires en poste et des personnes à leur charge, du nombre de personnes prenant leur retraite, et des nouveaux recrutements et cessations de service autres que les départs à la retraite. Le coût des intérêts est la conséquence du fait que chaque fonctionnaire en poste s'est rapproché d'une année de l'âge requis pour pouvoir bénéficier de l'AMCS à son départ à la retraite.

## Emprunts

<u>Emprunts</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u>	<u>Au 31 décembre 2012</u>	<u>Au 31 décembre 2011</u>
(en milliers de francs suisses)			
Prêt exigible de la FIPOI	22 295	23 653	25 011
Prêt BCG/BCV exigible pour le nouveau bâtiment	122 200	126 100	130 000
<b>Total des emprunts</b>	<b>144 495</b>	<b>149 753</b>	<b>155 011</b>

L'Organisation a emprunté des fonds (50,8 et 8,41 millions de francs suisses approuvés en 1977 et 1987 respectivement) auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations

internationales (FIPOI) pour construire ses bâtiments de siège à Genève (Suisse). Ces prêts étaient à l'origine soumis à intérêts mais, en 1996, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse a accepté de renoncer à tout nouveau paiement d'intérêts et actuellement les prêts ne donnent lieu qu'au remboursement du principal.

En février 2008, l'Organisation a conclu un contrat avec la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise pour un emprunt de 114 millions de francs suisses plus un montant supplémentaire éventuel de 16 millions de francs suisses destiné à financer une partie du coût de la construction du nouveau bâtiment disponible pour utilisation à compter du 28 février 2011. Le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses a été tiré le 27 janvier 2011. Le taux d'intérêt a été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l'Organisation. En 2013, les paiements des intérêts se sont montés à 3,2 millions de francs suisses. Outre le paiement de l'intérêt, le contrat prévoit un remboursement annuel du principal équivalent à 3,0% du montant total emprunté à compter du 28 février 2012, pour l'emprunt initial de 114,0 millions de francs suisses et le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses.

En octobre 2010, une modification du contrat d'emprunt a été approuvée par la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise et l'OMPI prévoyant un montant additionnel de 40 millions de francs suisses pour financer une partie du coût de la construction du nouveau centre de conférence et disponible du 31 mars 2011 au 31 mars 2014. Au début de 2014, ce délai a été reporté au 31 mars 2015. Le taux d'intérêt a également été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l'Organisation. Le contrat prévoit à nouveau un remboursement annuel du principal égal à 3% du montant total emprunté, à compter du 31 mars 2015 pour l'emprunt de 40 millions de francs suisses. Au 31 décembre 2013, l'Organisation n'avait pas tiré le montant additionnel de 40 millions de francs suisses. Il convient de noter que l'Organisation verse une commission de 0,15% par an sur les montants de l'emprunt non utilisés pendant la période de disponibilité.

## Situation financière par secteur

Conformément aux normes IPSAS, l'OMPI est tenue de divulguer ses actifs et passifs pour chacun des secteurs dont se compose l'Organisation. L'information sectorielle de l'OMPI est présentée dans un format qui représente les diverses unions en tant que segments composant l'Organisation. Un segment distinct a été créé pour les contributions volontaires qui représentent des montants administrés par l'OMPI pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés à la mission de l'OMPI. Les actifs et les passifs de l'OMPI, autres que les réserves représentant l'actif net, sont la propriété ou sont sous la responsabilité de l'Organisation entière et non pas des actifs ou des passifs des unions ou des segments. Les actifs et les passifs servent généralement à financer un large éventail d'activités de prestation de services dans plusieurs unions. La seule exception est l'immeuble de placement à Meyrin, détenu par l'Union de Madrid. Par conséquent, les actifs et les passifs individuels ne sont pas pris en considération dans la communication des informations concernant les segments ou les unions individuels, mais sont présentés séparément en tant qu'actifs et passifs non alloués. Seuls les actifs nets, y compris le fonds de roulement et les réserves, sont représentés par un segment individuel, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

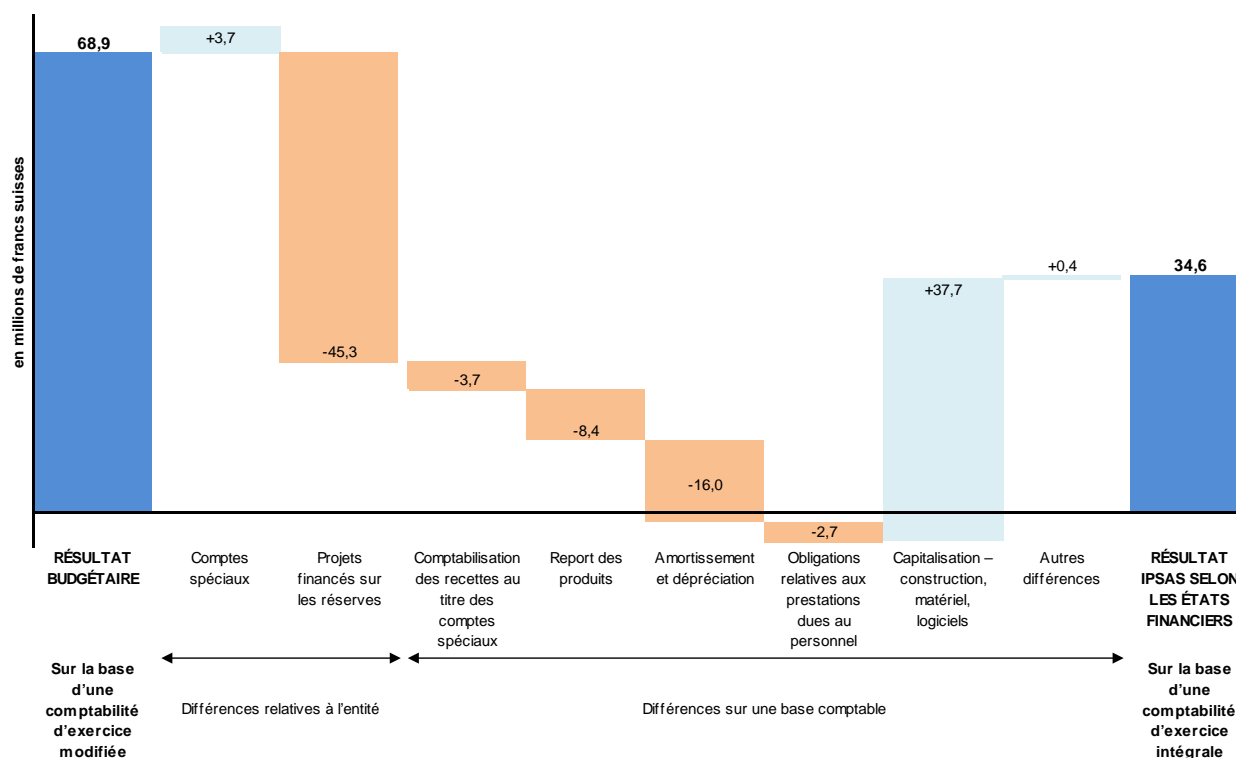
Actifs nets par segment	UNIONS						
	Contribution financée	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne	Comptes spéciaux	Total
	(en milliers de francs suisses)						
<b>Fonds de réserve et de roulement restructuré au 31 décembre 2011</b>	<b>21 539</b>	<b>103 983</b>	<b>50 136</b>	<b>-843</b>	<b>-615</b>	<b>-</b>	<b>174 200</b>
Résultat budgétaire 2012-2013	1 454	65 919	5 864	-4 475	158	-	68 920
Résultat des projets financés par les réserves pour 2012-2013	-4 197	-28 468	-10 957	-1 684	-39	-	-45 345
Résultat 2012-2013 des comptes spéciaux	-	-	-	-	-	3 705	3 705
Ajustements IPSAS 2012-2013 au résultat (restructuré)	3 169	6 237	1 970	-325	-7	-3 705	7 339
<b>Fonds de réserve et de roulement au 31 décembre 2013</b>	<b>21 965</b>	<b>147 671</b>	<b>47 013</b>	<b>-7 327</b>	<b>-503</b>	<b>-</b>	<b>208 819</b>

## ANALYSE DE L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

## Rapprochement du résultat budgétaire et du résultat IPSAS 2012-2013

Le résultat budgétaire pour l'exercice biennal 2012-2013 a été un excédent de 68,9 millions de francs suisses contre un excédent de 34,6 millions selon les états financiers aux normes IPSAS. Le graphique ci-dessous résume les principales différences entre les deux résultats :

Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour 2012-2013

*Différences relatives à l'entité*

Tels qu'ils sont établis en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l'OMPI couvrent tous les domaines et activités de l'Organisation. L'inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les comptes spéciaux (excédent de 3,7 millions de francs suisses) et les projets financés sur les réserves (déficit de 45,3 millions de francs suisses) représentent les "différences relatives à l'entité" entre le résultat budgétaire et l'excédent au titre des états financiers.

*Différences sur une base comptable*

L'application d'une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs "différences sur une base comptable" qui ont des conséquences pour le résultat de l'année. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'impact net de ces ajustements pour l'exercice biennal est un excédent de 7,3 millions de francs suisses :

- En vertu des normes IPSAS, les recettes provenant des contributions volontaires au titre des comptes spéciaux sont comptabilisées au fur et à mesure que les conditions figurant dans les accords conclus avec les donateurs sont remplies et que les dépenses sont encourues conformément au programme de travail. Lorsque le montant des contributions reçues dépasse le coût du travail accompli, les contributions sont traitées comme des recettes différées, se soldant par une réduction du résultat pour l'exercice biennal de 3,7 millions de francs suisses.

- Dans l'application des normes IPSAS, les recettes provenant des taxes sont différées jusqu'à ce qu'elles soient jugées avoir été gagnées, ce qui, dans le cas des demandes internationales, est la date de la publication finale. Pour les demandes selon le PCT, une créance est également comptabilisée lorsqu'une demande a été déposée sans qu'aucune taxe n'ait été perçue par l'Organisation. Le solde des recettes différées provenant des taxes (PCT, marques, dessins et modèles industriels) est passé de 185,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2011 à 198,5 millions au 31 décembre 2013. Durant la même période, le montant des créances provenant des taxes PCT est passé de 56,3 millions de francs suisses à 62,4 millions. L'impact net est une diminution des recettes de 6,6 millions. Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, des recettes différées de 1,8 million de francs suisses ont également été comptabilisées pour ce qui est du financement de constructions sécuritaires par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). En résumé, l'ajustement de 8,4 millions de francs suisses pour le report de recettes se présente comme suit :

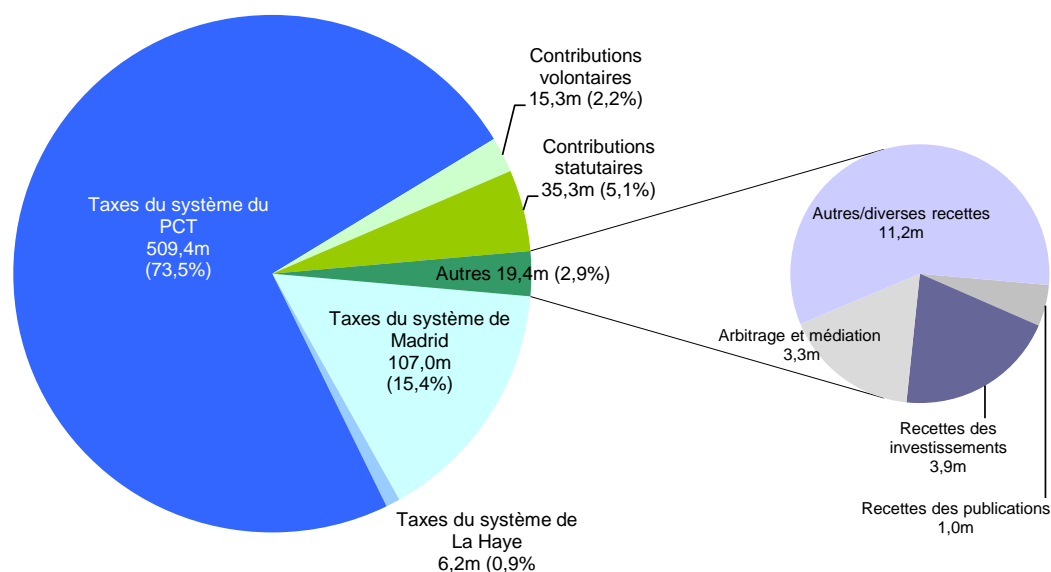
(en millions de francs suisses)	
Augmentation des débiteurs du PCT	6,1
Augmentation des recettes différées provenant des taxes	-12,7
Augmentation des recettes différées de la FIPOI	-1,8
	<u><u>-8,4</u></u>

- Le résultat pour l'exercice biennal sur la base des normes IPSAS inclut la charge d'amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile. Le coût total de l'amortissement pour l'exercice biennal a été de 16 millions de francs suisses.
- Les normes IPSAS exigent que les prestations au personnel qui n'ont pas encore été payées soient comptabilisées sous la forme d'obligations de l'Organisation. Les ajustements IPSAS alignent le montant total du passif comptabilisé dans les états financiers sur les calculs de ce passif effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux qui sont effectués par des actuaires externes. Durant l'exercice biennal 2012-2013, ces ajustements IPSAS ont augmenté les dépenses de personnel d'un montant total de 2,7 millions de francs suisses. Les ajustements IPSAS nécessaires durant l'exercice biennal subissent l'effet de l'imputation sur le budget des coûts des postes, appliquée conformément au paragraphe 26 du programme et budget de l'OMPI pour l'exercice biennal 2012-2013. Cette imputation budgétaire entraîne la constitution d'une provision, ce qui réduit l'ajustement IPSAS nécessaire pour comptabiliser dans les états financiers de l'OMPI les engagements au titre des passifs liés aux prestations au personnel après la cessation de service.
- En vertu des normes IPSAS, les coûts liés à la construction comme à l'amélioration de bâtiments sont comptabilisés. Cela réduit les dépenses de l'exercice biennal 2012-2013 de 34,0 millions de francs suisses. De même, l'acquisition de certains matériels et logiciels est elle aussi comptabilisée, ce qui réduit les dépenses de l'exercice biennal de 3,7 millions de francs suisses
- D'autres différences sur une base comptable concernent principalement l'investissement foncier dans l'immeuble de l'Union de Madrid appartenant à l'Organisation, qui est comptabilisé à sa juste valeur dans les états financiers selon les normes IPSAS. Une réévaluation faite le 31 décembre 2012 de cet immeuble a eu pour résultat une augmentation de la juste valeur de 0,5 million de francs suisses, ce qui a eu un impact correspondant sur l'excédent pour l'exercice biennal.

## Recettes

Le graphique ci-dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des recettes pour l'exercice biennal 2012-2013 :

Composition des recettes en 2012-2013 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l'application des normes IPSAS qui sont apportés aux recettes ont essentiellement une incidence sur les taxes du système PCT en raison de l'augmentation des recettes différées, et le report des recettes provenant des contributions volontaires.

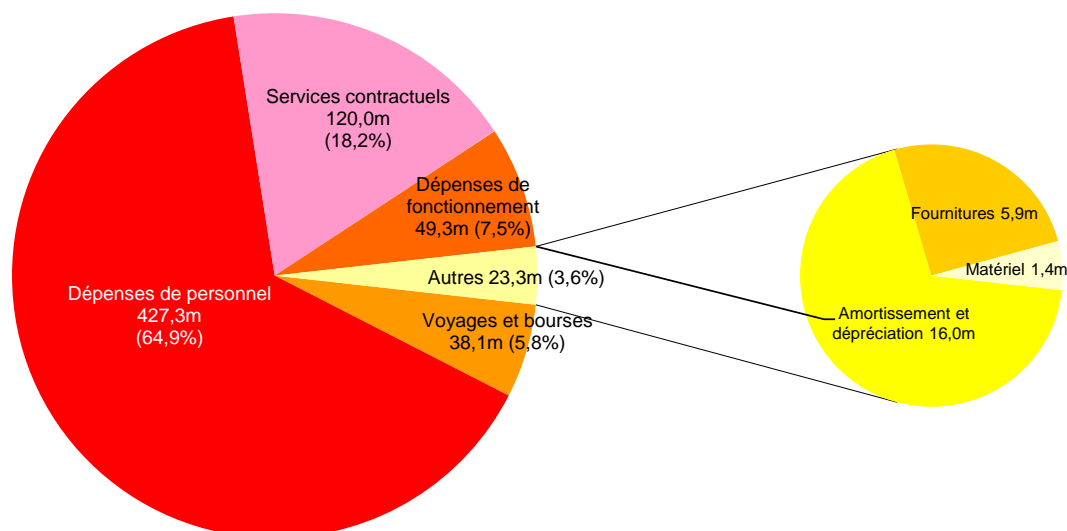
Détail des recettes en 2012-2013 sur la base des normes IPSAS

	Programme et budget	Comptes spéciaux	Projets financés sur les réserves	Ajustements IPSAS	Total
			(en milliers de francs suisses)		
<b>RECETTES</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2012-2013</b>
Contributions statutaires	35 100	-	-	205	35 305
Contributions volontaires	-	19 083	-	-3 796	15 287
Recettes des publications	1 035	-	-	-	1 035
Recettes des investissements	3 401	14	-	469	3 884
Taxes du système du PCT	514 947	-	-	-5 531	509 416
Taxes du système de Madrid	107 956	-	-	-957	106 999
Taxes du système de La Haye	6 298	-	-	-60	6 238
Autres taxes	12	-	-	-	12
<b>Sous-total des taxes</b>	<b>629 213</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-6 548</b>	<b>622 665</b>
Arbitrage et médiation	3 272	-	-	-	3 272
Gain (perte) de change	-1 807	3	-	-	-1 804
Frais administratifs	1 427	-	-	-1 427	-
Autres/diverses recettes	9 090	-	3 803	68	12 961
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>680 731</b>	<b>19 100</b>	<b>3 803</b>	<b>-11 029</b>	<b>692 605</b>

## Dépenses

Le graphique ci-dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des dépenses pour l'exercice biennal 2012-2013 :

Composition des dépenses en 2012-2013 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l'application des normes IPSAS qui sont apportés aux dépenses sont principalement la comptabilisation des dépenses de construction (à noter que cela a une incidence sur plusieurs catégories de dépenses dont les travaux de construction, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel et les services contractuels) et la charge de dépréciation et d'amortissement.

Détail des dépenses en 2012-2013 sur la base des normes IPSAS

DÉPENSES	Programme et budget	Comptes spéciaux	Projets financés sur les réserves	Ajustements IPSAS	Total
	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013
(en milliers de francs suisses)					
Dépenses de personnel	413 393	4 543	8 178	1 167	427 281
Voyages et bourses	30 920	6 240	936	-10	38 086
Services contractuels	111 061	2 489	8 324	-1 882	119 992
Dépenses de fonctionnement	49 958	341	20 874	-21 896	49 277
Fournitures	5 111	78	1 332	-604	5 917
Matériel	1 344	144	885	-937	1 436
Construction	24	-	8 619	-8 643	-
Amortissement et dépréciation	-	-	-	15 997	15 997
Frais administratifs	-	1 560	-	-1 560	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>611 811</b>	<b>15 395</b>	<b>49 148</b>	<b>-18 368</b>	<b>657 986</b>



## Résultats financiers par segment

La plupart des recettes sont comptabilisées par union dans les comptes de l'OMPI. Les recettes provenant des intérêts perçus ont été réparties entre les unions sur la base des réserves de liquidités totales et les recettes courantes. Les dépenses sont comptabilisées selon le programme puis réattribuées aux diverses unions sur la base d'une méthode acceptée par l'Assemblée générale de l'OMPI dans le cadre de l'adoption du programme et budget de l'OMPI pour l'exercice biennal 2012-2013.

Tous les frais sont répartis entre les unions qui composent les segments sur la base de la méthode de répartition approuvée. Les dépenses pour le segment des comptes spéciaux relatifs aux contributions volontaires versées à l'Organisation sont comptabilisées en tant que coûts réels. Les seuls frais intersegments représentent les coûts d'appui aux programmes encourus par les unions à l'appui des comptes spéciaux. Les coûts d'appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d'un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l'accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire.

Performance financière par segment en 2012-2013		UNIONS						Comptes spéciaux	Total
Programme	Titre du programme	Contribution financée	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne			
(en milliers de francs suisses)									
<b>RECETTES</b>									
	Contributions	35 100	-	-	-	-	19 083	54 183	
	Taxes	-	514 947	107 956	6 298	12	-	629 213	
	Intérêts	220	1 740	1 438	3	-	14	3 415	
	Publications	105	782	136	12	-	-	1 035	
	Autres recettes+UPOV	1 680	1 681	1 988	1 681	1 680	3	8 713	
	Arbitrage	170	2 075	981	40	6	-	3 272	
	<b>Sous-total des recettes sur une base budgétaire</b>	<b>37 275</b>	<b>521 225</b>	<b>112 499</b>	<b>8 034</b>	<b>1 698</b>	<b>19 100</b>	<b>699 831</b>	
	Diverses recettes provenant des projets financés sur les réserves	475	2 693	627	4	4	-	3 803	
	Ajustements IPSAS aux recettes	158	-5 777	-120	-65	-4	-5 221	-11 029	
	<b>Total des recettes</b>	<b>37 908</b>	<b>518 141</b>	<b>113 006</b>	<b>7 973</b>	<b>1 698</b>	<b>13 879</b>	<b>692 605</b>	
<b>DÉPENSES</b>									
01	Droit des brevets	341	4 312	167	-	-	-	4 820	
02	Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	982	405	3 197	728	-	-	5 312	
03	Droit d'auteur et droits connexes	14 376	3 588	377	-	-	-	18 341	
04	Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	6 342	-	-	-	-	-	6 342	
05	Système du PCT	-	174 155	-	-	-	-	174 155	
06	Systèmes de Madrid et de Lisbonne	-	-	48 475	45	932	-	49 452	
07	Arbitrage, médiation et noms de domaine	510	6 223	2 944	118	20	-	9 815	
08	Coordination du Plan d'action pour le développement	72	2 959	310	-	-	-	3 341	
09	Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	688	28 756	3 028	-	-	-	32 472	
10	Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	131	5 473	576	-	-	-	6 180	
11	Académie de l'OMPI	247	10 219	1 074	-	-	-	11 540	
12	Classifications internationales et normes	368	6 583	184	61	-	-	7 196	
13	Bases de données mondiales	-	3 764	418	-	-	-	4 182	
14	Services d'accès à l'information et aux savoirs	121	6 189	1 343	97	6	-	7 756	
15	Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	171	7 122	749	-	-	-	8 042	
16	Économie et statistiques	105	4 419	466	-	-	-	4 990	
17	Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	59	2 482	262	-	-	-	2 803	
18	Propriété intellectuelle et défis mondiaux	151	6 275	660	-	-	-	7 086	
19	Communications	343	14 265	1 501	-	-	-	16 109	
20	Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	203	8 552	902	-	-	-	9 657	
21	Direction générale	925	13 556	3 335	390	52	-	18 258	
22	Gestion des programmes et des ressources	979	14 339	3 529	413	54	-	19 314	
23	Gestion et mise en valeur des ressources humaines	1 084	15 878	3 908	457	60	-	21 387	
24	Services d'appui administratif	1 957	28 708	7 065	826	109	-	38 665	
25	Techniques de l'information et de la communication	2 473	36 265	10 557	1 147	138	-	50 580	
26	Supervision interne	238	3 480	856	100	13	-	4 687	
27	Services de conférence et services linguistiques	1 883	27 527	6 773	791	105	-	37 079	
28	Sécurité	559	8 185	2 015	236	31	-	11 026	
29	Projets de construction	360	5 259	1 294	151	20	-	7 084	
30	Petites et moyennes entreprises et innovation	153	6 368	670	-	-	-	7 191	
31	Système de La Haye	-	-	-	6 949	-	-	6 949	
	<b>Sous-total des dépenses sur une base budgétaire</b>	<b>35 821</b>	<b>455 306</b>	<b>106 635</b>	<b>12 509</b>	<b>1 540</b>	<b>-</b>	<b>611 811</b>	
	Financées sur les réserves	4 672	31 161	11 584	1 688	43	-	49 148	
	Comptes spéciaux	-	-	-	-	-	15 395	15 395	
	Ajustements IPSAS aux dépenses	-3 011	-12 014	-2 090	260	3	-1 516	-18 368	
	<b>Total des dépenses</b>	<b>37 482</b>	<b>474 453</b>	<b>116 129</b>	<b>14 457</b>	<b>1 586</b>	<b>13 879</b>	<b>657 986</b>	
	<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>426</b>	<b>43 688</b>	<b>-3 123</b>	<b>-6 484</b>	<b>112</b>	<b>-</b>	<b>34 619</b>	

## ÉTAT DE LA POSITION FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT

(en milliers de francs suisses)

	OMPI - Programme et budget (budget ordinaire)		FITSW - Comptes spéciaux (contributions volontaires)		WISP - Projets financés sur les réserves		Ajustements IPSAS		Consolidé	
	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2011 (restructuré)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2011 (restructuré)
<b>ACTIF</b>										
<b>Actifs courants</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	393 859	368 360	16 057	11 378	-	-	-	-	409 916	379 738
Comptes clients (opération sans contrepartie directe)	2 266	2 754	-	-	-	-	411	-928	2 677	1 826
Comptes clients (opération avec contrepartie directe)	9 658	11 992	2	26	7 382	137	62 707	56 274	79 749	68 429
Stocks	-	-	-	-	-	-	2 141	2 437	2 141	2 437
Autres actifs courants	170 531	163 869	-1 828	-1 090	-168 703	-162 779	-	-	-	-
<b>Total des actifs courants</b>	<b>576 314</b>	<b>546 975</b>	<b>14 231</b>	<b>10 314</b>	<b>-161 321</b>	<b>-162 642</b>	<b>65 259</b>	<b>57 783</b>	<b>494 483</b>	<b>452 430</b>
<b>Actifs non courants</b>										
Équipements	-	-	-	-	-	-	2 324	3 730	2 324	3 730
Immeubles de placement	-	3 395	-	-	-	-	4 785	921	4 785	4 316
Actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	29 161	27 330	29 161	27 330
Terrains et constructions	28 810	25 415	-	-	137 419	137 418	193 878	175 932	360 107	338 765
Comptes clients (opération sans contrepartie directe)	6 518	6 801	-	-	-	-	-6 159	-6 320	359	481
Autres actifs non courants	9 623	10 000	-	-	-	-	-308	-	9 315	10 000
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>44 951</b>	<b>45 611</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>137 419</b>	<b>137 418</b>	<b>223 681</b>	<b>201 593</b>	<b>406 051</b>	<b>384 622</b>
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b>621 265</b>	<b>592 586</b>	<b>14 231</b>	<b>10 314</b>	<b>-23 902</b>	<b>-25 224</b>	<b>288 940</b>	<b>259 376</b>	<b>900 534</b>	<b>837 052</b>
<b>PASSIF</b>										
<b>Passifs courants</b>										
Comptes de créanciers	20 678	17 169	88	54	10 482	10 951	37	60	31 285	28 234
Prestations au personnel	-19 835	-19 482	222	152	-54	-	37 205	34 589	17 538	15 259
Montants à payer	60 679	64 200	-	-	-	-	17 938	-	78 617	64 200
Avances clients	33 383	30 284	12 600	11 776	-	-	183 118	184 008	229 101	226 068
Emprunts exigibles dans l'année	5 258	5 258	-	-	-	-	-	-	5 258	5 258
Provisions	1 009	2 422	-	-	-	-	-	-	1 009	2 422
Autres passifs courants	54 862	52 071	-	-	-	-	-	-	54 862	52 071
<b>Total des passifs courants</b>	<b>156 034</b>	<b>151 922</b>	<b>12 910</b>	<b>11 982</b>	<b>10 428</b>	<b>10 951</b>	<b>238 298</b>	<b>218 657</b>	<b>417 670</b>	<b>393 512</b>
<b>Passifs non courants</b>										
Prestations au personnel	77 838	64 485	-	-	-	-	55 089	55 102	132 927	119 587
Emprunts exigibles après une année	139 237	149 753	-	-	-	-	-	-	139 237	149 753
Encaissements par anticipation	-	-	-	-	-	-	1 881	-	1 881	-
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>217 075</b>	<b>214 238</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>56 970</b>	<b>55 102</b>	<b>274 045</b>	<b>269 340</b>
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b>373 109</b>	<b>366 160</b>	<b>12 910</b>	<b>11 982</b>	<b>10 428</b>	<b>10 951</b>	<b>295 268</b>	<b>273 759</b>	<b>691 715</b>	<b>662 852</b>
Cumul des excédents/(déficit) (restructuré)	239 814	218 084	1 321	-1 668	-34 330	-36 175	-21 374	-29 429	185 431	150 812
Fonds de roulement	8 342	8 342	-	-	-	-	-	-	8 342	8 342
Écart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	15 046	15 046	15 046	15 046
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>248 156</b>	<b>226 426</b>	<b>1 321</b>	<b>-1 668</b>	<b>-34 330</b>	<b>-36 175</b>	<b>-6 328</b>	<b>-14 383</b>	<b>208 819</b>	<b>174 200</b>

## ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT

(en milliers de francs suisses)

	OMPI - Programme et budget (budget ordinaire)		FITSW - Comptes spéciaux (contributions volontaires)		WISP - Projets financés sur les réserves		Ajustements IPSAS		Consolidé		TOTAL 2012-2013
	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 (restructuré)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 (restructuré)	
<b>RECETTES</b>											
Contributions statutaires	17 551	17 549	-	-	-	-	163	42	17 714	17 591	35 305
Contributions volontaires	-	-	8 910	10 173	-	-	-1 360	-2 436	7 550	7 737	15 287
Recettes des publications	405	630	-	-	-	-	-	-	405	630	1 035
Recettes des investissements	2 075	1 326	5	9	-	-	-	469	2 080	1 804	3 884
Taxes du système du PCT	252 936	262 011	-	-	-	-	4 526	-10 057	257 462	251 954	509 416
Taxes de l'Arrangement de Madrid	55 200	52 756	-	-	-	-	201	-1 158	55 401	51 598	106 999
Taxes de l'Arrangement de La Haye	3 215	3 083	-	-	-	-	-13	-47	3 202	3 036	6 238
Autres taxes	8	4	-	-	-	-	-	-	8	4	12
Sous-total, taxes	311 359	317 854	-	-	-	-	4 714	-11 262	316 073	306 592	622 665
Arbitrage et médiation	1 629	1 643	-	-	-	-	-	-	1 629	1 643	3 272
Gains de change	-956	-851	24	-21	-	-	-	-	-932	-872	-1 804
Frais administratifs	722	705	-	-	-	-	-722	-705	-	-	-
Autres recettes	6 884	2 206	-	-	-	3 803	208	-140	7 092	5 869	12 961
Sous-total, divers	6 650	2 060	24	-21	-	3 803	-514	-845	6 160	4 997	11 157
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>339 669</b>	<b>341 062</b>	<b>8 939</b>	<b>10 161</b>	<b>-</b>	<b>3 803</b>	<b>3 003</b>	<b>-14 032</b>	<b>351 611</b>	<b>340 994</b>	<b>692 605</b>
<b>DÉPENSES</b>											
Dépenses de personnel	214 228	199 165	2 064	2 479	4 132	4 046	-5 967	7 134	214 457	212 824	427 281
Voyages et bourses	16 821	14 099	3 131	3 109	555	381	-7	-3	20 500	17 586	38 086
Services contractuels	61 441	49 620	1 453	1 036	4 004	4 320	-1 881	-1	65 017	54 975	119 992
Frais de fonctionnement	25 906	24 052	140	201	19 851	1 023	-21 409	-487	24 488	24 789	49 277
Fournitures	2 455	2 656	45	33	856	476	-91	-513	3 265	2 652	5 917
Matériel et mobilier	871	473	63	81	712	173	-787	-150	859	577	1 436
Construction	11	13	-	-	4 220	4 399	-4 231	-4 412	-	-	-
Amortissements et dépréciation	-	-	-	-	-	-	7 893	8 104	7 893	8 104	15 997
Frais administratifs	-	-	722	838	-	-	-722	-838	-	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>321 733</b>	<b>290 078</b>	<b>7 618</b>	<b>7 777</b>	<b>34 330</b>	<b>14 818</b>	<b>-27 202</b>	<b>8 834</b>	<b>336 479</b>	<b>321 507</b>	<b>657 986</b>
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE</b>	<b>17 936</b>	<b>50 984</b>	<b>1 321</b>	<b>2 384</b>	<b>-34 330</b>	<b>-11 015</b>	<b>30 205</b>	<b>-22 866</b>	<b>15 132</b>	<b>19 487</b>	<b>34 619</b>

## CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

## Tableau 8 et tableau 8bis Contributions selon le système de contribution unique

## Base de calcul des contributions

La contribution de chaque État membre est calculée sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l'OMPI et les assemblées compétentes de certaines unions administrées par l'OMPI concernant le système de contribution unique (voir les paragraphes 166 et 167 du document A/39/15).

## Calcul des contributions

Les montants des contributions, pour l'exercice biennal 2012-2013, ont été approuvés le 5 octobre 2011 par les assemblées des États membres de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI (voir le paragraphe 207 du document A/49/18).

Tableau 8. Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2012

			États membres d'une ou de plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
Classe	Unités	a) Montant à recouvrer par l'État; en francs suisses	b) Nombre d'États par classe	c) a) x b); en francs suisses	d) Nombre d'États par classe	e) a) x d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7,5	341 842	6	2 051 052	-	-
V	5	227 895	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	28	319 060	1	11 395
S	0,125	5 697	23	131 031	-	-
Sbis	0,0625	2 849	40	113 960	1	2 849
Ster	0,03125	1 424	38	54 112	5	7 120
			178	17 527 966	7	21 364

Classe États (au 1<sup>er</sup> janvier 2012)

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie
IX	États membres d'unions :	Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Ouzbékistan, Qatar, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)
	État non membre d'unions :	Koweït

**Classe États (au 1<sup>er</sup> janvier 2012)**

S	États membres d'unions :	Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, Guatemala, Iraq, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
	États non membre d'unions :	Maldives
Ster	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Myanmar, Somalie

Tableau 8bis. Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2013

Classe	Unités	a) Montant à recouvrer par l'État; en francs suisses	États membres d'une ou de plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
			b) Nombre d'États par classe	c) a) x b); en francs suisses	d) Nombre d'États par classe	e) a) x d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7,5	341 842	6	2 051 052	-	-
V	5	227 895	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	28	319 060	1	11 395
S	0,125	5 697	23	131 031	-	-
Sbis	0,0625	2 849	40	113 960	1	2 849
Ster	0,03125	1 424	39	55 536	5	7 120
			179	17 529 390	7	21 364

**Classe États (au 1<sup>er</sup> janvier 2013)**

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie

## Rapport de gestion financière 2012-2013

### Classe États (au 1<sup>er</sup> janvier 2013)

IX	États membres d'unions :	Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Ouzbékistan, Qatar, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)
	États non membres d'unions :	Koweït
S	États membres d'unions :	Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, Guatemala, Iraq, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
	États non membres d'unions :	Maldives
Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
	États non membres d'unions :	Maldives
Ster	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Myanmar, Somalie

**Tableau 9 Contributions à recouvrer au 31 décembre 2013 et arriérés des contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)**

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Afghanistan		Pas d'arriérés		
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne		Pas d'arriérés		
Andorre		Pas d'arriérés		
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine		Pas d'arriérés		
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas		Pas d'arriérés		
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés	-	
Bélarus		Pas d'arriérés	-	
Belgique		Pas d'arriérés		
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin		Pas d'arriérés		
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie (État plurinational de)	Unique	05+06+07+08+09+10+11+12+13		25 641
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Bésil	Unique	13*		19 633
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Paris gelé	78+79+80+81+82+83+84+85+86+87 +88+89	214 738	
	Berne gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	136 129	350 867
Burundi	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89	214 738	258 345
Cabo Verde		Pas d'arriérés		
Cambodge		Pas d'arriérés		
Cameroun		Pas d'arriérés		
Canada		Pas d'arriérés		
Chili		Pas d'arriérés		
Chine		Pas d'arriérés		
Chypre		Pas d'arriérés		
Colombie		Pas d'arriérés		
Comores	Unique	06+07+08+09+10+11+12+13		11 392
Congo		Pas d'arriérés		

**Rapport de gestion financière 2012-2013**

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Costa Rica		Pas d'arriérés		
Côte d'Ivoire	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	64 223	
	Paris	92*+93	20 800	
	Berne	92+93	15 434	100 457
Croatie	Unique	12+13		45 578
Cuba		Pas d'arriérés		
Danemark		Pas d'arriérés		
Djibouti	Unique	12+13		2 848
Dominique	Unique	10+11+12+13		11 396
Égypte		Pas d'arriérés		
El Salvador		Pas d'arriérés		
Émirats arabes unis		Pas d'arriérés		
Équateur		Pas d'arriérés		
Érythrée		Pas d'arriérés		
Espagne		Pas d'arriérés		
Estonie		Pas d'arriérés		
États-Unis d'Amérique	Unique	13		1 139 475
Éthiopie		Pas d'arriérés		
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés		
Fédération de Russie		Pas d'arriérés		
Fidji		Pas d'arriérés		
Finlande		Pas d'arriérés		
France		Pas d'arriérés		
Gabon	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	64 223	
	Paris	87+88+89+90+91+92+93	147 687	
	Berne	86*+87+88+89+90+91+92+93	89 847	301 757
Gambie	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89		55 250
Géorgie		Pas d'arriérés		
Ghana		Pas d'arriérés		
Grèce		Pas d'arriérés		
Grenade	Unique	10+11+12+13		11 396
Guatemala		Pas d'arriérés		
Guinée	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	83+84+85+86+87+88+89	148 779	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	281 139
Guinée-Bissau	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	89	23 213	
	Berne	92+93	3 858	70 678
Guinée équatoriale	Unique	12+13		2 848
Guyana		Pas d'arriérés		
Haïti	Unique	13	1 424	
	Paris gelé	79*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	347 037	348 461
Honduras	Unique	11+12+13		8 547



État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Hongrie		Pas d'arriérés		
Inde		Pas d'arriérés		
Indonésie		Pas d'arriérés		
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés		
Iraq	Unique	13		5 697
Irlande		Pas d'arriérés		
Islande		Pas d'arriérés		
Israël		Pas d'arriérés		
Italie		Pas d'arriérés		
Jamaïque		Pas d'arriérés		
Japon		Pas d'arriérés		
Jordanie		Pas d'arriérés		
Kazakhstan		Pas d'arriérés		
Kenya		Pas d'arriérés		
Kirghizistan		Pas d'arriérés		
Koweït		Pas d'arriérés		
Lesotho		Pas d'arriérés		
Lettonie		Pas d'arriérés		
Liban <sup>1</sup>	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+13	52 127	187 553
	Paris	91+92+93	39 569	
	Berne	90*+91+92+93	90 425	
	Nice	90+91+92+93	5 432	
Libéria		Pas d'arriérés		
Libye	Unique	13*		7 000
Liechtenstein		Pas d'arriérés		
Lituanie		Pas d'arriérés		
Luxembourg		Pas d'arriérés		
Madagascar		Pas d'arriérés		
Malaisie		Pas d'arriérés		
Malawi		Pas d'arriérés		
Maldives		Pas d'arriérés		
Mali	Unique	11*+12+13	3 018	299 321
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ +87+88+89	163 926	
Malte		Pas d'arriérés		
Maroc		Pas d'arriérés		
Maurice		Pas d'arriérés		
Mauritanie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	420 805
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ 87+88+89	219 120	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84 +85+86+87+ 88+89	150 618	
Mexique		Pas d'arriérés		
Micronésie (États fédérés de)	Unique	05*+06+07+08+09+10+11+12+13		23 045
Monaco		Pas d'arriérés		
Mongolie		Pas d'arriérés		

<sup>1</sup> Calendrier des paiements établi en juillet 2006 pour le règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et selon le système de contribution unique en 10 paiements annuels.

**Rapport de gestion financière 2012-2013**

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Monténégro		Pas d'arriérés		
Mozambique		Pas d'arriérés		
Myanmar		Pas d'arriérés		
Namibie		Pas d'arriérés		
Népal	Unique	13		1 424
Nicaragua	Unique	12*+13		3 082
Niger	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90*+91+92+93	10 972	
	Paris gelé	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	109 915	337 775
Nigéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	318 886	
	Paris	92*+93	160 629	479 515
Norvège		Pas d'arriérés		
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés		
Oman		Pas d'arriérés		
Ouganda	Unique	13	1 424	
	Paris gelé	81*+82+83+84 +85+86+87+88+89	168 885	170 309
Ouzbékistan		Pas d'arriérés		
Pakistan		Pas d'arriérés		
Panama		Pas d'arriérés		
Papouasie-Nouvelle-Guinée		Pas d'arriérés		
Paraguay	Unique	13*		133
Pays-Bas	Unique	13*		4 647
Pérou		Pas d'arriérés		
Philippines		Pas d'arriérés		
Pologne		Pas d'arriérés		
Portugal		Pas d'arriérés		
Qatar	Unique	13		11 395
République arabe syrienne		Pas d'arriérés		
République centrafricaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+ 88+89	273 509	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	439 434
République de Corée		Pas d'arriérés		
République démocratique du Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	30 331	
	Paris	90+91+92+93	159 959	
	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200	
	Berne	90+91+92+93	90 326	
	Berne gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	1 081 831
République démocratique populaire lao		Pas d'arriérés		
République de Moldova		Pas d'arriérés		
République dominicaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13	98 399	
	Paris	70*+71+72+73+74+75+76 +77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89+90+91+92+93	937 794	1 036 193

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés		
République tchèque		Pas d'arriérés		
République-Unie de Tanzanie	Paris gelé	84*+85+86+87+88+89		119 223
Roumanie		Pas d'arriérés		
Royaume-Uni		Pas d'arriérés		
Rwanda	Unique	13		1 424
Sainte-Lucie		Pas d'arriérés		
Saint-Kitts-et-Nevis		Pas d'arriérés		
Saint-Marin		Pas d'arriérés		
Saint-Siège		Pas d'arriérés		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		Pas d'arriérés		
Samoa		Pas d'arriérés		
Sao Tomé-et-Principe		Pas d'arriérés		
Sénégal		Pas d'arriérés		
Serbie	Paris Berne Nice Locarno	93* 91+92+93 93 93	79 996 135 984 6 447 2 247	224 674
Seychelles		Pas d'arriérés		
Sierra Leone		Pas d'arriérés		
Singapour		Pas d'arriérés		
Slovaquie		Pas d'arriérés		
Slovénie		Pas d'arriérés		
Somalie	Unique OMPI OMPI gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 90+91+92+93 83+84+85+86+87+88+89	30 331 4 452 55 250	90 033
Soudan		Pas d'arriérés		
Sri Lanka		Pas d'arriérés		
Suède		Pas d'arriérés		
Suisse		Pas d'arriérés		
Suriname		Pas d'arriérés		
Swaziland	Unique	13		2 849
Tadjikistan		Pas d'arriérés		
Tchad	Unique Paris Paris gelé Berne Berne gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 90+91+92+93 71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89 90+91+92+93 72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89	30 331 13 276 250 957 7 460 156 387	458 411
Thaïlande		Pas d'arriérés		
Togo	Unique Paris gelé Berne gelé	02*+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 84+85+86+87+88+89 83*+84+85+86+87+88+89	16 504 132 377 87 785	236 666
Tonga		Pas d'arriérés		
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés		
Tunisie		Pas d'arriérés		
Turkménistan		Pas d'arriérés		
Turquie		Pas d'arriérés		

## Rapport de gestion financière 2012-2013

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)
Ukraine		Pas d'arriérés	
Uruguay		Pas d'arriérés	
Vanuatu		Pas d'arriérés	
Venezuela (République bolivarienne du)	Unique	11*+12+13	32 921
Viet Nam		Pas d'arriérés	
Yémen	OMPI gelé	87*+88+89	19 142
Zambie		Pas d'arriérés	
Zimbabwe	Unique	13*	368
Total incluant :			
contributions à recouvrer			4 384 760
arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)			4 355 818
TOTAL			8 740 578

\* Paiement partiel

\*\* Les montants des contributions étaient dus jusqu'en 1993 conformément aux décisions des unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno et de Vienne, et depuis 1994 selon le système de contribution unique. Conformément aux décisions prises par les Assemblées des unions de Paris et de Berne et par la Conférence de l'OMPI à leurs sessions de 1991, les montants des arriérés de contributions de tous les pays les moins avancés (PMA) pour les années antérieures à 1990 sont placés sur un compte spécial, dont le montant a été gelé jusqu'au 31 décembre 1989. Ces montants sont désignés respectivement par les expressions "Paris gelé", "Berne gelé" et "OMPI gelé".

### Total des contributions à recouvrer

(à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé))

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris	1 637 062
Union de Berne	463 174
Union de Nice	11 879
Union de Locarno	2 247
Convention instituant l'OMPI	4 452
Contribution unique	2 265 946
Total	4 384 760

### Contributions à recouvrer des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris	2 924 250
Union de Berne	1 301 926
Convention instituant l'OMPI	129 642
Total	4 355 818

Tableau 10 Contributions reçues d'avance

	en francs suisses
<i>Contributions pour 2014 déjà reçues au 31 décembre 2013</i>	
Angola	1 424
Australie	683 685
Autriche	7 063
Bélarus	9 454
Bénin	121
Bhoutan	1 424
Bulgarie	91 158
Cabo Verde	2 849
Cameroun	2 849
Congo	2 849
Costa Rica	3 429
Équateur	5 697
Fidji	2 849
Kazakhstan	11 395
Kiribati	1 292
Panama	1 801
République tchèque	136 737
Seychelles	37
Suisse	683 685
Suriname	2 849
<b>Total</b>	<b>1 652 647</b>
<i>Contributions reçues pour 2015 et les années suivantes</i>	
Angola	44 360
Cabo Verde	562
Cameroun	29 119
Congo	32 025
Équateur	1 462
Suriname	173 083
<b>Sous-total</b>	<b>280 611</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 933 258</b>

Tableau 11 Fonds de roulement au 31 décembre 2013

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Afrique du Sud	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Algérie	Paris	22 533	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
Allemagne	Paris	300 426	
	Berne	102 019	
	IPC	105 871	
	Nice	18 822	
	Locarno	2 045	
	PCT	222 900	
	Madrid	339 000	
Argentine	Paris	66 895	
	Berne	29 148	
Australie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	91 000	
Autriche	Paris	75 110	
	Berne	8 744	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	PCT	19 250	
	Madrid	84 800	
Bahamas	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Barbade	Paris	1 882	
Belgique	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	9 800	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Bénin	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
Brésil	Paris	93 593	
	Berne	43 722	
	IPC	15 283	
	PCT	4 200	
Bulgarie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	PCT	200	
Burkina Faso	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Burundi	Paris	7 508	7 508

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Cameroun	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Canada	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
Chili	Berne	8 744	
Chine	Paris	28 250	
Chypre	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Congo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Costa Rica	Berne	2 915	
Côte d'Ivoire	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Cuba	Paris	22 533	
Danemark	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	41 000	
Égypte	Paris	22 533	
	Berne	2 915	
	IPC	6 701	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Espagne	Paris	75 110	
	Berne	58 296	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
	La Haye	18 840	
États-Unis d'Amérique	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	754 900	
Fédération de Russie	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	24 750	
	Madrid	211 800	
Fidji	Berne	2 915	
Finlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	34 200	

Rapport de gestion financière 2012-2013

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
France	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	110 700	
	Madrid	211 800	
	La Haye	47 102	
Gabon	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Ghana	Paris	7 508	
Grèce	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Guinée	Paris	7 508	7 508
	Berne	2 915	2 915
Haïti	Paris	14 903	
Hongrie	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
	Nice	2 354	
	Locarno	681	
	PCT	22 150	
	Madrid	42 200	
Inde	Berne	29 148	
Indonésie	Paris	22 533	
	La Haye	5 652	
Iran (République islamique d')	Paris	22 533	
Iraq	Paris	22 533	
Irlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
Islande	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Israël	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	IPC	8 691	
	Nice	1 412	
Italie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	3 409	
	PCT	16 500	
	Madrid	127 200	
Japon	Paris	187 765	
	Berne	58 296	
	IPC	72 435	
	PCT	194 600	
Jordanie	Paris	7 508	
Kenya	Paris	22 533	



État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Liban	Paris	20 646	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
Liechtenstein	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
	PCT	1 500	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Luxembourg	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	650	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Lybie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Madagascar	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Malawi	Paris	7 508	
Mali	Paris	3 812	
	Berne	2 915	
Malte	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Maroc	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Maurice	Paris	7 508	
Mauritanie	Paris	7 508	384
	Berne	2 915	
	PCT	50	
Mexique	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Monaco	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	200	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Mongolie	Paris	1 882	
Niger	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Nigéria	Paris	22 533	

Rapport de gestion financière 2012-2013

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Norvège	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	21 750	
Nouvelle-Zélande	Paris	37 556	
	Berne	14 574	
Ouganda	Paris	7 508	
Pakistan	Berne	8 744	
Pays-Bas	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 903	
	PCT	20 350	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Philippines	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Pologne	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Portugal	Paris	75 110	
	Berne	14 574	
	IPC	28 977	
	Madrid	84 800	
	Nice	4 707	
République arabe syrienne	Paris	22 533	
République centrafricaine	Paris	7 508	943
	Berne	2 915	
République de Corée	Paris	22 533	
	PCT	3 700	
République démocratique du Congo	Paris	22 533	14 057
	Berne	8 744	1 727
République dominicaine	Paris	22 533	
République populaire démocratique de Corée	Paris	7 508	
République tchèque	Paris	50 073	
	Berne	19 432	
	IPC	19 318	
	Nice	3 138	
	Locarno	910	
	Madrid	56 533	
République-Unie de Tanzanie	Paris	14 903	
Roumanie	Paris	33 788	
	Berne	8 744	
	PCT	550	
	Madrid	84 800	
Royaume-Uni	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	168 000	

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Rwanda	Paris	2 849	
Saint-Marin	Paris	22 533	
	Madrid	25 400	
Saint-Siège	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	La Haye	1 884	
Sénégal	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Serbie et Monténégro	Paris	29 927	
	Berne	14 574	
	Nice	2 354	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
Slovaquie	Paris	25 037	
	Berne	9 716	
	IPC	9 659	
	Nice	1 569	
	Locarno	454	
	Madrid	28 267	
Soudan	Paris	2 849	
Sri Lanka	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	PCT	300	
Suède	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	162 800	
Suisse	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	74 000	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Suriname	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	La Haye	1 884	
Tchad	Paris	7 508	6 377
	Berne	2 915	1 980
Thaïlande	Berne	2 915	
Togo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Trinité-et-Tobago	Paris	22 533	

## Rapport de gestion financière 2012-2013

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Tunisie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Turquie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Uruguay	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Venezuela (République bolivarienne du)	Berne	14 574	
Viet Nam	Paris	7 508	
	Madrid	25 400	
	La Haye	1 884	
Zambie	Paris	7 508	
Zimbabwe	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Total		10 749 494	43 399

### Total des fonds de roulement

Union	Montant (en francs suisses)	Facturé* au 31 décembre 2013	Référence
Paris <sup>1</sup>	-	2 000 000,00	AB/VI/23, parag.301 et 302
	1 592 894,11	2 000 000,00	P/A/VIII/3, parag.11.i)
Berne	1 300 000,00	1 300 000,00	AB/VI/23, parag.301 et 302
IPC	1 000 000,00	1 000 000,00	AB/XV/23, parag.178
Nice	160 000,00	160 000,00	AB/VI/23, parag.301 et 302
Locarno <sup>2</sup>	29 494,00	30 000,00	AB/IV/35, parag.152
PCT	2 000 000,00	2 000 000,00	PCT/A/X/3, parag.13.i)
Madrid	2 000 000,00	2 000 000,00	AB/X/32, parag.39.xxi.
La Haye	260 000,00	260 000,00	AB/VI/23, parag.301 et 302
Total	8 342 388,11		

\* Montant historique

### Total des fonds de roulement à recouvrer

Union	Montant (en francs suisses)
Union de Paris	36 777
Union de Berne	6 622
Total	43 399

<sup>1</sup> Le Fonds de roulement de l'Union de Paris a été créé en 1978 et fixé à 2 millions de francs suisses (paragraphe 301 et 302 du document AB/VI/23). L'assemblée de cette union ayant décidé d'utiliser le Fonds de roulement pour couvrir les dépenses exceptionnelles de la Conférence diplomatique pour la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984 et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), elle a aussi décidé, à sa session de 1983, de reconstituer le Fonds de roulement pour un montant maximum de 2 millions de francs suisses (paragraphe 11.i) du document P/A/VIII/3). En conséquence, le Fonds de roulement de l'Union de Paris s'élevait au 31 décembre 2013 à 1 592 894,11 francs.

<sup>2</sup> Le Fonds de roulement de l'Union de Locarno a été créé en 1973 et fixé à 30 000 francs suisses (paragraphe 152 du document AB/IV/35). À la suite de l'adhésion des Pays-Bas et du retrait des États-Unis d'Amérique, le Fonds de roulement de l'Union de Locarno s'élevait au 31 décembre 2013 à 29 494 francs suisses.

## RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE

### Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2012

#### Perception

L'OMPI a perçu, en 2012, la somme de 3 240 900 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

#### Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen; également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émoluments supplémentaires de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 934 Antigua-et-Barbuda, Bonaire, Saint-Eustache et Saba<sup>1</sup>, Liechtenstein<sup>2</sup>
- deux, 28 319 Autriche<sup>3</sup>, Italie, Liechtenstein<sup>4</sup>, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
- trois, 105 058 Allemagne, Autriche<sup>5</sup>, Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint-Marin, Slovaquie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
- quatre, 221 402 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Cuba, Curaçao<sup>1</sup>, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 3 240 900 francs suisses doit être divisée par 1 258 354 [934 + (28 319 x 2) 56 638 + (105 058 x 3) 315 174 + (221 402 x 4) 885 608]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 2,57550737 francs suisses par point de coefficient [3 240 900 : 1 258 354] soit, pour le coefficient

- un, 2,57550737 francs suisses
- deux, 5,15101474 francs suisses
- trois, 7,72652211 francs suisses
- quatre, 10,30202948 francs suisses

<sup>1</sup> Jusqu'au 29 décembre 2010.  
<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 2009.  
<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 2010.  
<sup>4</sup> À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.  
<sup>5</sup> À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

La répartition des émoluments supplémentaires pour 2012 est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 436	10,30202948	35 397,77
Algérie	4 789	10,30202948	49 336,42
Allemagne	13 380	7,72652211	103 380,87
Antigua-et-Barbuda	923	2,57550737	2 377,19
Arménie	3 326	10,30202948	34 264,55
Autriche <sup>3</sup>	19	5,15101474	97,87
Autriche <sup>5</sup>	12 789	7,72652211	98 814,49
Azerbaïdjan	4 422	10,30202948	45 555,57
Bélarus	6 813	10,30202948	70 187,73
Benelux	12 406	7,72652211	95 855,23
Bhoutan	837	10,30202948	8 622,80
Bonaire, Saint-Eustache et Saba <sup>1</sup>	3	2,57550737	7,73
Bosnie-Herzégovine	6 014	10,30202948	61 956,40
Botswana	660	10,30202948	6 799,34
Bulgarie	5 163	10,30202948	53 189,38
Chine	13 052	10,30202948	134 462,09
Chypre	1 164	10,30202948	11 991,56
Croatie	9 637	7,72652211	74 460,49
Cuba	2 142	10,30202948	22 066,95
Curaçao <sup>1</sup>	3	10,30202948	30,91
Égypte	7 588	10,30202948	78 171,80
Espagne	11 412	10,30202948	117 566,76
Ex - République yougoslave de Macédoine	5 961	7,72652211	46 057,80
Fédération de Russie	22 034	10,30202948	226 994,92
France	13 129	7,72652211	101 441,51
Hongrie	9 205	10,30202948	94 830,18
Iran (République islamique d')	2 841	10,30202948	29 268,07
Italie	12 762	5,15101474	65 737,25
Kazakhstan	7 119	10,30202948	73 340,15
Kenya	1 967	10,30202948	20 264,09
Kirghizistan	3 173	10,30202948	32 688,34
Lesotho	936	7,72652211	7 232,02
Lettonie	4 175	7,72652211	32 258,23
Libéria	1 071	10,30202948	11 033,47
Liechtenstein <sup>2</sup>	8	2,57550737	20,60
Liechtenstein <sup>4</sup>	7 801	5,15101474	40 183,07
Lituanie	3 965	7,72652211	30 635,66
Madagascar	731	10,30202948	7 530,78
Maroc	7 914	10,30202948	81 530,26
Monaco	7 137	5,15101474	36 762,79
Mongolie	2 621	10,30202948	27 001,62
Monténégro	6 443	10,30202948	66 375,98
Mozambique	1 344	10,30202948	13 845,93
Namibie	815	10,30202948	8 396,15
Pologne	8 785	10,30202948	90 503,33
Portugal	9 079	10,30202948	93 532,13
République arabe syrienne	1 253	10,30202948	12 908,44
République de Moldova	4 010	10,30202948	41 311,14
République populaire démocratique de Corée	2 921	10,30202948	30 092,23
République tchèque	8 288	10,30202948	85 383,22
Roumanie	7 663	10,30202948	78 944,45
Saint Martin	600	5,15101474	3 090,61
Saint-Marin	3 734	7,72652211	28 850,83
Sao Tomé-et-Principe	445	10,30202948	4 584,40
Serbie	10 683	10,30202948	110 056,58
Sierra Leone	1 020	10,30202948	10 508,07
Slovaquie	7 129	10,30202948	73 443,17
Slovénie	6 524	7,72652211	50 407,83
Soudan	2 034	10,30202948	20 954,33
Suisse	18 422	7,72652211	142 337,99
Swaziland	1 018	10,30202948	10 487,47
Tadjikistan	2 916	10,30202948	30 040,72
Ukraine	9 811	10,30202948	101 073,21
Viet Nam	5 205	10,30202948	53 622,06
Zambie	1 043	10,30202948	10 745,02
Total	355 713		3 240 900,00

## Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2012

### Perception

L'OMPI a perçu, en 2012, la somme de 38 083 700 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 380 837 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

### Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	1 060	Antigua et Barbuda, Bonaire, Saint-Eustache et Saba <sup>1</sup> , Liechtenstein <sup>2</sup>
deux,	29 266	Autriche <sup>3</sup> , Italie, Liechtenstein <sup>4</sup> , Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
trois,	109 080	Allemagne, Autriche <sup>5</sup> , Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin, Slovénie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
quatre,	241 431	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Cuba, Curaçao <sup>1</sup> , Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 38 083 700 francs suisses doit être divisée par 1 352 556 [1 060 + (29 266 x 2) 58 532 + (109 080 x 3) 327 240 + (241 431 x 4) 965 724]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 28,15683787 francs suisses par point de coefficient [38 083 700 : 1 352 556] soit, pour le coefficient :

un,	28,15683787 francs suisses
deux,	56,31367574 francs suisses
trois,	84,47051361 francs suisses
quatre,	112,62735148 francs suisses

<sup>1</sup> Jusqu'au 29 décembre 2010.  
<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 2009.  
<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 2010.  
<sup>4</sup> À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.  
<sup>5</sup> À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

La répartition en 2012 des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 996	112,62735148	450 058,90
Algérie	5 197	112,62735148	585 324,35
Allemagne	13 699	84,47051361	1 157 161,57
Antigua-et-Barbuda	1 049	28,15683787	29 536,52
Arménie	3 706	112,62735148	417 396,96
Autriche <sup>3</sup>	19	56,31367574	1 069,96
Autriche <sup>5</sup>	13 045	84,47051361	1 101 917,85
Azerbaïdjan	5 179	112,62735148	583 297,05
Bélarus	7 433	112,62735148	837 159,10
Benelux	12 593	84,47051361	1 063 737,18
Bhoutan	954	112,62735148	107 446,49
Bonaire, Saint-Eustache et Saba <sup>1</sup>	3	28,15683787	84,47
Bosnie-Herzégovine	6 740	112,62735148	759 108,35
Botswana	839	112,62735148	94 494,35
Bulgarie	5 410	112,62735148	609 313,97
Chine	14 767	112,62735148	1 663 168,10
Chypre	1 387	112,62735148	156 214,14
Croatie	10 426	84,47051361	880 689,58
Cuba	2 339	112,62735148	263 435,38
Curaçao <sup>1</sup>	3	112,62735148	337,88
Égypte	8 405	112,62735148	946 632,89
Espagne	11 715	112,62735148	1 319 429,42
Ex - République yougoslave de Macédoine	6 509	84,47051361	549 818,57
Fédération de Russie	23 841	112,62735148	2 685 148,69
France	13 410	84,47051361	1 132 749,59
Hongrie	9 480	112,62735148	1 067 707,29
Iran (République islamique d')	3 550	112,62735148	399 827,10
Italie	12 958	56,31367574	729 712,61
Kazakhstan	8 158	112,62735148	918 813,93
Kenya	2 364	112,62735148	266 251,06
Kirghizistan	3 528	112,62735148	397 349,30
Lesotho	1 051	84,47051361	88 778,51
Lettonie	4 442	84,47051361	375 218,02
Libéria	1 227	112,62735148	138 193,76
Liechtenstein <sup>2</sup>	8	28,15683787	225,25
Liechtenstein <sup>4</sup>	8 104	56,31367574	456 366,03
Lituanie	4 233	84,47051361	357 563,68
Madagascar	985	112,62735148	110 937,94
Maroc	8 615	112,62735148	970 284,63
Monaco	7 441	56,31367574	419 030,06
Mongolie	3 011	112,62735148	339 120,96
Monténégro	7 022	112,62735148	790 869,26
Mozambique	1 581	112,62735148	178 063,84
Namibie	996	112,62735148	112 176,84
Pologne	9 142	112,62735148	1 029 639,25
Portugal	9 297	112,62735148	1 047 096,49
République arabe syrienne	1 579	112,62735148	177 838,59
République de Moldova	4 401	112,62735148	495 672,97
République populaire démocratique de Corée	3 073	112,62735148	346 103,85
République tchèque	8 577	112,62735148	966 004,79
Roumanie	7 953	112,62735148	895 725,33
Saint Martin	744	56,31367574	41 897,37
Saint-Marin	3 881	84,47051361	327 830,06
Sao Tomé-et-Principe	568	112,62735148	63 972,34
Serbie	11 466	112,62735148	1 291 385,21
Sierra Leone	1 154	112,62735148	129 971,96
Slovaquie	7 374	112,62735148	830 514,09
Slovénie	6 764	84,47051361	571 358,55
Soudan	2 299	112,62735148	258 930,28
Suisse	19 027	84,47051361	1 607 220,46
Swaziland	1 148	112,62735148	129 296,20
Tadjikistan	3 245	112,62735148	365 475,76
Ukraine	10 653	112,62735148	1 199 819,18
Viet Nam	5 830	112,62735148	656 617,46
Zambie	1 244	112,62735148	140 108,43
Total	380 837		38 083 700,00



## Union de Madrid – Total des émoluments – 2012

## Union de Madrid - Total des émoluments en 2012

## Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI en 2012 :

- émoluments supplémentaires	3 240 900	francs suisses
- compléments d'émoluments	38 083 700	francs suisses
<b>Total</b>	<b>41 324 600</b>	<b>francs suisses</b>

## Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Émoluments supplémentaires	Compléments d'émoluments	Total en francs suisses
Albanie	450 058,90	35 397,77	485 456,67
Algérie	585 324,35	49 336,42	634 660,77
Allemagne	1 157 161,57	103 380,87	1 260 542,44
Antigua-et-Barbuda	29 536,52	2 377,19	31 913,71
Arménie	417 396,96	34 264,55	451 661,51
Autriche <sup>3</sup>	1 069,96	97,87	1 167,83
Autriche <sup>5</sup>	1 101 917,85	98 814,49	1 200 732,34
Azerbaïdjan	583 297,05	45 555,57	628 852,62
Bélarus	837 159,10	70 187,73	907 346,83
Benelux	1 063 737,18	95 855,23	1 159 592,41
Bhoutan	107 446,49	8 622,80	116 069,29
Bonaire, Saint-Eustache et Saba <sup>1</sup>	84,47	7,73	92,20
Bosnie-Herzégovine	759 108,35	61 956,40	821 064,75
Botswana	94 494,35	6 799,34	101 293,69
Bulgarie	609 313,97	53 189,38	662 503,35
Chine	1 663 168,10	134 462,09	1 797 630,19
Chypre	156 214,14	11 991,56	168 205,70
Croatie	880 689,58	74 460,49	955 150,07
Cuba	263 435,38	22 066,95	285 502,33
Curaçao <sup>1</sup>	337,88	30,91	368,79
Égypte	946 632,89	78 171,80	1 024 804,69
Espagne	1 319 429,42	117 566,76	1 436 996,18
Ex-République yougoslave de Macédoine	549 818,57	46 057,80	595 876,37
Fédération de Russie	2 685 148,69	226 994,92	2 912 143,61
France	1 132 749,59	101 441,51	1 234 191,10
Hongrie	1 067 707,29	94 830,18	1 162 537,47
Iran (République islamique d')	399 827,10	29 268,07	429 095,17
Italie	729 712,61	65 737,25	795 449,86
Kazakhstan	918 813,93	73 340,15	992 154,08
Kenya	266 251,06	20 264,09	286 515,15
Kirghizistan	397 349,30	32 688,34	430 037,64
Lesotho	88 778,51	7 232,02	96 010,53
Lettonie	375 218,02	32 258,23	407 476,25
Libéria	138 193,76	11 033,47	149 227,23
Liechtenstein <sup>2</sup>	225,25	20,60	245,85
Liechtenstein <sup>4</sup>	456 366,03	40 183,07	496 549,10
Lituanie	357 563,68	30 635,66	388 199,34
Madagascar	110 937,94	7 530,78	118 468,72
Maroc	970 284,63	81 530,26	1 051 814,89
Monaco	419 030,06	36 762,79	455 792,85
Mongolie	339 120,96	27 001,62	366 122,58
Monténégro	790 869,26	66 375,98	857 245,24
Mozambique	178 063,84	13 845,93	191 909,77
Namibie	112 176,84	8 396,15	120 572,99
Pologne	1 029 639,25	90 503,33	1 120 142,58
Portugal	1 047 096,49	93 532,13	1 140 628,62
République arabe syrienne	177 838,59	12 908,44	190 747,03
République de Moldova	495 672,97	41 311,14	536 984,11
République populaire démocratique de Corée	346 103,85	30 092,23	376 196,08
République tchèque	966 004,79	85 383,22	1 051 388,01
Roumanie	895 725,33	78 944,45	974 669,78
Saint-Martin	41 897,37	3 090,61	44 987,98
Saint-Marin	327 830,06	28 850,83	356 680,89
Sao Tomé-et-Principe	63 972,34	4 584,40	68 556,74
Serbie	1 291 385,21	110 056,58	1 401 441,79
Sierra Leone	129 971,96	10 508,07	140 480,03
Slovaquie	830 514,09	73 443,17	903 957,26
Slovénie	571 358,55	50 407,83	621 766,38
Soudan	258 930,28	20 954,33	279 884,61
Suisse	1 607 220,46	142 337,99	1 749 558,45
Swaziland	129 296,20	10 487,47	139 783,67
Tadjikistan	365 475,76	30 040,72	395 516,48
Ukraine	1 199 819,18	101 073,21	1 300 892,39
Viet Nam	656 617,46	53 622,06	710 239,52
Zambie	140 108,43	10 745,02	150 853,45
<b>Total</b>	<b>38 083 700,00</b>	<b>3 240 900,00</b>	<b>41 324 600,00</b>

## Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2013

### Perception

L'OMPI a perçu, en 2013, la somme de 2 997 200 francs suisses au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

### Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen; également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émoluments supplémentaire de 100 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 1 013 Antigua-et-Barbuda
- deux, 27 849 Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
- trois, 105 208 Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin, Slovaquie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
- quatre 231 717 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République démocratique et populaire de Corée, Cuba, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda<sup>6</sup>, Sao Tomé et Príncipe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 2 997 200 francs suisses doit être divisée par 1 299 203 [1 013 + (27 849 x 2) 55 698 + (105 208 x 3) 315 624 + (231 717 x 4) 926 868]. Il en résulte que la somme due pour chaque désignation s'élève à 2,30695280 francs suisses par point de coefficient [2 997 200 : 1 299 203] soit, pour le coefficient :

- un, 2,30695280 francs suisses
- deux, 4,61390560 francs suisses
- trois, 6,92085840 francs suisses
- quatre, 9,22781120 francs suisses

<sup>6</sup> À compter du 17 août 2013

La répartition des émoluments supplémentaires pour 2013 est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 454	9,22781120	31 872,86
Algérie	4 746	9,22781120	43 795,19
Allemagne	13 151	6,92085840	91 016,21
Antigua-et-Barbuda	1 013	2,30695280	2 336,94
Arménie	3 333	9,22781120	30 756,29
Autriche	12 974	6,92085840	89 791,22
Azerbaïdjan	4 821	9,22781120	44 487,28
Bélarus	7 302	9,22781120	67 381,48
Benelux	12 279	6,92085840	84 981,22
Bhoutan	900	9,22781120	8 305,03
Bosnie-Herzégovine	6 051	9,22781120	55 837,49
Botswana	699	9,22781120	6 450,24
Bulgarie	5 249	9,22781120	48 436,78
Chine	13 740	9,22781120	126 790,13
Chypre	1 173	9,22781120	10 824,22
Croatie	9 305	6,92085840	64 398,59
Cuba	2 247	9,22781120	20 734,89
Égypte	7 929	9,22781120	73 167,32
Espagne	11 526	9,22781120	106 359,75
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 093	6,92085840	42 168,79
Fédération de Russie	24 542	9,22781120	226 468,94
France	13 177	6,92085840	91 196,15
Hongrie	9 385	9,22781120	86 603,01
Iran (République islamique d')	3 090	9,22781120	28 513,94
Italie	12 619	4,61390560	58 222,87
Kazakhstan	8 147	9,22781120	75 178,98
Kenya	2 178	9,22781120	20 098,17
Kirghizistan	3 216	9,22781120	29 676,64
Lesotho	967	6,92085840	6 692,47
Lettonie	4 353	6,92085840	30 126,50
Libéria	1 109	9,22781120	10 233,64
Liechtenstein	7 384	4,61390560	34 069,08
Lituanie	4 221	6,92085840	29 212,94
Madagascar	785	9,22781120	7 243,83
Maroc	8 149	9,22781120	75 197,43
Monaco	7 084	4,61390560	32 684,91
Mongolie	2 912	9,22781120	26 871,39
Monténégro	6 313	9,22781120	58 255,17
Mozambique	1 431	9,22781120	13 205,00
Namibie	845	9,22781120	7 797,50
Pologne	9 055	9,22781120	83 557,83
Portugal	9 284	9,22781120	85 671,00
République arabe syrienne	860	9,22781120	7 935,92
République de Moldova	3 989	9,22781120	36 809,74
République populaire démocratique de Corée	2 795	9,22781120	25 791,73
République tchèque	9 127	9,22781120	84 222,23
Roumanie	7 943	9,22781120	73 296,50
Rwanda <sup>6</sup>	48	9,22781120	442,93
Saint Martin	762	4,61390560	3 515,80
Saint-Marin	3 552	6,92085840	24 582,89
Sao Tomé-et-Principe	467	9,22781120	4 309,39
Serbie	10 229	9,22781120	94 391,28
Sierra Leone	1 054	9,22781120	9 726,11
Slovaquie	7 921	9,22781120	73 093,49
Slovénie	7 007	6,92085840	48 494,45
Soudan	2 186	9,22781120	20 172,00
Suisse	18 129	6,92085840	125 468,24
Swaziland	1 030	9,22781120	9 504,65
Tadjikistan	2 914	9,22781120	26 889,84
Ukraine	10 811	9,22781120	99 761,87
Viet Nam	5 552	9,22781120	51 232,81
Zambie	1 180	9,22781120	10 888,82
Total	365 787		2 997 200,00

## Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2013

### Perception

L'OMPI a perçu, en 2013, la somme de 38 841 700 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 388 417 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

### Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	1 140	Antigua-et-Barbuda
deux,	28 727	Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
trois,	108 708	Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin, Slovénie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
quatre	249 842	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda <sup>6</sup> , Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 38 841 700 francs suisses doit être divisée par 1 384 086 [1 140 + (28 727 x 2) 57 454 + (108 708 x 3) 326 124 + (249 842 x 4) 999 368]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 28,06306834 francs par point de coefficient [38 841 700 : 1 384 086] soit, pour le coefficient :

un,	28,06306834 francs suisses
deux,	56,12613668 francs suisses
trois,	84,18920502 francs suisses
quatre,	112,25227336 francs suisses

<sup>6</sup> À compter du 17 août 2013

La répartition en 2013 des compléments d'émoluments est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 933	112,25227336	441 488,19
Algérie	5 143	112,25227336	577 313,44
Allemagne	13 422	84,18920502	1 129 987,51
Antigua-et-Barbuda	1 140	28,06306834	31 991,90
Arménie	3 666	112,25227336	411 516,83
Autriche	13 191	84,18920502	1 110 539,80
Azerbaïdjan	5 476	112,25227336	614 693,45
Bélarus	7 848	112,25227336	880 955,84
Benelux	12 470	84,18920502	1 049 839,39
Bhoutan	1 033	112,25227336	115 956,60
Bosnie-Herzégovine	6 609	112,25227336	741 875,27
Botswana	888	112,25227336	99 680,02
Bulgarie	5 453	112,25227336	612 111,65
Chine	15 114	112,25227336	1 696 580,86
Chypre	1 371	112,25227336	153 897,87
Croatie	9 877	84,18920502	831 536,78
Cuba	2 449	112,25227336	274 905,82
Égypte	8 687	112,25227336	975 135,50
Espagne	11 804	112,25227336	1 325 025,83
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 616	84,18920502	556 995,78
Fédération de Russie	26 248	112,25227336	2 946 397,67
France	13 398	84,18920502	1 127 966,97
Hongrie	9 605	112,25227336	1 078 183,08
Iran (République islamique d')	3 673	112,25227336	412 302,60
Italie	12 784	56,12613668	717 516,53
Kazakhstan	9 095	112,25227336	1 020 934,43
Kenya	2 568	112,25227336	288 263,84
Kirghizistan	3 495	112,25227336	392 321,69
Lesotho	1 092	84,18920502	91 934,61
Lettonie	4 589	84,18920502	386 344,26
Libéria	1 283	112,25227336	144 019,67
Liechtenstein	7 683	56,12613668	431 217,11
Lituanie	4 469	84,18920502	376 241,56
Madagascar	971	112,25227336	108 996,96
Maroc	8 795	112,25227336	987 258,74
Monaco	7 385	56,12613668	414 491,52
Mongolie	3 274	112,25227336	367 513,94
Monténégro	6 852	112,25227336	769 152,58
Mozambique	1 713	112,25227336	192 288,14
Namibie	1 015	112,25227336	113 936,06
Pologne	9 408	112,25227336	1 056 069,39
Portugal	9 513	112,25227336	1 067 855,88
République arabe syrienne	1 026	112,25227336	115 170,83
République de Moldova	4 408	112,25227336	494 808,02
République populaire démocratique de Corée	2 943	112,25227336	330 358,44
République tchèque	9 396	112,25227336	1 054 722,36
Roumanie	8 255	112,25227336	926 642,52
Rwanda <sup>6</sup>	100	112,25227336	11 225,23
Saint Martin	875	56,12613668	49 110,37
Saint-Marin	3 672	84,18920502	309 142,76
Sao Tomé-et-Principe	561	112,25227336	62 973,52
Serbie	10 894	112,25227336	1 222 876,27
Sierra Leone	1 195	112,25227336	134 141,47
Slovaquie	8 164	112,25227336	916 427,56
Slovénie	7 236	84,18920502	609 193,09
Soudan	2 446	112,25227336	274 569,06
Suisse	18 676	84,18920502	1 572 317,59
Swaziland	1 176	112,25227336	132 008,67
Tadjikistan	3 164	112,25227336	355 166,19
Ukraine	11 612	112,25227336	1 303 473,40
Viet Nam	6 156	112,25227336	691 024,99
Zambie	1 364	112,25227336	153 112,10
Total	388 417		38 841 700,00

## Union de Madrid – Total des émoluments – 2013

### Union de Madrid – Total des émoluments en 2013

#### Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI en 2013 :

- émoluments supplémentaires	2 997 200	francs suisses
- compléments d'émoluments	38 841 700	francs suisses
<b>Total</b>	<b>41 838 900</b>	<b>francs suisses</b>

#### Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est

État	Émoluments supplémentaires	Compléments d'émoluments	Total en francs suisses
Albanie	31 872,86	441 488,19	473 361,05
Algérie	43 795,19	577 313,44	621 108,63
Allemagne	91 016,21	1 129 987,51	1 221 003,72
Antigua-et-Barbuda	2 336,94	31 991,90	34 328,84
Arménie	30 756,29	411 516,83	442 273,12
Autriche	89 791,22	1 110 539,80	1 200 331,02
Azerbaïdjan	44 487,28	614 693,45	659 180,73
Bélarus	67 381,48	880 955,84	948 337,32
Benelux	84 981,22	1 049 839,39	1 134 820,61
Bhoutan	8 305,03	115 956,60	124 261,63
Bosnie-Herzégovine	55 837,49	741 875,27	797 712,76
Botswana	6 450,24	99 680,02	106 130,26
Bulgarie	48 436,78	612 111,65	660 548,43
Chine	126 790,13	1 696 580,86	1 823 370,99
Chypre	10 824,22	153 897,87	164 722,09
Croatie	64 398,59	831 536,78	895 935,37
Cuba	20 734,89	274 905,82	295 640,71
Égypte	73 167,32	975 135,50	1 048 302,82
Espagne	106 359,75	1 325 025,83	1 431 385,58
Ex-République yougoslave de Macédoine	42 168,79	556 995,78	599 164,57
Fédération de Russie	226 468,94	2 946 397,67	3 172 866,61
France	91 196,15	1 127 966,97	1 219 163,12
Hongrie	86 603,01	1 078 183,08	1 164 786,09
Iran (République islamique d')	28 513,94	412 302,60	440 816,54
Italie	58 222,87	717 516,53	775 739,40
Kazakhstan	75 178,98	1 020 934,43	1 096 113,41
Kenya	20 098,17	288 263,84	308 362,01
Kirghizistan	29 676,64	392 321,69	421 998,33
Lesotho	6 692,47	91 934,61	98 627,08
Lettonie	30 126,50	386 344,26	416 470,76
Libéria	10 233,64	144 019,67	154 253,31
Liechtenstein	34 069,08	431 217,11	465 286,19
Lituanie	29 212,94	376 241,56	405 454,50
Madagascar	7 243,83	108 996,96	116 240,79
Maroc	75 197,43	987 258,74	1 062 456,17
Monaco	32 684,91	414 491,52	447 176,43
Mongolie	26 871,39	367 513,94	394 385,33
Monténégro	58 255,17	769 152,58	827 407,75
Mozambique	13 205,00	192 288,14	205 493,14
Namibie	7 797,50	113 936,06	121 733,56
Pologne	83 557,83	1 056 069,39	1 139 627,22
Portugal	85 671,00	1 067 855,88	1 153 526,88
République arabe syrienne	7 935,92	115 170,83	123 106,75
République de Moldova	36 809,74	494 808,02	531 617,76
République populaire démocratique de Corée	25 791,73	330 358,44	356 150,17
République tchèque	84 222,23	1 054 722,36	1 138 944,59
Roumanie	73 296,50	926 642,52	999 939,02
Rwanda <sup>6</sup>	442,93	11 225,23	11 668,16
Saint-Martin	3 515,80	49 110,37	52 626,17
Saint-Marin	24 582,89	309 142,76	333 725,65
Sao Tomé-et-Principe	4 309,39	62 973,52	67 282,91
Serbie	94 391,28	1 222 876,27	1 317 267,55
Sierra Leone	9 726,11	134 141,47	143 867,58
Slovaquie	73 093,49	916 427,56	989 521,05
Slovénie	48 494,45	609 193,09	657 687,54
Soudan	20 172,00	274 569,06	294 741,06
Suisse	125 468,24	1 572 317,59	1 697 785,83
Swaziland	9 504,65	132 008,67	141 513,32
Tadjikistan	26 889,84	355 166,19	382 056,03
Ukraine	99 761,87	1 303 473,40	1 403 235,27
Viet Nam	51 232,81	691 024,99	742 257,80
Zambie	10 888,82	153 112,10	164 000,92
<b>Total</b>	<b>2 997 200,00</b>	<b>38 841 700,00</b>	<b>41 838 900,00</b>

## Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2012

### Perception

En 2012, l'OMPI a perçu 114 655 623 francs suisses de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 106 916 028 francs sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle, et 7 739 595 francs sous la forme de seconds paiements pour des désignations, suivant la règle 34.3)a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

État	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues (en francs suisses)
Arménie	867	213 524
Australie	13 118	9 241 584
Bahreïn	2 455	1 399 591
Bélarus	1 587	1 014 350
Benelux	1 143	334 997
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	680	154 442
Bulgarie	615	189 568
Chine	10 851	4 821 043
Colombie <sup>7</sup>	472	303 852
Communauté européenne	17 261	21 189 750
Cuba	393	110 644
Curaçao	752	220 078
Danemark	4 458	2 081 713
Estonie	3 613	841 921
États-Unis d'Amérique	17 037	11 523 390
Finlande	3 919	1 415 211
Géorgie	4 719	2 030 781
Ghana	1 201	332 791
Grèce	4 004	834 642
Irlande	2 790	1 350 918
Islande	3 697	856 908
Israël	4 540	3 229 286
Italie	1 333	184 124
Japon	15 069	5 882 432
Kirghizistan	719	351 340
Norvège	11 960	4 860 783
Nouvelle-Zélande <sup>8</sup>	16	2 530
Oman	2 259	2 370 613
Ouzbékistan	4 364	4 226 635
Philippines <sup>9</sup>	440	81 641
République arabe syrienne	656	398 323
République de Corée	10 720	5 373 647
République de Moldova	998	390 107
Royaume-Uni	7 546	2 728 837
Saint-Marin	366	79 782
Singapour	9 447	5 305 572
Suède	4 331	1 509 546
Suisse	5 907	2 234 300
Tadjikistan	519	129 658
Turkménistan	3 593	1 162 376
Turquie	12 830	4 082 984
Ukraine	3 049	1 416 161
Viet Nam	2 377	453 653
<b>Sous-total A)</b>	<b>198 671</b>	<b>106 916 028</b>

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	340	45 220
Ghana	400	92 144
Japon	8 794	7 602 231
<b>Sous-total B)</b>	<b>9 534</b>	<b>7 739 595</b>

<b>TOTAL A) + B)</b>	<b>208 205</b>	<b>114 655 623</b>
----------------------	----------------	--------------------

### Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

<sup>7</sup> À compter du 29 août 2012

<sup>8</sup> À compter du 10 décembre 2012

<sup>9</sup> À compter du 25 juillet 2012

## Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2013

### Perception

En 2013, l'OMPI a perçu 130 543 348 francs suisses de taxes individuelles en vertu de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'arrangement de Madrid, dont 122 012 496 sous la forme de paiements entiers ou pour la première partie de la taxe individuelle, et 8 530 852 sous la forme de seconds paiements pour des désignations, conformément à la règle 34.3a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

État	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues (en francs suisses)
Arménie	1 054	255 330
Australie	14 464	11 163 778
Bahreïn	2 635	1 490 623
Bélarus	2 013	1 287 550
Benelux	1 173	345 887
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	801	203 917
Bulgarie	793	237 236
Chine	11 674	5 108 568
Colombie	3 307	2 062 241
Communauté européenne	18 049	21 974 866
Cuba	568	169 012
Curaçao	880	255 302
Danemark	4 559	2 124 060
Estonie	3 783	879 992
États-Unis d'Amérique	18 353	12 595 456
Finlande	3 925	1 411 453
Géorgie	4 836	2 165 873
Ghana	1 416	441 492
Grèce	4 019	657 247
Inde <sup>10</sup>	1 909	211 281
Irlande	3 129	1 532 509
Islande	3 848	916 821
Israël	4 830	3 525 214
Italie	1 475	208 923
Japon	15 985	6 427 760
Kirghizistan	956	472 560
Mexique <sup>11</sup>	5 107	1 838 264
Norvège	12 705	5 119 989
Nouvelle-Zélande	4 497	1 022 882
Oman	2 468	2 685 405
Ouzbékistan	4 603	4 344 640
Philippines	3 282	688 973
République arabe syrienne	957	539 545
République de Corée	12 601	6 367 235
République de Moldova	1 269	487 488
Royaume-Uni	7 715	2 736 904
Saint-Marin	409	84 881
Singapour	10 933	5 856 122
Suède	4 365	1 900 527
Suisse	6 380	2 377 400
Tadjikistan	714	297 470
Tunisie <sup>12</sup>	138	24 050
Turkménistan	3 632	1 218 092
Turquie	13 461	4 013 344
Ukraine	3 709	1 726 512
Viet Nam	2 881	557 822
<b>Sous-total A)</b>	<b>232 260</b>	<b>122 012 496</b>

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	265	29 023
Ghana	334	96 720
Japon	9 884	8 405 109
<b>Sous-total B)</b>	<b>10 483</b>	<b>8 530 852</b>
<b>TOTAL A) + B)</b>	<b>242 743</b>	<b>130 543 348</b>

### Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

<sup>10</sup> À compter du 8 juillet 2013

<sup>11</sup> À compter du 19 février 2013

<sup>12</sup> À compter du 16 octobre 2013



**Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2013****Perception**

En 2013, l'OMPI a perçu 4700 francs suisses de taxes nationales de traitement, dont le montant a été fixé par l'office (les offices) concerné (s), pour les demandes d'enregistrement international envoyées au cours de l'année par l'intermédiaire de l'IRPI, nouveau moyen de communication électronique entre les Parties contractantes à l'Arrangement de Madrid ou au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid et le Bureau international Bureau, opérationnel à compter de décembre 2013.

Le nombre de demandes d'enregistrement international pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :

	Nombre de demandes d'enregistrement international	Taxes nationales perçues (en francs suisses)
Benelux *	47	4 700

Les taxes nationales de traitement ont été créditées au compte de la Partie contractante auprès du Bureau international durant le mois suivant la date de réception de la demande d'enregistrement international.

\*À compter du 4 décembre 2013

**Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole**

La règle 39 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (adopté par l'Assemblée de l'Union de Madrid avec effet le 1<sup>er</sup> avril 1996) permet la continuation des effets des enregistrements internationaux dans certains États (ci-après dénommés "États successeurs") qui sont devenus indépendants et dont le territoire faisait partie, avant leur indépendance, du territoire d'un pays partie à l'Arrangement de Madrid. Le paiement effectué au Bureau international pour chaque continuation d'effets se compose d'une taxe de 41 francs suisses, transférée par le Bureau international à l'office national de l'État successeur, et d'une taxe de 23 francs suisses au profit du Bureau international.

A) En 2012, le nombre total de continuations d'effets enregistrées était de 22 pour lesquelles le Bureau international a reçu la somme de  $(22 \times 23 =)$  506 francs suisses et l'office national de l'État successeur suivant la somme de  $(22 \times 41 =)$  902 francs suisses, qui a été transférée à cet office comme suit :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues (en francs suisses)
Monténégro	22	902

B) En 2013, le Bureau international n'a enregistré aucune continuation d'effets.

## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2012

## Perception

L'OMPI a perçu en 2012 la somme de 2 394 931 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999, en application de la règle 12.1.a)iii) ou concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1.a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, en application de la règle 24.1.a)iii) du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

État	Nombre de désignations	Taxes perçues (en francs suisses)
Albanie	384	11 497
Allemagne	3 458	80 844
Arménie	267	9 791
Azerbaïdjan	169	8 040
Belize	339	8 554
Benelux	3 776	62 588
Bénin	153	2 850
Bosnie-Herzégovine	265	12 632
Botswana	51	2 035
Bulgarie	709	13 574
Communauté européenne	1 820	603 032
Côte d'Ivoire	152	2 784
Croatie	1 161	77 859
Danemark	43	7 100
Égypte	576	18 069
Espagne	361	30 096
Estonie	90	4 206
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 208	30 436
Finlande	21	4 690
France	3 742	64 183
Gabon	26	561
Géorgie	543	63 624
Ghana	31	8 540
Grèce	1 572	26 550
Hongrie	1 389	40 047
Islande	119	22 555
Italie	3 651	60 700
Kirghizistan	396	52 133
Lettonie	231	8 389
Liechtenstein	1 559	35 757
Lituanie	66	27 190
Mali	19	406
Maroc	1 096	63 072
Monaco	1 645	37 365
Mongolie	559	14 250
Monténégro	1 324	28 945
Namibie	44	1 684
Niger	21	457
Norvège	649	73 735
Oman	185	8 868
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	95	10 436
Pologne	27	2 000
République arabe syrienne	48	9 470
République de Moldova	851	55 776
République populaire démocratique de Corée	711	25 487
Roumanie	851	26 412
Rwanda	16	748
Sao Tomé-et-Principe	21	984
Sénégal	169	3 182
Serbie	1 458	105 228
Singapour	965	34 536
Slovénie	1 162	21 348
Suisse	5 725	308 172
Suriname	168	3 581
Tadjikistan <sup>13</sup>	69	3 330
Tunisie <sup>14</sup>	111	5 310
Turquie	1 495	60 115
Ukraine	1 176	89 128
Total	48 988	2 394 931

<sup>13</sup> À compter du 21 mars 2012

<sup>14</sup> À compter du 13 juin 2012

## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2013

## Perception

L'OMPI a perçu en 2013 la somme de 2 569 667 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999, en application de la règle 12.1.a)iii) ou concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1.a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, en application de la règle 24.1.a)iii) du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

État	Nombre de désignations	Taxes perçues (en francs suisses)
Albanie	704	17 151
Allemagne	2 404	55 444
Arménie	650	15 943
Azerbaïdjan	431	12 848
Belize	561	12 716
Benelux	2 389	39 380
Bénin	114	2 084
Bosnie-Herzégovine	564	16 826
Botswana	91	2 400
Brunéi Darussalam <sup>15</sup>	0	0
Bulgarie	527	12 665
Communauté européenne	2 738	784 420
Côte d'Ivoire	119	2 448
Croatie	1 182	61 758
Danemark	81	7 960
Égypte	782	17 878
Espagne	240	22 990
Estonie	75	4 013
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 525	32 751
Finlande	37	8 560
France	2 542	42 545
Gabon	83	1 509
Géorgie	792	67 982
Ghana	54	6 222
Grèce	1 040	17 573
Hongrie	869	19 745
Islande	181	18 731
Italie	2 349	38 257
Kirghizistan	731	83 973
Lettonie	81	4 404
Liechtenstein	1 757	36 875
Lituanie	116	22 135
Mali	14	238
Maroc	1 470	67 088
Monaco	1 811	38 335
Mongolie	793	17 567
Monténégro	1 577	34 337
Namibie	97	2 586
Niger	17	364
Norvège	1 249	95 220
Oman	518	16 358
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	141	9 752
Pologne	31	2 260
République arabe syrienne	92	8 845
République de Moldova	1 060	63 018
République populaire démocratique de Corée	626	20 083
Roumanie	784	19 481
Rwanda	33	1 146
Sao Tomé-et-Principe	29	1 058
Sénégal	139	2 762
Serbie	1 365	87 119
Singapour	1 640	42 066
Slovénie	864	15 628
Suisse	6 739	317 256
Suriname	143	2 774
Tadjikistan	358	10 552
Tunisie	541	28 612
Turquie	2 888	75 397
Ukraine	1 996	99 579
<b>Total</b>	<b>48 988</b>	<b>2 569 667</b>

<sup>15</sup> À compter du 24 décembre 2013

## Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2012

(montants exprimés en francs suisses)

– Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et continuations d'effet

– Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

État	Madrid		La Haye	Total
	Émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	Taxes individuelles Continuations d'effet *		
Albanie	485 456,67		11 497,00	496 953,67
Algérie	634 660,77			634 660,77
Allemagne	1 260 542,44		80 844,00	1 341 386,44
Antigua-et-Barbuda	31 913,71			31 913,71
Arménie	451 661,51	213 524,00	9 791,00	674 976,51
Australie		9 241 584,00		9 241 584,00
Autriche	1 201 900,17			1 201 900,17
Azerbaïdjan	628 852,62		8 040,00	636 892,62
Bahreïn		1 399 591,00		1 399 591,00
Bélarus	907 346,83	1 014 350,00		1 921 696,83
Belize			8 554,00	8 554,00
Benelux *	1 159 592,41	334 997,00	62 588,00	1 557 177,41
Bénin			2 850,00	2 850,00
Bhoutan	116 069,29			116 069,29
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	92,20	154 442,00		154 534,20
Bosnie-Herzégovine	821 064,75		12 632,00	833 696,75
Botswana	101 293,69		2 035,00	103 328,69
Bulgarie	662 503,35	189 568,00	13 574,00	865 645,35
Chine	1 797 630,19	4 821 043,00		6 618 673,19
Chypre	168 205,70			168 205,70
Colombie		303 852,00		303 852,00
Communauté européenne		21 189 750,00	603 032,00	21 792 782,00
Côte d'Ivoire			2 784,00	2 784,00
Croatie	955 150,07		77 859,00	1 033 009,07
Cuba	285 502,33	155 864,00		441 366,33
Curaçao	368,79	220 078,00		220 446,79
Danemark		2 081 713,00	7 100,00	2 088 813,00
Égypte	1 024 804,69		18 069,00	1 042 873,69
Espagne	1 436 996,18		30 096,00	1 467 092,18
Estonie		841 921,00	4 206,00	846 127,00
États-Unis d'Amérique		11 523 390,00		11 523 390,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	595 876,37		30 436,00	626 312,37
Fédération de Russie	2 912 143,61			2 912 143,61
Finlande		1 415 211,00	4 690,00	1 419 901,00
France	1 234 191,10		64 183,00	1 298 374,10
Gabon			561,00	561,00
Géorgie		2 030 781,00	63 624,00	2 094 405,00
Ghana		424 935,00	8 540,00	433 475,00
Grèce		834 642,00	26 550,00	861 192,00
Hongrie	1 162 537,47		40 047,00	1 202 584,47
Iran (République islamique d')	429 095,17			429 095,17
Irlande		1 350 918,00		1 350 918,00
Islande		856 908,00	22 555,00	879 463,00
Israël		3 229 286,00		3 229 286,00
Italie	795 449,86	184 124,00	60 700,00	1 040 273,86
Japon		13 484 663,00		13 484 663,00
Kazakhstan	992 154,08			992 154,08
Kenya	286 515,15			286 515,15
Kirghizistan	430 037,64	351 340,00	52 133,00	833 510,64
Lesotho	96 010,53			96 010,53
Lettonie	407 476,25		8 389,00	415 865,25
Libéria	149 227,23			149 227,23
Liechtenstein	496 794,95		35 757,00	532 551,95
Lituanie	388 199,34		27 190,00	415 389,34
Madagascar	118 468,72			118 468,72
Mali			406,00	406,00
Maroc	1 051 814,89		63 072,00	1 114 886,89
Monaco	455 792,85		37 365,00	493 157,85
Mongolie	366 122,58		14 250,00	380 372,58
Monténégro *	857 245,24	902,00	28 945,00	887 092,24
Mozambique	191 909,77			191 909,77
Namibie	120 572,99		1 684,00	122 256,99
Niger			457,00	457,00
Norvège		4 860 783,00	73 735,00	4 934 518,00
Nouvelle-Zélande		2 530,00		2 530,00
Oman		2 370 613,00	8 868,00	2 379 481,00
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)			10 436,00	10 436,00
Ouzbékistan		4 226 635,00		4 226 635,00
Philippines		81 641,00		81 641,00
Pologne	1 120 142,58		2 000,00	1 122 142,58
Portugal	1 140 628,62			1 140 628,62
République arabe syrienne	190 747,03	398 323,00	9 470,00	598 540,03
République de Corée		5 373 647,00		5 373 647,00
République de Moldova	536 984,11	390 107,00	55 776,00	982 867,11
République de Serbie	1 401 441,79		105 228,00	1 506 669,79
République populaire démocratique de Corée	376 196,08		25 487,00	401 683,08
République tchèque	1 051 388,01			1 051 388,01
Roumanie	974 669,78		26 412,00	1 001 081,78
Royaume-Uni		2 728 837,00		2 728 837,00
Rwanda			748,00	748,00
Saint Martin	44 987,98			44 987,98
Saint-Marin	356 680,89	79 782,00		436 462,89
Sao Tomé-et-Principe	68 556,74		984,00	69 540,74
Sénégal			3 182,00	3 182,00
Sierra Leone	140 480,03			140 480,03
Singapour		5 305 572,00	34 536,00	5 340 108,00
Slovaquie	903 957,26			903 957,26
Slovénie	621 766,38		21 348,00	643 114,38
Soudan	279 884,61			279 884,61
Suède		1 509 546,00		1 509 546,00
Suisse	1 749 558,45	2 234 300,00	308 172,00	4 292 030,45
Suriname			3 581,00	3 581,00
Swaziland	139 783,67			139 783,67
Tadjikistan	395 516,48	129 658,00	3 330,00	528 504,48
Tunisie			5 310,00	5 310,00
Turkménistan		1 162 376,00		1 162 376,00
Turquie		4 082 984,00	60 115,00	4 143 099,00
Ukraine	1 300 892,39	1 416 161,00	89 128,00	2 806 181,39
Viet Nam	710 239,52	453 653,00		1 163 892,52
Zambie	150 853,45			150 853,45
<b>Total</b>	<b>41 324 600,00</b>	<b>114 656 525,00</b>	<b>2 394 931,00</b>	<b>158 376 056,00</b>

Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2013

(montants exprimés en francs suisses)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes de traitement
- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

État	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	Taxes individuelles Taxes de traitement *		
Albanie	473 361,05		17 151,00	490 512,05
Algérie	621 108,63			621 108,63
Allemagne	1 221 003,72		55 444,00	1 276 447,72
Antigua-et-Barbuda	34 328,84			34 328,84
Arménie	442 273,12	255 330,00	15 943,00	713 546,12
Australie		11 163 778,00		11 163 778,00
Autriche	1 200 331,02			1 200 331,02
Azerbaïdjan	659 180,73		12 848,00	672 028,73
Bahrein		1 490 623,00		1 490 623,00
Bélarus	948 337,32	1 287 550,00		2 235 887,32
Belize			12 716,00	12 716,00
Benelux *	1 134 820,61	350 587,00	39 380,00	1 524 787,61
Bénin			2 084,00	2 084,00
Bhoutan	124 261,63			124 261,63
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	-	203 917,00		203 917,00
Bosnie-Herzégovine	797 712,76		16 826,00	814 538,76
Botswana	106 130,26		2 400,00	108 530,26
Brunéi Darussalam			-	-
Bulgarie	660 548,43	237 236,00	12 665,00	910 449,43
Chine	1 823 370,99	5 108 568,00		6 931 938,99
Chypre	164 722,09			164 722,09
Colombie		2 062 241,00		2 062 241,00
Communauté européenne		21 974 866,00	784 420,00	22 759 286,00
Côte d'Ivoire			2 448,00	2 448,00
Croatie	895 935,37		61 758,00	957 693,37
Cuba	295 640,71	198 035,00		493 675,71
Curaçao	-	255 302,00		255 302,00
Danemark		2 124 060,00	7 960,00	2 132 020,00
Égypte	1 048 302,82		17 878,00	1 066 180,82
Espagne	1 431 385,58		22 990,00	1 454 375,58
Estonie		879 992,00	4 013,00	884 005,00
États-Unis d'Amérique		12 595 456,00		12 595 456,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	599 164,57		32 751,00	631 915,57
Fédération de Russie	3 172 866,61			3 172 866,61
Finlande		1 411 453,00	8 560,00	1 420 013,00
France	1 219 163,12		42 545,00	1 261 708,12
Gabon			1 509,00	1 509,00
Géorgie		2 165 873,00	67 982,00	2 233 855,00
Ghana		538 212,00	6 222,00	544 434,00
Grèce		657 247,00	17 573,00	674 820,00
Hongrie	1 164 786,09		19 745,00	1 184 531,09
Inde		211 281,00		211 281,00
Iran (République islamique d')	440 816,54			440 816,54
Irlande		1 532 509,00		1 532 509,00
Islande		916 821,00	18 731,00	935 552,00
Israël		3 525 214,00		3 525 214,00
Italie	775 739,40	208 923,00	38 257,00	1 022 919,40
Japon		14 832 869,00		14 832 869,00
Kazakhstan	1 096 113,41			1 096 113,41
Kenya	308 362,01			308 362,01
Kirghizistan	421 998,33	472 560,00	83 973,00	978 531,33
Lesotho	98 627,08			98 627,08
Lettonie	416 470,76		4 404,00	420 874,76
Libéria	154 253,31			154 253,31
Liechtenstein	465 286,19		36 875,00	502 161,19
Lituanie	405 454,50		22 135,00	427 589,50
Madagascar	116 240,79			116 240,79
Mali			238,00	238,00
Maroc	1 062 456,17		67 088,00	1 129 544,17
Mexique		1 838 264,00		1 838 264,00
Monaco	447 176,43		38 335,00	485 511,43
Mongolie	394 385,33		17 567,00	411 952,33
Monténégro	827 407,75		34 337,00	861 744,75
Mozambique	205 493,14			205 493,14
Namibie	121 733,56		2 586,00	124 319,56
Niger			364,00	364,00
Norvège		5 119 989,00	95 220,00	5 215 209,00
Nouvelle-Zélande		1 022 882,00		1 022 882,00
Oman		2 685 405,00	16 358,00	2 701 763,00
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)			9 752,00	9 752,00
Ouzbékistan		4 344 640,00		4 344 640,00
Philippines		688 973,00		688 973,00
Pologne	1 139 627,22		2 260,00	1 141 887,22
Portugal	1 153 526,88			1 153 526,88
République arabe syrienne	123 106,75	539 545,00	8 845,00	671 496,75
République de Corée		6 367 235,00		6 367 235,00
République de Moldova	531 617,76	487 488,00	63 018,00	1 082 123,76
République de Serbie	1 317 267,55		87 119,00	1 404 386,55
République populaire démocratique de Corée	356 150,17		20 083,00	376 233,17
République tchèque	1 138 944,59			1 138 944,59
Roumanie	999 939,02		19 481,00	1 019 420,02
Royaume-Uni		2 736 904,00		2 736 904,00
Rwanda	11 668,16		1 146,00	12 814,16
Saint Martin	52 626,17			52 626,17
Saint-Marin	333 725,65	84 881,00		418 606,65
Sao Tomé-et-Principe	67 282,91		1 058,00	68 340,91
Sénégal			2 762,00	2 762,00
Sierra Leone	143 867,58			143 867,58
Singapour		5 856 122,00	42 066,00	5 898 188,00
Slovaquie	989 521,05			989 521,05
Slovénie	657 687,54		15 628,00	673 315,54
Soudan	294 741,06			294 741,06
Suède		1 900 527,00		1 900 527,00
Suisse	1 697 785,83	2 377 400,00	317 256,00	4 392 441,83
Suriname			2 774,00	2 774,00
Swaziland	141 513,32			141 513,32
Tadjikistan	382 056,03	297 470,00	10 552,00	690 078,03
Tunisie		24 050,00	28 612,00	52 662,00
Turkéménistan		1 218 092,00		1 218 092,00
Turquie		4 013 344,00	75 397,00	4 088 741,00
Ukraine	1 403 235,27	1 726 512,00	99 579,00	3 229 326,27
Viet Nam	742 257,80	557 822,00		1 300 079,80
Zambie	164 000,92			164 000,92
<b>Total</b>	<b>41 838 900,00</b>	<b>130 548 048,00</b>	<b>2 569 667,00</b>	<b>174 956 615,00</b>

## Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2012-2013

(montants exprimés en francs suisses)

État	2012	2013	Total
Albanie	496 953,67	490 512,05	987 465,72
Algérie	634 660,77	621 108,63	1 255 769,40
Allemagne	1 341 386,44	1 276 447,72	2 617 834,16
Antigua-et-Barbuda	31 913,71	34 328,84	66 242,55
Arménie	674 976,51	713 546,12	1 388 522,63
Australie	9 241 584,00	11 163 778,00	20 405 362,00
Autriche	1 201 900,17	1 200 331,02	2 402 231,19
Azerbaïdjan	636 892,62	672 028,73	1 308 921,35
Bahreïn	1 399 591,00	1 490 623,00	2 890 214,00
Bélarus	1 921 696,83	2 235 887,32	4 157 584,15
Belize	8 554,00	12 716,00	21 270,00
Benelux	1 557 177,41	1 524 787,61	3 081 965,02
Béniin	2 850,00	2 084,00	4 934,00
Bhoutan	116 069,29	124 261,63	240 330,92
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	154 534,20	203 917,00	358 451,20
Bosnie-Herzégovine	833 696,75	814 538,76	1 648 235,51
Botswana	103 328,69	108 530,26	211 858,95
Brunéi Darussalam	-	-	-
Bulgarie	865 645,35	910 449,43	1 776 094,78
Chine	6 618 673,19	6 931 938,99	13 550 612,18
Chypre	168 205,70	164 722,09	332 927,79
Colombie	303 852,00	2 062 241,00	2 366 093,00
Communauté européenne	21 792 782,00	22 759 286,00	44 552 068,00
Côte d'Ivoire	2 784,00	2 448,00	5 232,00
Croatie	1 033 009,07	957 693,37	1 990 702,44
Cuba	441 366,33	493 675,71	935 042,04
Curaçao	220 446,79	255 302,00	475 748,79
Danemark	2 088 813,00	2 132 020,00	4 220 833,00
Égypte	1 042 873,69	1 066 180,82	2 109 054,51
Espagne	1 467 092,18	1 454 375,58	2 921 467,76
Estonie	846 127,00	884 005,00	1 730 132,00
États-Unis d'Amérique	11 523 390,00	12 595 456,00	24 118 846,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	626 312,37	631 915,57	1 258 227,94
Fédération de Russie	2 912 143,61	3 172 866,61	6 085 010,22
Finlande	1 419 901,00	1 420 013,00	2 839 914,00
France	1 298 374,10	1 261 708,12	2 560 082,22
Gabon	561,00	1 509,00	2 070,00
Géorgie	2 094 405,00	2 233 855,00	4 328 260,00
Ghana	433 475,00	544 434,00	977 909,00
Grèce	861 192,00	674 820,00	1 536 012,00
Hongrie	1 202 584,47	1 184 531,09	2 387 115,56
Inde	-	211 281,00	211 281,00
Iran (République islamique d')	429 095,17	440 816,54	869 911,71
Irlande	1 350 918,00	1 532 509,00	2 883 427,00
Islande	879 463,00	935 552,00	1 815 015,00
Israël	3 229 286,00	3 525 214,00	6 754 500,00
Italie	1 040 273,86	1 022 919,40	2 063 193,26
Japon	13 484 663,00	14 832 869,00	28 317 532,00
Kazakhstan	992 154,08	1 096 113,41	2 088 267,49
Kenya	286 515,15	308 362,01	594 877,16
Kirghizistan	833 510,64	978 531,33	1 812 041,97
Lesotho	96 010,53	98 627,08	194 637,61
Lettonie	415 865,25	420 874,76	836 740,01
Libéria	149 227,23	154 253,31	303 480,54
Liechtenstein	532 551,95	502 161,19	1 034 713,14
Lituanie	415 389,34	427 589,50	842 978,84
Madagascar	118 468,72	116 240,79	234 709,51
Malawi	406,00	238,00	644,00
Maroc	1 114 886,89	1 129 544,17	2 244 431,06
Mexique	-	1 838 264,00	1 838 264,00
Monaco	493 157,85	485 511,43	978 669,28
Mongolie	380 372,58	411 952,33	792 324,91
Monténégro	887 092,24	861 744,75	1 748 836,99
Mozambique	191 909,77	205 493,14	397 402,91
Namibie	122 256,99	124 319,56	246 576,55
Niger	457,00	364,00	821,00
Norvège	4 934 518,00	5 215 209,00	10 149 727,00
Nouvelle-Zélande	2 530,00	1 022 882,00	1 025 412,00
Oman	2 379 481,00	2 701 763,00	5 081 244,00
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	10 436,00	9 752,00	20 188,00
Ouzbékistan	4 226 635,00	4 344 640,00	8 571 275,00
Philippines	81 641,00	688 973,00	770 614,00
Pologne	1 122 142,58	1 141 887,22	2 264 029,80
Portugal	1 140 628,62	1 153 526,88	2 294 155,50
République arabe syrienne	598 540,03	671 496,75	1 270 036,78
République de Corée	5 373 647,00	6 367 235,00	11 740 882,00
République de Moldova	982 867,11	1 082 123,76	2 064 990,87
République de Serbie	1 506 669,79	1 404 386,55	2 911 056,34
République populaire démocratique de Corée	401 683,08	376 233,17	777 916,25
République tchèque	1 051 388,01	1 138 944,59	2 190 332,60
Roumanie	1 001 081,78	1 019 420,02	2 020 501,80
Royaume-Uni	2 728 837,00	2 736 904,00	5 465 741,00
Rwanda	748,00	12 814,16	13 562,16
Saint Martin	44 987,98	52 626,17	97 614,15
Saint-Marin	436 462,89	418 606,65	855 069,54
Sao Tomé-et-Principe	69 540,74	68 340,91	137 881,65
Sénégal	3 182,00	2 762,00	5 944,00
Sierra Leone	140 480,03	143 867,58	284 347,61
Singapour	5 340 108,00	5 898 188,00	11 238 296,00
Slovaquie	903 957,26	989 521,05	1 893 478,31
Slovénie	643 114,38	673 315,54	1 316 429,92
Soudan	279 884,61	294 741,06	574 625,67
Suède	1 509 546,00	1 900 527,00	3 410 073,00
Suisse	4 292 030,45	4 392 441,83	8 684 472,28
Suriname	3 581,00	2 774,00	6 355,00
Swaziland	139 783,67	141 513,32	281 296,99
Tadjikistan	528 504,48	690 078,03	1 218 582,51
Tunisie	5 310,00	52 662,00	57 972,00
Turkménistan	1 162 376,00	1 218 092,00	2 380 468,00
Turquie	4 143 099,00	4 088 741,00	8 231 840,00
Ukraine	2 806 181,39	3 229 326,27	6 035 507,66
Viet Nam	1 163 892,52	1 300 079,80	2 463 972,32
Zambie	150 853,45	164 000,92	314 854,37
Total	158 376 056,00	174 956 615,00	333 332 671,00

## FONDS FIDUCIAIRES

### Fonds de dépôt au 31 décembre 2013

Fonds fiduciaire donateur	Code du Fonds	Solde au 31 décembre 2011	Recettes 2012-2013				Dépenses 2012-2013				Remboursements aux donateurs	Pertes de change absorbées par l'OMPI	Solde au 31 décembre 2013
			Fonds reçus	Intérêts	Différence de taux de change	Total des recettes	Dépenses de personnel	Autres dépenses directes	Coûts d'appui administratif	Total des dépenses			
Communautés autochtones et locales accréditées	W_IGC	94 240,22	18 912,18	50,55	-	18 962,73	-	108 619,90	-	108 619,90	-	-	4 583,05
Australie	WAUS	-	1 846 782,22	998,40	71,37	1 847 851,99	-	632 346,09	82 195,75	714 541,84	-	-	1 133 310,15
Brésil (dollars É.-U.)	WBRAZ	-17 879,89	-	-	-2 197,34	-2 197,34	-	-	-	-	-	20 077,23	-
Brésil (francs suisses)	WBRES	359 491,51	663 448,08	439,45	470,12	664 357,65	-	504 255,11	25 189,25	529 444,36	3 675,29	-	490 729,51
Brésil Sud	WBRST	-	181 605,25	33,45	-246,27	181 392,43	-	94 081,62	12 262,60	106 344,22	-	-	75 048,21
Costa Rica	WCORI	33 276,75	-	81,82	-2 065,39	-1 983,57	-	164,51	-	164,51	-	-	31 128,67
El Salvador	WELSA	53 125,43	-	129,59	-3 437,06	-3 307,47	-	164,51	-	164,51	-	-	49 653,45
Union européenne (Projet Bangladesh)	WBGLD	344 672,98	-	-	-	-	-	-	-	-	366 798,44	22 125,46	-
Union européenne (Projet Pakistan)	WPAKI	354 583,90	891 445,41	1 237,91	5 883,26	898 566,58	-	605 249,84	42 367,50	647 617,34	-	-	605 533,14
Finlande/droits d'auteur I	WFICR	15 434,68	-	35,32	33,09	68,41	-	163,38	21,15	184,53	-	-	15 318,56
Finlande/droits d'auteur II	WFILN	11 837,32	-	24,78	-25,16	-0,38	-	3 166,08	-	3 166,08	-	-	8 670,86
Finlande/droits d'auteur III	WFIMO	167 092,68	78 979,24	482,42	302,96	79 764,62	-	67 894,11	8 825,14	76 719,25	-	-	170 138,05
France/droits d'auteur	WFRCR	403,16	-	-	-	-	-	79,99	7,80	87,79	315,37	-	-
France/propriété industrielle	WFRIP	287 845,61	600 797,37	452,80	564,97	601 815,14	-	121 469,24	15 717,55	137 186,79	-	-	752 473,96
Allemagne/administrateurs auxiliaires	WDEJP	398 822,48	897 536,00	451,35	-	897 987,35	781 990,73	23 218,00	96 625,05	901 833,78	14 572,21	-	380 403,84
Programme ibéro-américain de la propriété industrielle	WIBER	-	108 908,80	27,50	-	108 936,30	-	100,20	8,00	108,20	-	-	108 828,10
Italie/propriété intellectuelle	WITIP	141 817,46	600 384,00	621,25	6,06	601 011,31	-	104 557,24	13 591,65	118 148,89	-	-	624 679,88
Italie/administrateurs auxiliaires	WITJP	32 643,61	127 164,99	43,85	-	127 208,84	63 753,70	160,00	7 669,60	71 583,30	-	-	88 269,15
Japon/Afrique-PMA	WJPAF	1 518 458,74	2 200 000,00	1 350,65	-2 249,26	2 199 101,39	506 541,04	1 553 551,28	265 685,05	2 325 777,37	-	-	1 391 782,76
Japon/droits d'auteur	WJPCR	504 045,89	937 292,00	476,45	744,43	938 512,88	434 962,34	598 726,41	131 468,04	1 165 156,79	-	-	277 401,98
Japon/propriété industrielle	WJPIP	1 916 603,05	6 160 300,00	2 304,55	342,60	6 162 947,15	1 064 255,57	2 293 878,79	433 944,44	3 792 078,80	-	-	4 287 471,40
Japon/administrateurs auxiliaires	WJRJP	94 386,85	38 719,00	66,05	76,95	38 862,00	104 087,60	1 276,00	12 634,45	117 998,05	-	-	15 250,80
Libye	WLIBY	-20,15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,15	-
Mexique	WMEX	125 330,98	137 931,03	78,15	-0,01	138 009,17	-	93 594,72	6 551,65	100 146,37	-	-	163 193,78
Portugal	WPORT	168 520,95	-	325,96	-71,86	254,10	-	84 779,89	11 017,70	95 797,59	-	-	72 977,46
République de Corée/droits d'auteur	WKRCR	453 452,58	680 218,28	479,25	251,77	680 949,30	111 952,65	456 625,18	-	568 577,83	-	-	565 824,05
République de Corée/droits d'auteur/administrateurs professionnels	WKRPO	100 305,78	329 178,00	155,85	-	329 333,85	198 945,49	160,20	23 892,70	222 998,39	-	-	206 641,24
République de Corée/propriété intellectuelle	WKIPO	1 241 673,42	1 319 967,62	1 238,10	-60,77	1 321 144,95	300 985,57	855 805,41	133 273,03	1 290 064,01	-	-	1 272 754,36
République de Corée/administrateurs professionnels	WKRJP	739 480,48	861 801,00	716,15	-	862 517,15	969 941,25	160,20	116 412,15	1 086 513,60	-	-	515 484,03
République de Corée/éducation	WKRED	160 858,95	329 951,07	221,90	9 896,11	340 069,08	-	241 841,30	11 598,20	253 439,50	-	-	247 488,53
Espagne (euros)	WESPA	29 318,26	-	90,62	-2 047,58	-1 956,96	-	40,59	41,65	82,24	91 763,08	64 484,02	-
Espagne (francs suisses)	WESCH	-	472 398,44	120,35	83,73	472 602,52	-	271 700,16	35 310,15	307 010,31	-	-	165 592,21
Projet pilote des ressources mondialement accessibles des intermédiaires de confiance (TIGAR)	WTIGA	4 568,22	-	5,10	-	5,10	-	160,00	20,80	180,80	-	-	4 392,52
États-Unis d'Amérique/droits d'auteur	W_USA	427 414,36	-	566,38	-4 367,87	-3 801,49	-	372 210,79	48 693,54	420 904,33	-	-	2 708,54
États-Unis d'Amérique/application des droits de propriété intellectuelle	WUSEN	46 932,96	89 667,59	161,25	3 711,70	93 540,54	-	114 807,29	14 928,41	129 735,70	13 417,62	-	-2 679,82
États-Unis d'Amérique/petites et moyennes entreprises	WUSSM	180 732,38	-	298,80	-3 509,41	-3 210,61	5 820,80	69 214,48	9 755,67	84 790,95	-	-	92 730,82
Uruguay (dollars É.-U.)	WUGAY	118 043,36	-	63,74	1 003,44	1 067,18	-	2 952,28	-	2 952,28	116 915,36	757,10	-0,00
Uruguay (francs suisses)	WUYCH	-	116 915,36	68,40	12,00	116 995,76	-	14 660,22	-	14 660,22	-	-	102 335,54
Fonds fiduciaires divers fermés		-11,66	-	-	264,65	264,65	-	-	-	-	-	348,23	601,22
<b>TOTAL</b>		<b>10 107 503,30</b>	<b>19 690 302,93</b>	<b>13 898,14</b>	<b>3 441,23</b>	<b>19 707 642,30</b>	<b>4 543 236,74</b>	<b>9 291 835,01</b>	<b>1 559 708,67</b>	<b>15 394 780,42</b>	<b>607 457,37</b>	<b>107 812,19</b>	<b>13 920 720,00</b>



**Fonds de dépôt au 31 décembre 2013**

(exprimé en francs suisses)

Fonds fiduciaire/Communautés autochtones et locales accréditées		
Solde, début d'exercice		94 240,22
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	18 912,18	
Intérêts	50,55	18 962,73
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	108 459,90	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	108 619,90	
Frais administratifs	-	(108 619,90)
Fonds disponibles, fin d'exercice		4 583,05

Note : Fonds fiduciaires sous la forme de contributions volontaires (des gouvernements australien, français, norvégien, sud-africain, suédois et suisse, du Christensen Fund et de la Nouvelle-Zélande) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

Fonds fiduciaire/Australie		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 846 782,22	
Intérêts	998,40	
Différence de change	71,37	1 847 851,99
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	97 945,06	
Voyages de tiers	208 058,79	
Bourses	114 987,56	
Conférences	31 925,00	
Honoraires d'experts	14 988,64	
Contrats de louage de services	114 825,00	
Autres services contractuels	49 476,04	
Frais administratifs et bancaires	140,00	
Total des dépenses directes	632 346,09	
Frais administratifs	82 195,75	(714 541,84)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 133 310,15

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement australien et l'OMPI en vue de promouvoir le développement de systèmes de propriété intellectuelle dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement.

Fonds fiduciaire/Brésil (dollars É.-U.)		
Solde, début d'exercice		(17 879,89)
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	-	
Différence de change	(2 197,34)	(2 197,34)
Pertes de change absorbées par l'OMPI		20 077,23
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement du Brésil et l'OMPI pour la mise en œuvre de la formation et du renforcement des capacités du personnel

technique de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et la diffusion d'une culture de la propriété intellectuelle au Brésil.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt étaient tenus en dollars É.-U. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés, et absorbés par l'OMPI.

Fonds fiduciaire/Brésil (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		359 491,51
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	663 448,08	
Intérêts	439,45	
Différence de change	470,12	664 357,65
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	30 087,42	
Voyages de tiers	467 159,29	
Honoraires d'experts	6 823,40	
Frais administratifs et bancaires	185,00	
Total des dépenses directes	504 255,11	
Frais administratifs	25 189,25	(529 444,36)
Remboursement au donateur		(3 675,29)
Fonds disponibles, fin d'exercice		490 729,51

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l'OMPI en vue de la promotion d'une culture de la propriété intellectuelle et de l'adoption de pratiques optimales.

Fonds fiduciaire/Brésil Sud		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	181 605,25	
Intérêts	33,45	
Différence de change	(246,27)	181 392,43
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	52 001,30	
Conférences	28 560,32	
Contrats de louage de services	13 440,00	
Frais administratifs et bancaires	80,00	
Total des dépenses directes	94 081,62	
Frais administratifs	12 262,60	(106 344,22)
Fonds disponibles, fin d'exercice		75 048,21

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l'OMPI visant la prise d'initiatives en faveur de la coopération technique Sud-Sud, en vue de rendre les pays en développement mieux à même d'utiliser les instruments de propriété intellectuelle.

Fonds fiduciaire/Costa Rica		
Solde, début d'exercice		33 276,75
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	81,82	
Différence de change	(2 065,39)	(1 983,57)
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	164,51	
Total des dépenses directes	164,51	
Frais administratifs	-	(164,51)
Fonds disponibles, fin d'exercice		31 128,67

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement costaricien et l'OMPI en vue de la modernisation des systèmes de brevets et marques de l'office national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/El Salvador		
Solde, début d'exercice		53 125,43
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	129,59	
Différence de change	(3 437,06)	(3 307,47)
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	164,51	
Total des dépenses directes	164,51	
Frais administratifs	-	(164,51)
Fonds disponibles, fin d'exercice		49 653,45

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement salvadorien et l'OMPI en vue de la modernisation et du renforcement du système national de propriété industrielle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/Union européenne/Bangladesh		
Solde, début d'exercice		344 672,98
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	-	
Différence de change	-	-
Remboursement au donateur		(366 798,44)
Pertes de change absorbées par l'OMPI		22 125,46
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord entre la Communauté européenne et l'OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Bangladesh. Les comptes et les rapports financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en euros. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et ils ont été absorbés par l'OMPI.

**Rapport de gestion financière 2012-2013**

Fonds fiduciaire/Union européenne/Pakistan		
Solde, début d'exercice		354 583,90
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	891 445,41	
Intérêts	1 237,91	
Différence de change	5 883,26	898 566,58
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	11 426,73	
Voyages de tiers	171 602,30	
Bourses	1 568,15	
Conférences	22 789,84	
Honoraires d'experts	2 091,06	
Contrats de louage de services	246 815,72	
Autres services contractuels	20 384,21	
Locaux et entretien	35 949,25	
Frais administratifs et bancaires	163,38	
Mobilier et matériel	62 219,16	
Fournitures	30 240,04	
Total des dépenses directes	605 249,84	
Frais administratifs	42 367,50	(647 617,34)
Fonds disponibles, fin d'exercice		605 533,14

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord entre la Communauté européenne et l'OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Pakistan.  
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur I		
Solde, début d'exercice		15 434,68
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	35,32	
Différence de change	33,09	68,41
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	163,38	
Total des dépenses directes	163,38	
Frais administratifs	21,15	(184,53)
Fonds disponibles, fin d'exercice		15 318,56

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre la Société de gestion des droits d'auteur de Finlande et l'OMPI dans le domaine des activités de son secteur des industries culturelles et créatives.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur II		
Solde, début d'exercice		11 837,32
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	24,78	
Différence de change	(25,16)	(0,38)
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	3 003,00	
Frais administratifs et bancaires	163,08	
Total des dépenses directes	3 166,08	
Frais administratifs	-	(3 166,08)
Fonds disponibles, fin d'exercice		8 670,86

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le ministère de l'Éducation et de la Culture de Finlande et l'OMPI dans le domaine des activités de son secteur des industries culturelles et créatives. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur III		
Solde, début d'exercice		167 092,68
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	78 979,24	
Intérêts	482,42	
Différence de change	302,96	79 764,62
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	5 940,65	
Contrats de louage de services	61 790,08	
Frais administratifs et bancaires	163,38	
Total des dépenses directes	67 894,11	
Frais administratifs	8 825,14	(76 719,25)
Fonds disponibles, fin d'exercice		170 138,05

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le ministère de l'Éducation et de la Culture de Finlande et l'OMPI dans le domaine des activités de son secteur du droit d'auteur et des droits connexes. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/France/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		403,16
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	-	-
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	79,99	
Total des dépenses directes	79,99	
Frais administratifs	7,80	(87,79)
Remboursement au donateur		(315,37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération de l'OMPI pour le développement de la formation dans le domaine du droit d'auteur.

Rapport de gestion financière 2012-2013

Fonds fiduciaire/France/propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		287 845,61
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	600 797,37	
Intérêts	452,80	
Différence de change	564,97	601 815,14
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	930,95	
Voyages de tiers	81 626,69	
Conférences	34 742,86	
Honoraires d'experts	4 008,74	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	121 469,24	
Frais administratifs	15 717,55	(137 186,79)
Fonds disponibles, fin d'exercice		752 473,96

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

Fonds fiduciaire/Allemagne/administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		398 822,48
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	897 536,00	
Intérêts	451,35	897 987,35
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	781 990,73	
Missions de personnel	23 033,00	
Frais administratifs et bancaires	185,00	
Total des dépenses directes	805 208,73	
Frais administratifs	96 625,05	(901 833,78)
Remboursement au donateur		(14 572,21)
Fonds disponibles, fin d'exercice		380 403,84

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement allemand destinée à fournir à l'OMPI les services d'administrateurs auxiliaires.

Fonds fiduciaire/Programme ibéro-américain de la propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	108 908,80	
Intérêts	27,50	108 936,30
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	100,20	
Total des dépenses directes	100,20	
Frais administratifs	8,00	(108,20)
Fonds disponibles, fin d'exercice		108 828,10

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Secrétariat technique du Programme ibéro-américain sur la propriété industrielle et la promotion du développement et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement des systèmes nationaux de propriété industrielle dans divers pays ibéro-américains.

Fonds fiduciaire/Italie/propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		141 817,46
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	600 384,00	
Intérêts	621,25	
Différence de change	6,06	601 011,31
<i>Dépenses</i>		
Contrats de louage de services	2 288,58	
Autres services contractuels	99 557,23	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Fournitures	2 551,43	
Total des dépenses directes	104 557,24	
Frais administratifs	13 591,65	(118 148,89)
Fonds disponibles, fin d'exercice		624 679,88

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement italien et l'OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage multimédia.

Fonds fiduciaire/Italie/administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		32 643,61
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	127 164,99	
Intérêts	43,85	127 208,84
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	63 753,70	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	63 913,70	
Frais administratifs	7 669,60	(71 583,30)
Fonds disponibles, fin d'exercice		88 269,15

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement italien destinée à assurer à l'OMPI les services d'un administrateur auxiliaire.

Fonds fiduciaire/Japon/Afrique-PMA		
Solde, début d'exercice		1 518 458,74
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	2 200 000,00	
Intérêts	1 350,65	
Note de crédit de la période biennale précédente	24,77	
Différence de change	(2 274,03)	2 199 101,39
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	506 541,04	
Missions de personnel	75 547,81	
Voyages de tiers	794 609,76	
Bourses	403 495,95	
Conférences	117 826,45	
Honoraires d'experts	12 304,43	
Autres services contractuels	111 559,76	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Mobilier et matériel	37 561,37	
Fournitures	485,75	
Total des dépenses directes	2 060 092,32	
Frais administratifs	265 685,05	(2 325 777,37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 391 782,76

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais japonais destinée au Programme de coopération pour le développement l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle pour l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA).

Fonds fiduciaire/Japon/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		504 045,89
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	937 292,00	
Intérêts	476,45	
Différence de change	744,43	938 512,88
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	434 962,34	
Missions de personnel	119 484,75	
Voyages de tiers	416 085,36	
Bourses	1 541,06	
Conférences	34 983,00	
Honoraires d'experts	10 107,78	
Autres services contractuels	16 364,46	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	1 033 688,75	
Frais administratifs	131 468,04	(1 165 156,79)
Fonds disponibles, fin d'exercice		277 401,98

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes.



Fonds fiduciaire/Japon/propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		1 916 603,05
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	6 160 300,00	
Intérêts	2 304,55	
Différence de change	342,60	6 162 947,15
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	1 064 255,57	
Missions de personnel	165 961,06	
Voyages de tiers	597 419,67	
Bourses	723 528,47	
Conférences	35 518,53	
Honoraires d'experts	15 411,24	
Publications	10 071,55	
Contrats de louage de services	99 851,80	
Autres services contractuels	311 798,95	
Locaux et entretien	267 925,65	
Communication	857,45	
Frais administratifs et bancaires	335,45	
Mobilier et matériel	27 042,62	
Fournitures	38 156,35	
Total des dépenses directes	3 358 134,36	
Frais administratifs	433 944,44	(3 792 078,80)
Fonds disponibles, fin d'exercice		4 287 471,40

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.

Fonds fiduciaire/Japon/administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		94 386,85
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	38 719,00	
Intérêts	66,05	
Différence de change	76,95	38 862,00
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	104 087,60	
Autres services contractuels	1 116,00	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	105 363,60	
Frais administratifs	12 634,45	(117 998,05)
Fonds disponibles, fin d'exercice		15 250,80

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l'OMPI les services d'un administrateur auxiliaire.

**Rapport de gestion financière 2012-2013**

Fonds fiduciaire/Libye		
Solde, début d'exercice		(20,15)
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	-	
Différence de change	-	-
Pertes de change absorbées par l'OMPI		20,15
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement libyen et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Fonds fiduciaire/Mexique		
Solde, début d'exercice		125 330,98
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	137 931,03	
Intérêts	78,15	
Différence de change	(0,01)	138 009,17
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	36 330,90	
Conférences	47 173,87	
Frais administratifs et bancaires	10 089,95	
Total des dépenses directes	93 594,72	
Frais administratifs	6 551,65	(100 146,37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		163 193,78

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement mexicain et l'OMPI pour le développement et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Fonds fiduciaire/Portugal		
Solde, début d'exercice		168 520,95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	325,96	
Différence de change	(71,86)	254,10
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	6 324,83	
Voyages de tiers	45 310,08	
Bourses	6 332,40	
Conférences	3 805,59	
Autres services contractuels	6 091,95	
Frais administratifs et bancaires	163,38	
Mobilier et matériel	16 751,66	
Total des dépenses directes	84 779,89	
Frais administratifs	11 017,70	(95 797,59)
Fonds disponibles, fin d'exercice		72 977,46

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord entre l'Institut national de propriété industrielle du Portugal et l'OMPI destiné au développement d'activités conjointes de coopération au profit des pays lusophones. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/République de Corée/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		453 452,58
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	680 218,28	
Intérêts	479,25	
Différence de change	251,77	680 949,30
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	111 952,65	
Missions de personnel	104 348,49	
Voyages de tiers	266 763,18	
Conférences	26 972,26	
Honoraires d'experts	17 950,43	
Publications	9 760,33	
Contrats de louage de services	30 582,73	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Mobilier et matériel	87,76	
Total des dépenses directes	568 577,83	
Frais administratifs	-	(568 577,83)
Fonds disponibles, fin d'exercice		565 824,05

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes.

Fonds fiduciaire/République de Corée/droits d'auteur/administrateurs professionnels		
Solde, début d'exercice		100 305,78
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	329 178,00	
Intérêts	155,85	329 333,85
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	198 945,49	
Frais administratifs et bancaires	160,20	
Total des dépenses directes	199 105,69	
Frais administratifs	23 892,70	(222 998,39)
Fonds disponibles, fin d'exercice		206 641,24

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée en vue d'assurer à l'OMPI les services d'un administrateur chargé de gérer le Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d'auteur.

**Rapport de gestion financière 2012-2013**

Fonds fiduciaire/République de Corée/propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		1 241 673,42
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 319 967,62	
Intérêts	1 238,10	
Différence de change	(60,77)	1 321 144,95
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	300 985,57	
Missions de personnel	137 924,17	
Voyages de tiers	99 777,05	
Bourses	225 457,90	
Conférences	50 438,93	
Honoraires d'experts	25 749,73	
Contrats de louage de services	71 987,63	
Autres services contractuels	244 310,00	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	1 156 790,98	
Frais administratifs	133 273,03	(1 290 064,01)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 272 754,36

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI, destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays en développement et les pays moins avancés.

Fonds fiduciaire/République de Corée/administrateurs professionnels		
Solde, début d'exercice		739 480,48
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	861 801,00	
Intérêts	716,15	862 517,15
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	969 941,25	
Frais administratifs et bancaires	160,20	
Total des dépenses directes	970 101,45	
Frais administratifs	116 412,15	(1 086 513,60)
Fonds disponibles, fin d'exercice		515 484,03

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée à fournir des administrateurs à l'OMPI.

Fonds fiduciaire/République de Corée/éducation		
Solde, début d'exercice		160 858,95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	329 951,07	
Intérêts	221,90	
Différence de change	9 896,11	340 069,08
<i>Dépenses</i>		
Bourses	241 681,30	
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	241 841,30	
Frais administratifs	11 598,20	(253 439,50)
Fonds disponibles, fin d'exercice		247 488,53

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI, destiné à l'éducation dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Fonds fiduciaire/Espagne (euros)		
Solde, début d'exercice		29 318,26
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	90,62	
Différence de change	(2 047,58)	(1 956,96)
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	40,59	
Total des dépenses directes	40,59	
Frais administratifs	41,65	(82,24)
Remboursement au donateur		(91 763,08)
Pertes de change absorbées par l'OMPI		64 484,02
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d'Amérique latine. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en euros. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et ils ont été absorbés par l'OMPI.

Fonds fiduciaire/Espagne (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	472 398,44	
Intérêts	120,35	
Différence de change	83,73	472 602,52
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	6 309,10	
Voyages de tiers	244 267,79	
Conférences	855,90	
Honoraires d'experts	6 239,80	
Contrats de louage de services	12 512,37	
Représentation	1 375,00	
Frais administratifs et bancaires	140,20	
Total des dépenses directes	271 700,16	
Frais administratifs	35 310,15	(307 010,31)
Fonds disponibles, fin d'exercice		165 592,21

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d'Amérique latine.

Rapport de gestion financière 2012-2013

Fonds fiduciaire/Projet pilote des ressources mondialement accessibles des intermédiaires de confiance (TIGAR)		
Solde, début d'exercice		4 568,22
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	5,10	5,10
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	160,00	
Total des dépenses directes	160,00	
Frais administratifs	20,80	(180,80)
Fonds disponibles, fin d'exercice		4 392,52

Note : Fonds de dépôt sous la forme de contributions volontaires d'organisations du secteur privé ou d'intérêt public, en vue d'aider les personnes handicapées visuelles et incapables de lire des imprimés à accéder des œuvres protégées par le droit d'auteur.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		427 414,36
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	566,38	
Différence de change	(4 367,87)	(3 801,49)
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	6 548,11	
Voyages de tiers	30 190,36	
Conférences	4 289,25	
Honoraires d'experts	2 956,11	
Contrats de louage de services	200 648,92	
Autres services contractuels	107 387,28	
Frais administratifs et bancaires	20 190,76	
Total des dépenses directes	372 210,79	
Frais administratifs	48 693,54	(420 904,33)
Fonds disponibles, fin d'exercice		2 708,54

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/application des droits de propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		46 932,96
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	89 667,59	
Intérêts	161,25	
Différence de change	3 711,70	93 540,54
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	96 391,54	
Conférences	18 126,00	
Frais administratifs et bancaires	289,75	
Total des dépenses directes	114 807,29	
Frais administratifs	14 928,41	(129 735,70)
Remboursement au donateur		(13 417,62)
Fonds disponibles, fin d'exercice		(2 679,82)

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du respect des droits de propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/petites et moyennes entreprises		
Solde, début d'exercice		180 732,38
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	298,80	
Différence de change	(3 509,41)	(3 210,61)
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	5 820,80	
Contrats de louage de services	66 000,00	
Autres services contractuels	3 000,00	
Frais administratifs et bancaires	214,48	
Total des dépenses directes	75 035,28	
Frais administratifs	9 755,67	(84 790,95)
Fonds disponibles, fin d'exercice		92 730,82

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI pour des services liés aux besoins de propriété intellectuelle des petites et moyennes entreprises.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/Uruguay (dollars É.-U.)		
Solde, début d'exercice		118 043,36
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	63,74	
Différence de change	1 003,44	1 067,18
<i>Dépenses</i>		
Frais administratifs et bancaires	66,04	
Fournitures	2 886,24	
Total des dépenses directes	2 952,28	
Frais administratifs	-	(2 952,28)
Remboursement au donateur		(116 915,36)
Pertes de change absorbées par l'OMPI		757,10
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

## Rapport de gestion financière 2012-2013

Les comptes et les rapports financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en dollars É.-U. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et absorbés par l'OMPI.

Fonds fiduciaire/Uruguay (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	116 915,36	
Intérêts	68,40	
Différence de change	12,00	116 995,76
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	8 771,28	
Bourses	1 582,35	
Autres services contractuels	715,50	
Frais administratifs et bancaires	140,00	
Fournitures	3 451,09	
Total des dépenses directes	14 660,22	
Frais administratifs	-	(14 660,22)
Fonds disponibles, fin d'exercice		102 335,54

Note : Fonds de dépôt sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

[Fin du document]